

Les Perspectives de la Puissance britannique post- Brexit



Source : [Brexit & EU officials legal status](#) | Union Syndicale Fédérale

Fatoumata H. DIALLO

Xavier GEOFFRET

Jérôme VOLCLAIR

Mai 2021

EGE Ecole de Guerre
Economique

Table des Matières

Remerciements	5
Summary	6
Contexte global	7
Chapitre 1	8
La dynamique de la puissance britannique à son apogée - époque victorienne (1815 – 1901)	8
1.1. La Grande-Bretagne.....	9
1.2. L'Empire britannique	10
1.3. Les facteurs de puissance de l'Empire britannique à l'époque victorienne.....	11
1.3.1. La démocratie : le modèle institutionnel	11
1.3.2. La croissance économique.....	12
1.3.2.1. L'essor de l'agriculture	12
1.3.2.2. L'essor démographique	13
1.3.2.3. L'essor du Transport.....	13
1.3.2.4. L'expansion coloniale	14
1.3.2.5. L'Essor commercial	14
1.3.2.6. Le libre-échange ...au service de l'Empire	15
1.3.2.7. Les avancées technologiques	17
1.3.2.8. L'industrialisation	19
1.3.2.9. L'émergence d'une économie de service	20
1.3.2.10. L'arme de la finance	21
1.3.3. La diplomatie	22
1.3.4. L'Influence culturelle	24
1.3.5. La puissance militaire	25
1.3.5.1. Les fondements économiques de la suprématie militaire	26
1.3.5.2. Les leviers politico-militaires de la puissance britannique.....	26
1.3.5.3. Les moyens militaires	29
1.3.5.4. La Royal Navy.....	30
1.3.6. L'impact de l'émigration anglaise et sa diaspora au XIXe siècle	32
Chapitre 2 :	33
Perte de l'Empire britannique et les leviers de résilience (à partir de 1914)	33
2.1. Les causes du déclin de l'Empire britannique	34
2.1.1. Concurrences internationales	34
2.1.2. Les deux guerres mondiales	36
2.1.2.1. Première Guerre mondiale 1914 -1918.....	36

2.1.2.2. L'entre-deux-guerres 1914-1939.....	37
2.1.2.3. Deuxième Guerre mondiale 1939-1945	39
2.1.3. Les conséquences des deux guerres	39
2.1.3.1. Economique.....	39
2.1.3.2. Fragilisation de l'Empire	40
2.1.3.3. Militaire	41
2.2. Les leviers de résilience post-Empire	41
2.2.1. La Nationalisation	42
2.2.2. La zone Sterling.....	42
2.2.3. Le plan Marshall	43
2.2.4. Adhésion à la CEE (Communauté économique européenne)	43
2.2.4.1. Influence formelle britannique au sein de l'UE.....	45
2.2.4.2. Influence informelle britannique au sein de l'UE	47
Chapitre 3 :	48
Brexit (Raison et négociation de sortie (2008 – 2021)	48
3.1. Impact de la crise financière de 2008.....	49
3.2. Le poids de l'immigration	49
3.3. Politique économique européenne.....	51
Source : Statista, portail de statistiques en ligne	52
3.4. Culture britannique et eurosceptisme	53
Chapitre 4.....	55
Perspectives de la puissance britannique post- Brexit.....	55
4.1. "Global Britain" ou « Empire 2.0 » ?	56
4.2. Continuités et évolutions de la stratégie de puissance britannique	57
4.2.1. Le Commerce et libre marché	57
4.2.1. 1. Région Indopacifique.....	57
4.2.1.2. Le Commonwealth.....	58
4.2.1.3. L'Union européenne	63
4.2.2. La Technologie : Suprématie informationnelle (hub technologie entre USA/UE)	63
4.2.3. L'industrialisation	65
4.2.4. L'économie de service	66
4.2.5. La Finance : La City de Londres.....	68
4.2.6. La Diplomatie.....	69
4.2.7. Le Soft-Power britannique.....	69
4.2.7.1. Son rayonnement scientifique	69
4.2.7.2. Le British Council	71

4.2.7.3. La monarchie britannique	72
4.2.8. La défense.....	72
4.2.8.1. Modernisation de son armée	72
4.2.8.2. La dissuasion nucléaire	73
4.3. Crédibilité du projet « Global Britain ».....	74
4.3.1. Le Royaume-Uni à l'écart des principaux accords européens.....	74
4.3.2. Cohésion nationale	77
4.3.3. L'économie fragilisée	78
4.3.4. La pauvreté	79
4.3.5. Immigration	84
4.3.6. Le Rapport de droit à la propriété	85
4.3.7. Le banditisme	87
4.3.8. La Résilience	88
4.4. Echiquiers d'analyse stratégique britannique	89
4.4.1. Echiquier militaire à la fin du XIXe siècle	91
4.4.2. Echiquier militaire post-Brexit.....	92
4.5. Global Britain : opportunités pour la France ?	94
4.6. Global Britain et l'Europe	95
4.7. Perspective de puissance	96
Conclusion	98
Références bibliographiques et publications.....	99

Remerciements

La réalisation de notre dossier a été possible grâce au concours de plusieurs personnes à qui nous souhaitons exprimer toute notre gratitude.

Tout d'abord, nous remercions Monsieur Christian HARBULOT, Directeur de l'École de Guerre économique pour ses précieux conseils et sa disponibilité.

Nos remerciements vont aussi à Raphaël CHAVANCY, Officier supérieur des Troupes de marine, actuellement détaché auprès des commandos britanniques et Nicolas RAVAILHE, en charge des « affaires européennes » au sein du cabinet Euraegis à Bruxelles.

Nous leur exprimons toute notre gratitude pour nous avoir permis de structurer ce dossier à travers de fructueuses discussions et la qualité de leurs conseils, toujours alliée à une grande gentillesse et disponibilité.

Summary

On the 23rd of June 2016, British people voted by 51.9% in favour of Brexit, a historic exit of their country from European Union. Brexit is an unprecedented major event: Never before had a member state decided to activate article 50 from the Lisbon treaty, never before had a country decided to put a stop to European integration and supranational ruling to return to a classic form of sovereignty. United Kingdom has done so through a radical break from European customs union and European Economic Area. Theresa May and later on Boris Johnson, both promise a Great Britain that will champion globalization, a "Global Britain".

European Union is often described as a "power amplifier" to all its member states, allowing them to exert influence worldwide, which they wouldn't be able to do by their own, either politically, diplomatically, economically and commercially wise. While London does not fully deny what could be lost by leaving EU, it would ultimately be compensated through "flexibility and agility to react" allowing the country to maintain its rank.

This report's objective is to analyse British power's factors from different perspectives (cultural, diplomatic, business and military) from the reign of Queen Victoria (while the British colonial empire was at its height), then post-WW II and EU Community period, up to the post-Brexit period, with Britain willing to reincarnate its « Victorian power ».

We will review the British official report about the strategic positioning of Great Britain, "Global Britain in a Competitive Age" advertised by Boris Johnson - This report clarifies the role & place of UK along with post-Brexit major orientations. We will study which are British power perspectives, its strengths and weaknesses and how it can actually be an opportunity for France and Europe.

Contexte global

Le Royaume-Uni a voté majoritairement lors d'un référendum le 23 juin 2016 en faveur de sa sortie (Brexit) de l'Union européenne (UE). Ce départ est effectif depuis le 1^{er} janvier 2021 après une longue période transitoire ponctuée d'âpres négociations afin de déterminer les conditions d'une relation future en tant que membre du marché commun. Il ne pourra donc, en principe, plus influencer les décisions prises à Bruxelles. L'un des plus importants arguments de la campagne référendaire en faveur du Brexit a été que le pays en quittant l'UE puisse retrouver sa prospérité économique et sa puissance d'antan, à l'instar de l'époque victorienne lorsqu'il contrôlait encore un large empire colonial. Une **puissance** est « *un État qui dans le monde se distingue non seulement par son poids territorial, démographique et économique, mais aussi par les moyens dont il dispose pour s'assurer d'une influence durable sur toute la planète en termes économiques, culturels et diplomatiques* » (Gérard Dorel).

Les vagues d'immigration venant des pays d'Europe de l'Est, la crise financière de 2008 puis l'austérité de la politique européenne qui en a découlée ont révélé les limites et faiblesses d'une société qui a longtemps vanté les bienfaits du libre marché et du capitalisme. Une sortie de l'Union européenne apportera-t-elle objectivement les solutions aux différents maux de la société britannique ?

La Grande-Bretagne seule sera-t-elle capable d'exécuter sa vision stratégique à l'horizon 2030 intitulée « *Global Britain in a competitive age* » (Une Grande-Bretagne mondiale à l'ère de la compétition) ? Ce document clé se base sur une revue intégrée de sa stratégie de défense et de sécurité (SDSR « Strategic Defence and Security Review ») datant de 2015. Publié en mars 2021, ce projet *Global Britain* qui signifie « Grande-Bretagne mondiale » est un concept cher aux hard-brexiteurs, dans lequel un Royaume-Uni émancipé de l'Union européenne est enfin libre de projeter sa puissance et son potentiel à sa guise par-delà les mers. Car, selon eux, quitter l'Union européenne ne signifie ni isolationnisme ni repli sur soi. La nouvelle *Global Britain* sera bien ouverte sur le monde.

Le présent document propose une lecture compréhensive de ce qu'a été, est et sera la puissance britannique au travers de l'évolution de sa stratégie de puissance de l'époque victorienne à l'après-Brexit. Nous analyserons les facteurs de ladite puissance sous différents angles (culturel, diplomatique, commercial et militaire) à différentes époques :

- Sous le règne de la reine Victoria lorsque l'Empire colonial britannique était à son apogée,
- L'Après-guerre mondiale, où un Royaume-Uni exsangue use de leviers de résilience afin de préserver une position de puissance secondaire malgré la chute de son empire
- La période communautaire, avec un Royaume-Uni membre de l'UE, essayant de prendre le leadership européen,
- Le post-Brexit, avec une Grande-Bretagne tentant de réincarner sa puissance victorienne ou « Empire 2.0 ».

Bien que cette *Revue* soit un document dynamique susceptible d'être modelé et façonné en fonction des événements futurs, nous l'utiliserons comme grille de lecture pour étudier les perspectives de la puissance britannique, ses forces et faiblesses et en quoi, elle peut être une opportunité pour la France et l'Europe ?

Chapitre 1

La dynamique de la puissance britannique à son apogée - époque victorienne (1815 – 1901)

1.1. La Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne (en anglais : *Great Britain*) est une île au large du littoral nord-ouest de l'Europe continentale. Elle représente la majorité du territoire du Royaume-Uni, c'est-à-dire l'Angleterre, le pays de Galles et l'Écosse ainsi que la plupart des territoires insulaires contigus à l'exclusion de l'île de Man et des îles Anglo-Normandes.

Carte de la Grande-Bretagne - Source : Google Images

Située à la jonction de l'Atlantique et de la mer du nord, elle est séparée de l'Irlande par la mer d'Irlande et du continent par la Manche. C'est la plus grande île et la plus peuplée du continent européen. La Grande-Bretagne a subi des invasions successives de peuplements. Au Sud s'installèrent notamment les Angles et les Saxons, plus au Nord les Vikings, venus des actuels Danemark et Norvège. En 1066, l'Angleterre est conquise par les Normands de Guillaume le Conquérant.

L'unification de la Grande-Bretagne en un État politique et souverain a été progressive. La conquête anglaise du pays de Galles s'est achevée en 1282 sur un champ de bataille, avec la victoire d'Édouard I^{er} sur Llywelyn, le dernier prince gallois indépendant. Le pays est devenu une partie constituante du royaume d'Angleterre en 1536.

Les couronnes d'Angleterre et d'Écosse sont portées par le même souverain depuis Jacques (James) I^{er} d'Angleterre et VI d'Écosse, qui monta sur le trône écossais en 1567 et sur le trône anglais en 1603, à la suite du décès de sa cousine Élisabeth 1^{re} d'Angleterre. Le 20 octobre 1604, il s'autoproclama « *King of Great Britain, France and Ireland* » (« Roi de Grande-Bretagne, de France et d'Irlande »), titre qu'ont repris certains de ses successeurs. Sous le règne d'Anne I^{re} de Grande-Bretagne, depuis l'Acte d'Union de 1707, les parlements d'Angleterre et d'Écosse ont été fusionnés et les deux nations constituent un même royaume, la Grande-Bretagne avec un seul souverain, un seul gouvernement et un seul Parlement à Westminster.

En 1801, la couronne d'Irlande, que les Anglais tenaient depuis le XII^e siècle, fusionna à son tour avec la couronne britannique, créant ainsi le « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande », ou simplement le Royaume-Uni : cette fusion ne fut jamais acceptée par le clergé catholique d'Irlande, car cela revenait à soumettre l'île au chef de l'Église anglicane et au pouvoir des protestants. Après plus d'un siècle de luttes, l'État libre d'Irlande quitta le royaume en 1922, le laissant avec le nom de « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ».



1.2. L'Empire britannique

L'Empire britannique (en anglais : *British Empire*) ou Empire colonial britannique était un ensemble territorial composé des colonies, protectorats, mandats et autres territoires gouvernés ou administrés par le Royaume-Uni. La Grande-Bretagne accorda des degrés divers d'autonomie aux colonies blanches dont certaines devinrent des dominions.

A l'origine, l'Angleterre du XVI^e siècle était un pays pauvre. Sa puissance était très inférieure à celle des royaumes d'Espagne et du Portugal, qui avaient fondé de vastes empires coloniaux à l'âge des découvertes aux XV^e et XVI^e siècles. Envieux des richesses conférées par ces empires, l'Angleterre, la France et les Pays-Bas commencèrent à établir des comptoirs commerciaux puis des colonies en Amérique, en Asie et en Afrique.

Carte de l'Empire britannique au XIX^e siècle – Source : Google Images

Une série de guerres avec la France plaça l'Amérique du Nord sous le contrôle de l'Angleterre, juste avant la perte des treize colonies en 1783 après la guerre d'indépendance des États-Unis. L'attention britannique se tourna alors vers l'Afrique, l'Asie et le Pacifique. La demande du sucre a attiré les négociants vers les Caraïbes, et celle des épices, du thé et des textiles les ont attirés en Asie. Pendant le XVIII^e siècle, les Anglais ont exploité commercialement les produits d'Inde occidentale et se sont enrichis. Cela aboutit à la création du plus grand secteur de libre-échange de l'époque et donna naissance au premier modèle de consommation de masse au monde des produits importés comme le thé, le café, le tabac et le sucre.



Contrairement aux Espagnols ou aux Portugais, les Anglais n'avaient pas d'enjeux tels que des départs en mission d'évangélisation, leur unique ambition était de faciliter l'acquisition de territoires étrangers autant que possible, comme une source des matières premières afin de fournir des marchés potentiels pour les fabricants anglais.

La prospérité de la Grande-Bretagne a été liée également au commerce triangulaire des esclaves : les marins britanniques ont été impliqués dans le commerce au XVI^e siècle, et le Traité d'Utrecht (1713) leur a donné le droit de vendre des esclaves dans l'empire espagnol. Au XVIII^e siècle, près de 6 millions d'Africains ont été emmenés aux Amériques comme esclaves, dont au moins un tiers d'entre eux dans les navires britanniques.

À la suite de la défaite de la France napoléonienne en 1815, la Grande-Bretagne connut un siècle de domination sans partage et étendit ses possessions dans le monde entier. Avec près de 33 millions

de kilomètres carrés comptant 410 millions d'habitants en 1914, l'Empire britannique a été la plus grande puissance au Monde. Durant un siècle, personne ne songea à lui contester son indéniable hégémonie. En conséquence, son héritage dans les domaines de la politique, du droit, de la linguistique et de la culture est colossal.

1.3. Les facteurs de puissance de l'Empire britannique à l'époque victorienne

A l'époque victorienne, l'Empire britannique est une puissance commerciale et industrielle de plus en plus financière, puissance militaire avec l'intervention de la Royal Navy (Marine britannique) aux quatre coins de la planète, et une puissance morale et idéologique avec les combats contre l'esclavage et pour le libre-échange. L'expression « *Pax Britannica* » rend bien compte de cette hégémonie. Pendant cette expansion commerciale, ce n'est pas vers l'Europe que la Grande-Bretagne va se tourner, mais vers le reste du monde. La construction de l'Empire britannique va ainsi se confirmer tout au long du XIXe siècle pour contribuer à la première mondialisation. On parle ainsi de puissance britannique.

Etudier la matrice de la puissance britannique, c'est analyser la dynamique de croissance de l'empire et étudier la combinaison des facteurs industriels, économiques, politiques, culturels et militaires aux différents stades de l'évolution de l'empire. Ainsi les facteurs qui ont contribué à cette puissance sont les suivants :

1.3.1. La démocratie : le modèle institutionnel

Il faut noter que le modèle institutionnel de la Grande-Bretagne de l'époque était plus évolué, et plus démocratique que dans le reste de l'Europe qui avait un système de monarchie absolue. En effet, un système de monarchie parlementaire a été progressivement mis en place dès le XIe -XIIe Siècle avec le développement d'une administration centrale de plus en plus efficace autour de la monarchie. Cette administration avait pour mission de définir les prérogatives du grand conseil puis du « futur » Parlement et organiser une administration locale et une législation commune, afin d'assurer le bon fonctionnement de l'Etat et une justice plus satisfaisante.

L'évolution de ce modèle au XII -ème et XIIIe siècle est considérable. Le petit conseil est devenu par la suite le véritable conseil du Roi, composé de proches et de serviteurs, d'experts en matière législative et judiciaire. Le grand conseil a évolué pour devenir le Parlement. Les membres du conseil eurent des prétentions de plus en plus grandes au contrôle de l'action royale et les provisions d'Oxford et de Westminster demandaient une réunion périodique du Parlement pour étudier les besoins communs du royaume.

Au début du XIVe siècle, l'Etat anglais est très différent de la monarchie de Guillaume le Conquérant. Le roi reste certes le dirigeant du pays, mais le parlement tend à limiter ses prérogatives et à transformer les services féodaux de conseil en collaboration entre deux représentants de l'intérêt

commun. A travers de nombreuses vicissitudes, le pouvoir en Angleterre en était bien nettement défini et surtout mieux partagé qu'en France.

Le 13 février 1689, le *Bill of Rights (Déclaration des droits)*, un texte qui limite très sévèrement le pouvoir du roi au profit du Parlement est promulgué. C'est l'aboutissement heureux d'une glorieuse révolution sans effusion de sang. L'Angleterre devient dès lors une **monarchie parlementaire** : - le roi ne peut pas lever de troupes sans le consentement du Parlement- le Parlement est librement élu et vote les lois et se réunit périodiquement pour voter les lois - la protection des citoyens et la liberté individuelle sont garanties.

Le Parlement, qui siège à Westminster, au cœur de Londres, est composé de deux chambres, l'une élue, l'autre héréditaire. La Chambre basse (House of Commons ou Communes) vote les lois et sanctionne le gouvernement ; la Chambre haute (House of Lords), héritage du passé aristocratique, contrôle et modifie les lois ; elle a une fonction modératrice.

De ce fait, sous le règne de Victoria, le royaume uni avait une longue pratique de la monarchie parlementaire où les décisions prises au sein de l'empire étaient inclusives et très représentatives de la composition socio-économique du pays.

Par convention constitutionnelle, le Premier ministre du Royaume-Uni et les membres du gouvernement sont tous membres du Parlement, généralement de la Chambre des communes.

Le Parlement de Grande-Bretagne a été créé en 1707 par la fusion des parlements d'Angleterre et d'Écosse. Il a été à nouveau élargi en 1801 par la fusion avec le Parlement d'Irlande et devint alors le Parlement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Grâce à l'expansion de l'Empire britannique, le parlementarisme britannique, à travers le système de Westminster, a influencé de nombreux systèmes parlementaires dans le monde.

En 1927, à la suite de l'indépendance de l'Irlande, le Parlement est renommé Parlement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Ces principes d'organisation se sont perpétués jusqu'à nos jours au Royaume-Uni, les principaux changements ayant concerné le mode d'élection des députés à la Chambre des Communes. Ceux-ci sont élus aujourd'hui au suffrage universel.

1.3.2. La croissance économique

Durant cette période, la croissance de l'Empire britannique a principalement porté sur l'acquisition de ressources et de marchés. Une prépondérance économique incontestée portée par :

1.3.2.1. L'essor de l'agriculture

L'amélioration des techniques agricoles pour les marchés urbains et impériaux, et l'accélération des enclosures soutenues par le parlement (80 % des terres agricoles anglaises étaient encloses en 1799) et de la surface des terres arables (+30 % entre 1690 et 1815) entraînèrent le développement de régions entières et leur spécialisation. Les travaux et inventions d'agronomes comme Jethro Tull (le concepteur du semoir en 1701), l'adoption des pratiques novatrices par les propriétaires ainsi que l'amélioration des assolements, la sélection des semences, le passage du bœuf au cheval pour les labours et l'augmentation de la production de fourrage permirent la multiplication par trois du

cheptel et le doublement de la production céréalière comme du poids moyen du bœuf entre 1690 et 1815.

1.3.2.2. L'essor démographique

De 1815 à 1914, la population du royaume augmente de 18 à 46 millions et la part des urbains (majoritaires en 1851) de 40 à 80 %. De grandes villes apparaissent : Birmingham passe de 80 000 à 550 000 habitants, Manchester de 100 000 à 700 000, Leeds et Sheffield de 50 000 à 450 000, Glasgow de 100 000 à 800 000 et Londres de 1 à 7 millions d'habitants. L'essor démographique accroît la demande intérieure effective. Durant les années 1846 à 1873, le maintien d'un taux élevé d'accroissement naturel a exercé un effet stimulant sur la croissance économique. Le processus d'urbanisation l'a renforcé du fait de la forte propension des citadins à la consommation. Il en a résulté une très forte augmentation des achats de matières premières à l'étranger, tandis que les importations de denrées alimentaires à bon marché favorisaient la croissance des revenus, contribuant ainsi à la formation d'une économie mondiale dominée par la Grande-Bretagne.

1.3.2.3. L'essor du Transport

A partir de 1830, le chemin de fer prend le relais des canaux et des routes avec son double rôle de distributeur de marchandises et de client essentiel des entreprises métallurgiques, mécaniques et autres. La mise au point de la locomotive a été la grande œuvre de Stephenson qui avait fait en 1829 l'éclatante démonstration des possibilités nouvelles sur la petite ligne Liverpool-Manchester. Les lignes se développent à l'initiative de compagnies privées. Le réseau ferré s'est mis en place pour atteindre 5 000 kilomètres en 1848, près de 15 000 kilomètres en 1860 et près de 22 000 kilomètres en 1871. Le chemin de fer procure du travail à plusieurs centaines de milliers d'ouvriers et d'employés et des commandes considérables à toutes les industries.

L'industrie bénéficie ainsi de l'abondance des matières premières et des sources d'énergie. Seul le coton doit être importé en grandes quantités des Indes, mais de plus en plus des États-Unis : la « famine du coton » de 1862-66 a été directement liée à la guerre de Sécession américaine. L'Angleterre reste une grande productrice de laine et son troupeau d'ovins comprend trente millions de têtes vers 1870.

Le minerai de fer, de faible teneur, est surexploité : la production de quinze millions de tonnes de minerai en 1870 fait de la Grande-Bretagne le premier producteur mondial avec la moitié de la production totale ; on importe pourtant du fer de qualité de Suède et de Russie. La Grande-Bretagne est un « bloc de houille » : du Northumberland et du Durham, la production se déplace vers le Staffordshire, le Lancashire, l'Écosse, le Pays de Galles. Les veines sont exploitées parfois à ciel ouvert ou par des entailles dans les flancs des vallées, comme dans le pays de Galles et le sud du Staffordshire.

La Grande-Bretagne a conquis une hégémonie navale incontestée : en 1814, la flotte anglaise, avec ses 900 navires et ses 147 000 marins, est sans rivale ; elle est trois fois plus importante qu'en 1793 et représente largement plus du double de la flotte de 1802. Elle s'est couverte de gloire à Brest (1794) sous l'amiral Howe, à Cadix en 1797 sous les amiraux Jervis et Nelson et surtout à Trafalgar ; elle a préservé le territoire national de toute invasion. Son prestige est immense et sa renommée reste, jusqu'en 1914, intacte, plus que ne le méritera parfois son état après 1815.

1.3.2.4. *L'expansion coloniale*

Les gouverneurs coloniaux sont les plus sensibles à la « concurrence » et poussent à une politique d'annexions ; les vice-rois des Indes dénoncent avec véhémence le danger russe en Afghanistan et en Perse, la pénétration allemande en Orient, et ont souvent une position en flèche sur leurs gouvernements. Les Sud-Africains, les Australiens sont préoccupés par l'expansion allemande et française dans le Pacifique.

Fils d'un pasteur anglais, devenu un magnat du diamant en Afrique du Sud, Cecil Rhodes parvient en 1889 à la présidence d'une Compagnie à Charte et conquiert la Rhodésie ; en 1890, il est aussi Premier ministre de la colonie du Cap ; aventurier de génie, entouré d'autres aventuriers, tel Jameson, il rêve d'une Angleterre qui dominerait l'Afrique par la possession de territoires continus entre le Caire et le Cap et craint par-dessus toutes les entreprises allemandes ; il incarne parfaitement le groupe de « nouveaux conquistadors » qui s'étoffe dans les dernières décennies du siècle.

A la veille de la guerre mondiale, l'empire comprend plus de 30 millions de kilomètres carrés, réunit « *quelque chose comme un tiers de l'humanité* » — Les acquisitions coloniales ne sont pas négligeables. Certes, des territoires occupés sont à restituer : Antilles françaises, comptoirs français des Indes, Indes néerlandaises, etc. Mais Malte, occupée dès 1800. Le Cap, Ceylan, l'île Maurice sont des points d'appui et des étapes précieux et désormais intégrés à l'empire.

1.3.2.5. *L'Essor commercial*

Le commerce intérieur et extérieur a bénéficié de l'essor démographique, des progrès du transport des productions agricoles et industrielles qu'il contribue d'ailleurs à stimuler.

Ainsi les échanges intérieurs ont profité d'une véritable « *révolution des transports* » à travers la construction de routes et de canaux puis de chemin de fer entre les grandes villes du pays. A ces facteurs, il faudrait ajouter l'élargissement du marché intérieur lié à l'accroissement de la population, l'abondance croissante d'une main-d'œuvre venue des campagnes. Le marché intérieur étant incapable d'absorber tout le produit industriel, les exportations deviennent en effet un moteur fondamental de la croissance.

L'expansion commerciale à l'international s'est faite avec des pays extra européens après 1740, surtout grâce à la politique commerciale et à l'extension de l'Empire. Le commerce vers les Amériques a repris après 1783, interrompu quelque peu pendant la guerre d'indépendance

américaine. Le commerce triangulaire Angleterre-Amérique-Angleterre s'accompagne d'un trafic de « bois d'ébène » particulièrement rentable et qui enrichit les armateurs de Liverpool, Glasgow et Bristol : cela jusqu'à l'interdiction de la traite en 1807. Les Anglais sont souvent devenus les rouliers des mers pour le compte d'autres nations. Les opérations avec les États-Unis atteignent sept millions de livres sterling en 1798 ; entre 1803 et 1805, les États-Unis reçoivent 19 % des exportations britanniques. Le commerce extérieur britannique peut davantage être évalué par l'augmentation de la flotte marchande, qui passe de 556 000 tonnes en 1763 à plus de 2 millions de tonnes après 1800. Les seules exportations progressent de 14 millions de livres sterling en 1784 à 19 millions en 1790, à 40 millions à la fin du siècle.

Les systèmes protecteurs et la concurrence française ont fortement gêné les Britanniques sur le Continent. De même, le Blocus continental a ralenti l'essor, mais en 1820, le Royaume-Uni exporte à nouveau pour 49 millions de livres sterling de marchandises.

Par ailleurs, durant cette période, la Grande-Bretagne ajoute à ses exportations textiles traditionnelles un rôle de fournisseur d'équipements aux pays en voie d'industrialisation. La technologie et les machines deviennent dès lors des produits d'exportation très rémunérateurs à court terme.

La Grande-Bretagne se trouve alors au centre du système multilatéral des échanges mondiaux. Les autres pays industriels sont ses clients, le reste du monde est son fournisseur. Elle est en situation de monopole pour les produits manufacturés et de monopsonne pour les matières premières et les denrées coloniales dont les prix sont fixés aux Bourses de commerce de Londres ou de Liverpool. Les autres pays industriels doivent passer par l'intermédiaire anglais pour se les procurer.

Dans ce système d'échanges, les colonies jouent d'abord le rôle de réservoir de matières premières. La part de l'Empire augmente. Dès le milieu du siècle, les colonies représentent plus du quart (27,3 %) des exportations. Les Britanniques trouvent dans leurs colonies des denrées et des matières premières à bas coût : du sucre, du cacao et du thé sous les tropiques, du caoutchouc et de l'étain en Malaisie, de l'huile végétale en Afrique de l'Ouest, du bois et du blé au Canada, de la laine puis de la viande en Australie et en Nouvelle-Zélande.

La période 1790-1815 est celle où le commerce extérieur britannique devient de façon décisive le plus important du monde. On semble ainsi s'acheminer vers une politique libérale, celle préconisée par Adam Smith.

1.3.2.6. Le libre-échange ...au service de l'Empire

Le Premier Empire britannique, celui des ^{XII}e et ^{XVIII}e siècles, était un empire mercantiliste. Il avait été conçu et édifié comme une unité économique, comme un système d'échanges aussi clos que possible, assujéti étroitement aux intérêts de la métropole. Bien que cette structure mercantiliste ait été ébranlée par la perte des treize colonies appartenant à l'Empire britannique en Amérique du Nord et minée par les progrès de la révolution industrielle en Angleterre, elle s'est survécue à elle-même jusqu'au milieu du ^{XIX}e siècle.

L'Angleterre du début de la période est protectionniste. Comme dans la France voisine, des lois sont votées par un Parlement dominé par les intérêts ruraux : elles visent à empêcher les importations de produits agricoles étrangers en période de bonne récolte locale ; les « corn laws » de 1815, 1822 et 1828 déterminent d'abord un prix minimum au-dessous duquel il est interdit d'importer du blé, puis instaurent une échelle mobile des droits de douane, qui augmentent lorsque les prix intérieurs s'affaissent et inversement. C'est le choix du pain cher et des salaires alourdis, celui d'une industrie aux prix de revient plus élevés, celui d'un commerce extérieur limité par les inévitables mesures de rétorsion des nations agricoles. Les correctifs auxquels on a recouru sont médiocres : traités de commerce avec certains pays européens, avec les États indépendants d'Amérique latine, etc.

A partir des années 1820, on assiste au développement d'un programme visionnaire pour transformer le monde, quasiment une idéologie nationale pour la Grande-Bretagne : le libre-échange. Ainsi, l'empire mercantiliste fait place à l'empire libre-échangiste. C'est notamment sous l'influence d'Adam Smith, le père fondateur des sciences économiques modernes, qui publie en 1776 « *De la Richesse des nations* » dans lequel, l'exaltation de l'initiative individuelle, de la libre concurrence et de la recherche du profit comme sources du progrès trouvent leur meilleure expression.

Adam Smith fournit ainsi les concepts de base de l'économie classique dans laquelle les hommes, mus par un instinct naturel à l'échange et au commerce, parviennent, grâce à la division du travail et à la main invisible du marché, à satisfaire l'intérêt général tout en cherchant avant tout leur intérêt propre. Dans son livre, il va montrer comment ce processus favorise la hausse de la productivité, l'introduction du progrès technique et l'accumulation du capital.

A partir de 1838, les manufacturiers partisans du libre-échange se regroupent à Manchester autour de Richard Cobden et fondent « l'Anti-Corn Law League », dotée de nombreuses sections locales. Le mouvement libre-échangiste ne cesse de gagner du terrain, tirant quelques profits de la réforme électorale de 1832 et d'une meilleure représentation des villes et des intérêts industriels : dans les années 1840, il remporte succès sur succès. Dès 1842, Peel réduit considérablement les taxes à l'importation sur les matières premières, les produits manufacturés et semi-manufacturés et supprime les droits à l'exportation sur les produits finis. En 1845, il agit de même pour tous les droits à l'exportation et la plupart des taxes à l'importation. En juin 1846 enfin, poussé par la situation désastreuse des récoltes dans toute la Grande-Bretagne, mais surtout en Irlande, il fait voter l'abolition de la loi sur le blé, ne maintient qu'un faible droit à l'importation des céréales, encore réduite en 1849. En 1853, Gladstone, chancelier de l'Échiquier de Palmerston, accentue encore le désarmement douanier. En 1860, l'année du traité de commerce Cobden-Michel Chevallier, les produits encore taxés à l'entrée dans le Royaume-Uni étaient essentiellement des produits de luxe. Cette époque est donc celle où la Grande-Bretagne a fait le choix du libre-échange. Choix dont Cobden affirmait qu'il serait heureux pour ses industriels et ses commerçants, mais aussi pour ses ouvriers. Choix dont ses adversaires attendaient les pires catastrophes dans le domaine agricole. Il s'est trouvé que jusqu'en 1873-76, les faits ont donné raison à Cobden et que l'agriculture britannique n'a pas subi de dommage irréversible.

En Grande-Bretagne notamment, les exportateurs comprennent rapidement les avantages à tirer du libre-échange, et les cotonniers du Lancashire sont à la pointe du mouvement. La campagne pour l'abolition des droits sur le blé s'achève par un succès en 1846 et est suivie par une réduction générale

des taxes à l'importation et par l'abolition des *Navigation Acts* (qui réservaient le commerce britannique et impérial aux navires britanniques). Au cours des années 1850 – 1875, le gouvernement britannique fait également adopter une série de réformes économiques et sociales visant à optimiser les avantages du libéralisme : le *Police Act* de 1856 rend, par exemple, obligatoire la mise en place de forces de police dans les comtés ; deux lois de 1872 et 1875 concernant la falsification des denrées alimentaires visent à protéger les consommateurs et la bonne réputation des négociants anglais en régulant la qualité des produits. Diverses réformes ont aussi pour objectif de faciliter la création de sociétés anonymes (Texte de 1862).

Dans ce contexte, la Grande-Bretagne devient de plus en plus « une économie d'exportation ». Alors que celles-ci représentaient en moyenne moins de 10 % du PIB dans les années 1830, elles atteignent 20 % dans les années 1870-1873.

Pour la première fois depuis le début de l'époque moderne, un pays renonce à la protection douanière et confie aux forces du marché la régulation de ses échanges extérieurs. L'impérialisme du libre-échange suppose que l'expansion britannique est motivée par la quête de marchés ouverts. Mais la défense du libre-échange est la plupart du temps une campagne par l'exemple : au cours du siècle, on tient pour acquis que les nations en verraient les vertus et l'adopteraient volontairement. Cette croyance incontestée dans l'influence morale et civilisatrice du commerce explique pourquoi un pays qui fait des efforts altruistes pour mettre un terme à l'esclavage agit simultanément avec autant de force pour contraindre la Chine à autoriser l'importation d'opium. L'opium est très demandé par les Chinois, mais les autorités impériales demandent aux Britanniques et à tout pays étranger de mettre un terme à ce commerce. La première guerre de l'opium débute lorsque les autorités chinoises à Canton détruisent des stocks d'opium. Il s'ensuit une escalade de violence des deux côtés. Le gouvernement britannique, déjà aux prises avec des conflits mineurs en Afghanistan, avec les Français en Amérique latine et en Syrie, est peu enclin à se laisser entraîner, mais sait en même temps qu'il joue sa crédibilité et finit par intervenir. Il est rejoint par les Etats-Unis et plusieurs autres pays européens : c'est la première fois que les armées britanniques et américaines combattent ensemble. Battus, les Chinois signent le traité de Nankin (1842) par lequel ils cèdent l'île à peine habitée de Hong-Kong à La Grande-Bretagne.

1.3.2.7. Les avancées technologiques

La Grande-Bretagne était la nation principale au début de la révolution industrielle. C'était assurément un facteur important qui permit d'augmenter la richesse nationale et de fixer sa position dominante dans le monde. Les Anglais avaient pu surpasser les Français dans les années 1700 en raison de leur prééminence économique naissante dans la construction navale, la métallurgie et la fondation des canons. Depuis la fin du XVIIIe siècle, la Grande-Bretagne dominait ses rivaux dans de nombreux domaines des nouvelles technologies. Les ingénieurs britanniques étaient en pointe dans la révolution industrielle, qui exploitait la puissance de la vapeur et la force du fer. La révolution industrielle a aidé la Grande-Bretagne à conforter son avance dans le commerce du coton, puis dans l'acier, et finalement dans les technologies électriques et chimiques.

La Grande-Bretagne fut à l'origine de plus de 40 % des grandes innovations techniques et découvertes scientifiques entre 1750 et 1800. La navette volante (1733), les progrès et la généralisation de la mécanisation pour le filage et le cardage, l'emploi de la force hydraulique (la mule-jenny de Samuel Crompton en 1799) décuplèrent la productivité et virent l'essor, autour de Manchester ou Leeds, d'une industrie cotonnière, la première du royaume avec 40 % de la valeur des exportations à la fin du siècle. L'industrie du fer connut de sensibles progrès avec l'emploi du coke, l'invention de procédés comme le puddlage et l'amélioration du laminage. Les villes de Sheffield et Birmingham commencèrent à produire en masse des outils et de la quincaillerie en fer. Le perfectionnement de la machine à vapeur de Thomas Newcomen (1712) par James Watt dans les années 1760 permit d'améliorer le drainage des mines, le laminage du fer et de nombreux autres procédés industriels.

La suprématie de la Grande-Bretagne est technique à travers le développement des transports notamment :

- Le déploiement du réseau routier modernisé par le biais des péages : s'il fallait plus de quatre jours pour rejoindre Londres depuis York en 1700, il n'en fallait plus qu'un en 1800.
- Un réseau dense de canaux et voies navigables (1400 kilomètres en 1760) assura le transport des marchandises. Entre 1690 et 1800, la valeur des exportations fut multipliée par 7 et le PIB par 2,5.
- Les chemins de fer occupent une place centrale dans la vie économique. La croissance du réseau s'accélère au milieu du siècle en passant de 6000 miles construits en 1850 à 15000 à la fin des années 1870. Un nouveau régime de mobilité se met progressivement en place avec environ 500 millions de voyageurs transportés en Grande-Bretagne chaque année autour de 1880.
- La flotte de commerce anglaise assure également une grande part des échanges extérieurs britanniques et participe largement à ceux d'autres nations ; en 1874 encore, avec près de six millions de tonneaux, elle est la plus importante du monde, devançant largement une flotte américaine utilisée pour beaucoup dans le commerce côtier (trois millions et demi de tonneaux) et trois fois plus importante que la flotte française ; elle s'est progressivement modernisée, adoptant après 1850 le fer pour remplacer le bois, améliorant les techniques de navigation à la voile pour aboutir au merveilleux clipper, substituant lentement, à partir des années 60, la vapeur au voilier.

Les communications se sont énormément améliorées sous le règne de Victoria - en grande partie en raison de la technologie britannique sous forme des câbles de télégraphe, des itinéraires des paquebots, et des chemins de fer. A partir des années 1870, la Grande-Bretagne se préoccupera de relier par câbles télégraphiques ses territoires appartenant au Commonwealth (Inde, Australie, Canada, Hong-Kong...). Le Royaume-Uni fut longtemps une des grandes puissances du câble sous-marin, tant en termes de nombres, de distance de connexion que de savoir-faire en ingénierie.

Les Anglais ont également employé la technologie au grand effet dans les campagnes africaines, avec l'introduction de la mitrailleuse de type Maxim, qui pourrait tirer à cinq cents coups par minute, cinquante fois plus rapidement que les fusils les plus rapides disponibles. Bien que la mitrailleuse Maxim ne soit pas une invention britannique, les forces de l'Armée et des volontaires britanniques furent rapidement convaincues de l'utilité de sa puissance de feu impressionnante. A titre indicatif,

les 700 volontaires de la British South Africa Company, équipés de la mitrailleuse Maxim, massacrèrent mille cinq cents guerriers de la tribu Matabele en perdant seulement quatre volontaires.

L'essor du commerce extérieur atteste que ce progrès technologique a correspondu à des besoins du marché mondial. Ce commerce bénéficie d'une politique de plus en plus libérale ; en 1826, l'acte de Navigation a été aboli en faveur des nations européennes et les lois de 1842, 1846 et 1854 achèvent de le détruire dans tous ses effets.

1.3.2.8. L'industrialisation

La puissance du monde britannique en 1815 ne repose pas seulement sur son étendue. L'une de ses caractéristiques majeures s'avère l'avancée de l'industrie britannique. A partir de 1846, date de l'abolition des Corn Laws et donc de l'adoption du libre-échange, l'économie britannique domine le monde. C'est la nation principale au début de la « révolution industrielle » c'est-à-dire ensemble des phénomènes qui marquent le passage d'un monde traditionnel à un monde nouveau. Elle apparaît comme la mieux placée pour profiter de l'expansion du commerce international, grâce à :

- Une main-d'œuvre rompue très tôt au travail en usine, l'industrie augmente considérablement sa main-d'œuvre passant de 40 % de la population active totale à 46 % en 1901. A titre d'exemple, les ouvriers employés dans les mines augmentent de 200 000 en 1841 à 900 000 en 1901. Les différents secteurs d'activité ne jouent pas tous un rôle équivalent dans la croissance.
- Des capitaux aisément disponibles,
- Des groupes d'entrepreneurs actifs et souvent audacieux,
- Des négociants et des financiers à l'expérience sans égal.

C'est un facteur important qui permet d'augmenter la richesse nationale et fixer sa position dominante dans le Monde.

Pendant ces quelques décennies, l'industrie anglaise surpasse celle des autres pays : en 1860, elle produit 53 % du fer mondial, 50 % de la houille et 49 % du coton. L'industrialisation se poursuit en effet à un rythme exceptionnel après 1850 : les exportations font plus que quadrupler entre 1850 et 1880 et les importations de coton brut - bon indicateur de l'activité de l'industrie textile – passe de 300 millions en 1830-1839 à 1250 millions en 1870-1879. Le textile atteint son apogée au milieu du XIXe siècle, et l'ancienne suprématie de la laine est détrônée par la forte croissance du coton jusqu'en 1860. De nouvelles branches voient leur importance s'accroître comme l'industrie chimique qui se développe fortement et devient la première du monde jusqu'aux années 1880. Ce développement précoce de l'Industrie chimique est en grande partie pour répondre au besoin de l'industrie textile. Son essor s'appuie sur une série d'innovations comme, le remplacement des matières animales puis végétales, par des matières minérales.

La production sidérurgique connaît aussi une croissance très forte : les exportations de fonte, fers et aciers passent de 783 000 tonnes en 1850 à plus de 3 millions en 1872. Dès la fin du XVIIIe siècle, le destin de l'Empire devient intimement lié à l'avènement de la Révolution industrielle. Dans un

premier temps, l'Angleterre a bénéficié de son avance en termes d'améliorations techniques. L'intérêt de l'Empire se trouvait alors renforcé, et cela aussi bien par sa capacité à fournir des matières premières qu'en termes de débouchés. Forte de son dynamisme technologique qui lui permettait de s'imposer sur les marchés mondiaux, la Grande-Bretagne fait pression sur les autres puissances pour que les barrières douanières soient baissées. Elle ne renoncera au libre-échange qu'en 1932 longtemps après l'Allemagne (1879) et la France (1881).

Le Royaume-Uni exporte en quantités croissantes des produits métallurgiques finis ou semi-finis, du charbon (un million de tonnes vers 1837, plus de quinze vers 1875), mais la part des textiles reste largement majoritaire, voisine des trois quarts au début de la période, encore supérieure à la moitié vers la fin. Aux importations de matières premières, de produits de luxe, de denrées coloniales, s'ajoutent de plus en plus celles de produits alimentaires, céréales ou bétail sur pied, dont la proportion passe de 20 à 25 % vers 1815 à 40 à 45 % dès la fin de cette période. Le commerce extérieur britannique se place largement en tête de tous les autres : en 1870, il porte sur 547 millions de livres sterling, plus que les commerces français, allemands et italiens réunis, plus du triple du commerce des États-Unis. La balance commerciale est légèrement déficitaire : à cette date, les exportations ne se montent qu'à 245 millions de livres. Mais les revenus invisibles, de la location des bateaux aux dividendes du milliard de livres placés à l'étranger, en passant par les assurances et les opérations bancaires, procurent un confortable excédent de la balance des comptes.

L'entrée également d'États nouveaux dans l'ère industrielle a joué dans un premier temps en faveur de l'industrie anglaise dans la mesure où ces États doivent créer une infrastructure de transport, de voies de communication, acquérir les premières machines ou les brevets anglais.

Dans les années 1870, le Royaume-Uni est « l'atelier du monde », le géant économique. Un juste orgueil habite ses citoyens devant ce que Gladstone appelait déjà, en 1863, « un étourdissant accroissement de richesses et de puissance ».

1.3.2.9. L'émergence d'une économie de service

Pour comprendre le rôle déterminant de la Finance dans l'avènement de la puissance britannique, un bref rappel historique sur la création de la Banque d'Angleterre et son rôle dans le financement de l'économie et de la guerre s'impose. En effet, le coût de la guerre contre les Néerlandais au XVIII^e siècle avait placé une contrainte grave sur le système financier archaïque de l'Angleterre. Les aristocrates anglais, effrayés par James II et sa foi catholique, ont perpétré un coup d'État contre lui avec le support des négociants de la City de London. Le prince hollandais Guillaume d'Orange a été invité à envahir l'Angleterre dans un coup presque sans perte de sang pour évincer James en 1688.

La conséquence de cette fusion hollandaise était significative pour le futur succès de l'Empire britannique. En effet, la fusion offrait aux Anglais l'accès à un certain nombre d'institutions financières cruciales que les Néerlandais avaient créé précédemment. En 1694, la banque d'Angleterre est fondée pour contrôler les emprunts du gouvernement, aussi bien que la monnaie nationale. Londres a importé le système hollandais d'une dette publique nationale, financée par une bourse des valeurs, où des bons à long terme pourraient facilement être achetés et vendus. Le fait

que ceci a permis au gouvernement d'emprunter à des taux sensiblement réduits a facilité le financement des guerres. La victoire contre les Français en 1759 était fondée sur la supériorité navale. Mais elle fut possible seulement parce que la Grande-Bretagne eut un avantage crucial par rapport à la France : la capacité d'emprunter de l'argent. Plus d'un tiers de l'effort de guerre de la Grande-Bretagne fut financé par des prêts. Les établissements financiers britanniques, copiés sur ceux des Néerlandais dans la période de Guillaume III, avaient trouvé leur voie, en permettant au gouvernement de compenser le coût de la guerre par la vente des dons de faible intérêt aux investisseurs publics.

En 1793, on compte déjà 400 banques provinciales, on en dénombre 900 vers 1815 ; à Londres, en 1800, 70 banques se chargent d'opérations de dépôt, de prêt et de change ; il est probable que ce réseau bancaire, alors unique au monde, a puissamment servi tous les producteurs : émettant des billets remboursables en métal et en fait garantis par la Banque d'Angleterre, les banques locales ont pu consentir des avancés précieuses. De plus en plus aussi elles ont servi d'intermédiaire dans le placement des valeurs mobilières émises par les groupes industriels ou ferroviaires. Le taux modéré de l'escompte, 3,5 à 5 %, a eu pour l'industrie des conséquences également heureuses.

Ainsi, sous le règne de Victoria, la Grande-Bretagne avec une longue pratique bancaire était devenue le banquier du monde, investissant des sommes immenses autour du monde - aucune autre économie principale d'avant ou d'après n'a investi une si grande proportion de ses capitaux en outre-mer. L'importance de l'empire était en train d'augmenter, attirant environ 40 % de l'investissement de portefeuille. De même, la part de l'empire dans les exportations britanniques totales était en augmentation, pour atteindre un montant de presque 40 % en 1900.

Dès l'époque mid-victorienne, la Grande-Bretagne s'affirme comme une industrie de services. Elle le doit au développement de la banque, des transports et des exportations de services, grâce auxquels elle dégage chaque année un excédent de sa balance finale des comptes.

Dès la fin du XVIIIe siècle, la Grande-Bretagne possède un système bancaire beaucoup plus développé et évolué que celui des autres pays européens.

1.3.2.10. L'arme de la finance

L'avènement du libre-échange fut pour la City le moment de récolter le fruit de sa longue expérience. Le Royaume-Uni tire parti de son avancée commerciale et financière. Il se charge d'organiser le nouveau système de l'économie mondiale. Dans ce contexte, la livre sterling joue pleinement son rôle international. Sa convertibilité en or était la garantie de sa valeur. Financièrement parlant, un cercle vertueux s'établit pour des décennies : la confiance en la livre consolidait la confiance en la City et ses services, et vice versa. Profitant de son expérience séculaire, la place financière de Londres, avec ses institutions bancaires et commerciales, était le seul marché capable de garantir le financement, le transport et l'assurance des échanges. Afin de financer les nouveaux développements du commerce, les institutions de la City mobilisèrent des liquidités abondantes à travers un système de plus en plus efficace de crédits à court terme. A partir des années 1870, les lettres de change perdirent leur rôle prépondérant dans le paiement au niveau international, au

profit d'un système plus moderne et plus efficace de chèques bancaires. La durabilité de la liquidité du système était assurée, bien évidemment, par les capitaux de la City, mais également par sa capacité à attirer les capitaux internationaux. L'accumulation des succès du secteur privé en Grande-Bretagne aboutit, au milieu du XIXe siècle, à un arsenal de services, complet et solide, inspirant la confiance et promettant des perspectives exceptionnelles pour le capital international.

La Grande-Bretagne a également fixé la norme pour le système monétaire international. L'étalon-or de la Grande-Bretagne (qui a fixé la valeur de l'argent de papier d'un pays en termes d'or et a obligé sa banque centrale à convertir des notes en or sur demande), était devenu en effet le système monétaire global en 1900.

En 1913, la Grande -Bretagne détenait plus de 40 % du stock mondial de capitaux investis à l'étranger et un tiers de toutes les valeurs négociables dans le monde était coté à Londres. Les services financiers et assurantiels de la City, ses réseaux de banques commerciales (Midland, Llyods) ou d'investissements (Rothschild), dominaient les marchés internationaux. La livre était la monnaie de référence internationale.

L'exportation de capitaux vers le monde moins développé s'est avérée moins risquée pour les investisseurs grâce à l'Empire britannique qui a imposé directement et indirectement une certaine forme de règle européenne. La combinaison du 'bon ménage' et (dans la plupart des cas) l'adhésion de l'étalon-or a effectivement protégé les investisseurs contre l'inflation. En outre, la loi et l'administration britanniques ont facilité la croissance économique. Dans la plupart des cas, les pays de droit coutumier avaient des protections légales plus fortes pour des investisseurs, alors que les pays de droit civil français avaient les plus faibles.

Vers la fin de l'empire victorien, il y avait une intimité des rapports entre l'argent et la puissance. Par exemple, un des principaux bénéficiaires de l'occupation de l'Egypte n'était autre que le Premier ministre Gladstone lui-même. L'homme d'affaires Cecil Rhodes a fait sa fortune à partir des mines de diamant de de Beers à Kimberley en Afrique de sud. Il a également rêvé d'être un constructeur d'empire, et a formé une alliance puissante avec des amis dans la City of London, en particulier la banque de Rothschild, qui était à ce moment-là- la plus grande concentration de capital financier au monde.

Pour l'anecdote, en 1888, Rhodes avait voulu développer les champs d'or qui existaient au-delà du fleuve de Limpopo, et a mené sa force volontaire travaillant pour la British South Africa Company, afin de conquérir le territoire de la tribu indigène de Matabele. Le territoire conquis a été retiré à la Rhodésie. Derrière Rhodes, cependant, était la force financière de la City.

1.3.3. La diplomatie

Puissance libérale, l'Empire britannique n'a pas d'ambition territoriale sur le continent et n'a jamais songé à y exporter ses principes de gouvernement, mais le réalisme économique domine ses hommes politiques, disposés à assurer l'application de deux principes fondamentaux dans la conduite de leur politique extérieure :

- **L'équilibre européen et préserver ainsi sa sécurité.** Pour garantir cela, l'Empire est conduit à s'intégrer à un système d'alliances permanent sur le continent surtout les deux grandes alliances qui contrôlaient l'Europe jusqu'à la Grande Guerre : la Triple Entente et la Triple Alliance. A ce titre, la Grande-Bretagne participe à toutes les grandes décisions diplomatiques sur le continent jusqu'en 1914.
- **La protection des itinéraires marchands et des colonies de la Grande-Bretagne** et donc de sa prospérité économique. Ces deux principes ont guidé la politique étrangère britannique et orienté ses interventions militaires pendant la période de l'Empire.

De nombreux exemples d'intervention illustrent ce point de vue. Ainsi les guerres anglo-néerlandaises qui ont lieu de 1665 à 1667 avaient pour principal enjeu et objectif pour les Britanniques de ravir aux Néerlandais le contrôle des routes maritimes commerciales principales hors d'Europe de l'Ouest. Les Anglais ont également, forcé les Chinois à ouvrir leurs ports aux échanges dans les guerres d'opium de 1841 et de 1856. Les deuxième et troisième guerres afghanes relèvent de la même stratégie.

Les Indes font partie des partenaires privilégiés de l'Empire britannique. Depuis la création de l'East India Company, en 1600, les Indes ont pris une place de plus en plus importante dans le commerce et l'expansion coloniale britannique, si bien que l'accès à la route des Indes devient une condition *sine qua non* de la diplomatie britannique. Des trois routes existantes, deux passent par la Méditerranée, et nécessitent donc un certain contrôle de celle-ci par les Britanniques, en particulier au Proche-Orient. Les Britanniques, déjà en possession de Gibraltar qui leur garantit un avant-poste en Méditerranée occidentale, vont donc chercher à obtenir les mêmes avantages au Proche-Orient en garantissant tout d'abord l'intégrité de l'Empire ottoman, puis en établissant une zone d'influence dans la région, vers la fin du siècle.

Dès que la Grande-Bretagne a senti ses intérêts menacés en Inde par l'expansion méridionale et orientale des Russes, la protection de l'Inde contre les Russes, par voie de terre et de la mer, est devenue un axe majeur de la politique étrangère victorienne. D'où l'affrontement militaire avec la Russie tsariste. De même, pour la protection de la route des Indes, l'Égypte est devenue un enjeu stratégique pour la Grande-Bretagne depuis l'inauguration en 1869 du canal de Suez. Profitant des difficultés financières de l'Égypte, la Grande-Bretagne rachète en 1875 pour 4 millions de livres sterling des titres du canal de Suez pour empêcher la France de prendre le contrôle d'un itinéraire commercial essentiel. Par conséquent, les péages étaient réduits, faisant l'expédition vers ou à partir de l'Inde et de l'Extrême-Orient bien meilleur marché. C'était un mouvement consolidant plutôt qu'expansionniste afin de protéger les intérêts économiques et stratégiques britanniques.

L'occupation de l'Égypte a assuré aux Britanniques le maintien du contrôle de la plate-forme stratégique du Caire. Et la guerre contre les Boers a garanti la sécurité du Cap parce que, en dépit de l'importance croissante du canal de Suez pour le commerce anglais avec l'Asie, le Cap est resté une base militaire d'une immense importance pour l'Angleterre. En effet le canal de Suez pourrait être exposé à la fermeture dans une guerre européenne importante. En second lieu, une des républiques de Boers s'était avérée être l'une des plus grandes réserves d'or dans le monde.

Dans cette défense des intérêts commerciaux, il était primordial pour les Britanniques d'assurer **le contrôle des plates-formes stratégiques du Cap et du Caire**. Pour le reste, ils étaient prêts à partager le butin de l'Afrique avec les autres puissances européennes.

1.3.4. L'Influence culturelle

L'ère victorienne a constitué le sommet du hard et du soft Power britannique. L'époque victorienne débute avec le *Reform Act* de 1832 et s'achève à la fin du règne de Victoria 1^{re} en 1901. L'empire représentait alors près d'un quart des terres émergées, permettant la constitution d'une économie puissante avec la Révolution industrielle et la diffusion d'une culture au sommet de sa gloire. Les avancées technologiques, en particulier le moteur à vapeur et l'achèvement du canal de Suez (avec des ingénieurs et une forte implication financière britannique), permettent de réduire la durée des voyages et facilitent la communication, le commerce et l'emprise de la Couronne sur ses dominions.

Les réseaux ferroviaires se développent en Grande-Bretagne, puis dans les colonies, complétant cette maîtrise du territoire là où le gigantisme des territoires et l'inaccessibilité de terres reculées constituaient un défi pour les Britanniques, comme dans le sous-continent indien. Cela facilite la pénétration de la culture, de la religion et de la langue dans la majorité de l'empire, notamment par les missionnaires qui fondent des écoles au travers desquelles se diffuse leur éducation, l'idéologie britannique, avec par exemple le moralisme victorien.

Ces missions auront un grand impact : l'anglicanisme étant une religion d'État, il contient des enjeux politiques. Les sociétés missionnaires sont proches des milieux politiques et participeront ainsi à l'abolition de l'esclavage dès 1833. Elles permettent par ailleurs la formation d'élite indigène, entre autres en Afrique. Les auteurs de cette période sont parmi les plus célèbres et les plus reconnus de la littérature avec entre autres figure Kipling, Dickens, Carroll, les sœurs Brontë, Wilde ou encore Doyle qui proposent souvent dans leurs œuvres des considérations morales et sociologiques qui participent à la transformation sociale, morale et intellectuelle qui accompagnent la Révolution industrielle et le XIX^e siècle britannique en général.

La diffusion de la culture se fait aussi à travers la célèbre architecture victorienne, d'abord au Royaume-Uni, puis dans les colonies. Son style sévère et imposant vise à impressionner et refléter la puissance britannique, aussi bien sur l'île que dans ses dominions, se mêlant parfois aux genres locaux comme le montre la gare de Bombay. Les artistes et les styles rayonnèrent au-delà de la Grande-Bretagne. En musique, Henry Purcell et George Friedrich Haendel contribuèrent à la diffusion de l'opéra, et les salles de concert se multiplièrent, à l'image de l'Opera House (1732) et d'autres espaces de loisirs urbains, comme les Vauxhalls, imités sur le continent européen.

La Grande-Bretagne connaît également un remarquable essor intellectuel et scientifique. Les Universités devinrent le cadre de formation des élites et d'authentiques foyers intellectuels et scientifiques, à l'image de l'Ashmolean Museum – premier musée universitaire, donné à l'Université d'Oxford en 1677 ou des universités écossaises où s'illustrèrent les Lumières (Scottish Enlightenment) : les philosophes Francis Hutcheson, Adam Ferguson et David Hume, l'économiste Adam Smith, auteur de *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* en 1776,

l'ingénieur James Watt, qui dépose le brevet de la machine à vapeur en 1769. La science joue donc un rôle prépondérant : la multiplication des sociétés savantes, dont la Royal Society ou le British Museum (1753) établit la réputation de la Grande-Bretagne, illustrée par les travaux du chimiste Robert Boyle, pionnier de la méthode expérimentale, les découvertes d'Isaac Newton (dont la gravitation universelle), les trois expéditions de James Cook, autour du globe (1768-1779) ou l'étude du vaccin contre la variole par Edward Jenner (1796) le XIXe voit aussi apparaître et se développer de nouveaux champs de recherches, avec notamment la théorie de l'évolution de Darwin, le succès de certaines pseudosciences comme la phrénologie, l'importance de la paléontologie ou encore l'archéologie. L'engouement pour cette dernière science, en pleine formalisation, permet à Londres de remplir ses musées d'artéfacts et de porter un nouveau regard sur le monde, tout en s'appropriant l'écriture de l'Histoire d'autres pays par l'étude de sites qui inspireront les arts et la littérature dans toute l'Europe, le XIXe constituant l'apogée de l'égyptomanie et le berceau d'œuvres comme le Roman de la Momie de Théophile Gautier. L'attrait pour l'exotisme et l'ésotérisme, en particulier égyptien, ont considérablement marqué le Royaume-Uni, mais lui ont aussi servi de leçon, les penseurs en tirant des leçons sur le passage des grandes civilisations et la chute des empires.

Fondée en 1851, Reuters a rendu plus aisée la diffusion de l'information de masse et a encouragé les hommes d'affaires à investir dans la presse. L'agence Reuters est l'une des agences de presse généraliste les plus influentes du monde. L'agence emploie environ 2 500 journalistes sur 13 000 employés, répartis dans quelque 200 bureaux dans une centaine de pays, et son réseau de diffusion, en 23 langues, est unique au monde. L'agence à l'origine a été créée en tant qu'Institut télégraphique, la même année où fut construit le premier câble sous-marin reliant Londres et « le continent » européen, permettant ainsi les échanges d'informations entre Londres et Paris. Ainsi au fil des développements des câbles sous-marins par le gouvernement anglais, l'agence développe des agences régionales partout dans le monde à commencer par les dominions et colonies britanniques. C'est pourquoi d'après la Revue des Médias de l'INA, « *l'agence parut longtemps intimement liée aux intérêts de l'Empire britannique (...) sous la direction de Roderick Jones (1915-1941), l'agence fut un temps identifiée aux intérêts du gouvernement britannique (Jones accepta un poste ministériel pendant la guerre de 1914-1918)* ». Reuters dès sa création fournit ainsi les cours des Bourses londoniennes et parisiennes, grâce à une invention qui lie les places de marchés à Reuters. L'agence fut la première à mettre en œuvre un système de flux d'information en continu.

1.3.5. La puissance militaire

L'Empire britannique, arrivé tardivement dans la course de la colonisation, établit ses fondations sur le commerce. L'hégémonie britannique a été obtenue au prix de multiples tensions internationales : avec la Russie en 1878, 1885, 1902, avec la France en 1882, 1885 et surtout 1898 à propos de Fachoda et du Soudan anglo-égyptien ; de plus en plus avec l'Allemagne après 1890. L'enjeu de ces guerres fut la conquête de nouveaux territoires pour la Couronne britannique, mais aussi l'instauration d'une suprématie maritime et militaire tenante des routes maritimes du commerce mondial.

1.3.5.1. Les fondements économiques de la suprématie militaire

L'Empire du Royaume-Uni a dominé le monde jusqu'au début du XXe siècle avant de décliner à la suite des deux premières guerres mondiales et face à la concurrence des nouvelles puissances américaines et soviétiques. Comme précédemment décrit, cette hégémonie s'est traduite sur le plan économique, culturel et bien sûr militaire.

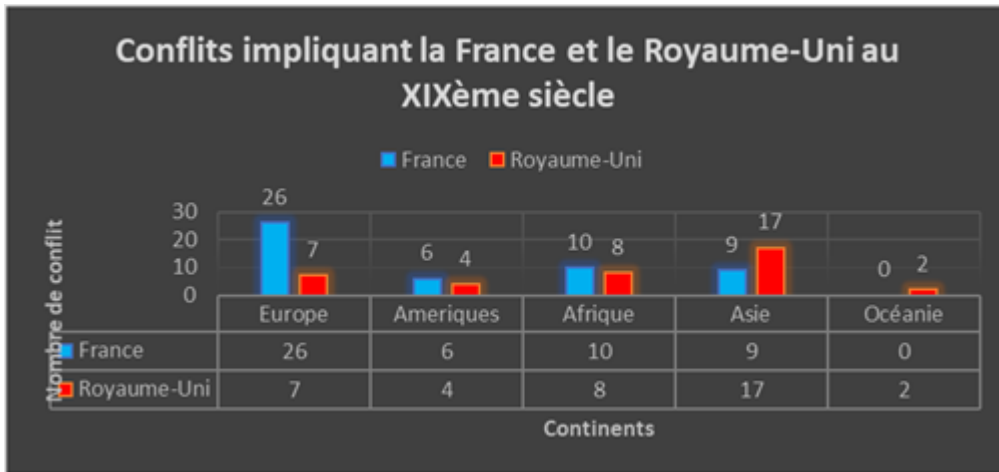
La suprématie militaire du Royaume-Uni pendant l'ère victorienne s'est établie sur une thalassocratie s'est à dire une puissance principalement fondée sur la domination de la mer¹ [1]. Ainsi dès le XVIe siècle sous le règne d'Henri VIII, le royaume va tirer profit de sa situation géographique pour parvenir à l'excellence militaire maritime. Dans l'imaginaire collectif, la victoire de la flotte anglaise contre l'invincible Armada espagnole en 1588 renforce le caractère insulaire et le sentiment de sécurité face aux menaces extérieures. Cet état d'esprit [2] demeurera et se renforcera tout au long du XIXe siècle : la préservation du territoire national n'étant pas remise en question, l'art de la guerre britannique n'a pas pour objectif de protéger le territoire national, mais d'aller conquérir de nouveaux territoires pour négocier avec le plus d'alliés possible et de s'enrichir en élargissant ou préservant les réseaux commerciaux.

1.3.5.2. Les leviers politico-militaires de la puissance britannique

Une stratégie de puissance militaire implique de facto la soumission de l'adversaire par la force grâce à une supériorité humaine ou technologique. La singularité de la puissance militaire britannique victorienne est sa vision stratégique afin de servir un intérêt financier et renforcer les atouts commerciaux du royaume. Cette approche la différencie notablement d'autres puissances européennes de l'époque comme la France, car les objectifs in fine des Britanniques n'étaient pas la simple conquête de territoires, la gestion de crise, la défense ou la préservation de la paix.

Ainsi la guerre une fois remportée doit permettre de mettre en place un modèle économique et commercial pérenne et stable, basé sur le libre-échange. Plus le nombre de relais stratégiques et réseaux outre-mer sont larges, plus la pérennité financière de l'empire est en principe assurée. Ainsi, suite à la grande dépression en 1870, l'Europe continentale subit de plein fouet la réduction d'importation agricole du Royaume-Uni, ce dernier étant beaucoup plus autonome grâce à ses réseaux coloniaux.

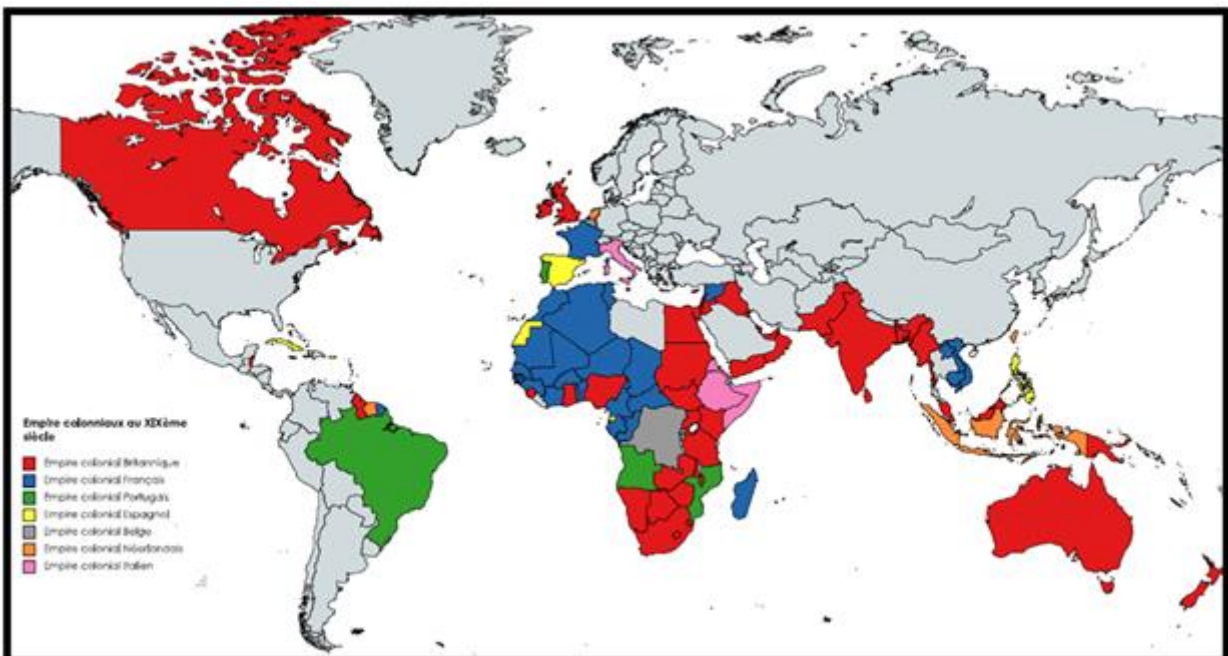
Cette vision perçue péjorativement par les Français qui surnomment le Royaume-Uni « Perfide Albion » [3], motivera la majorité de la trentaine de conflits dans lesquels s'impliquera le Royaume-Uni de 1803 à 1902. A titre comparatif, la France a mené plus de cinquante guerres sur la même période.



Source : Wikipedia - https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_militaire_du_Royaume-Uni

D’abord, d’un point de vue géographique, lorsque la France concentre son effort militaire sur son environnement immédiat à savoir l’Europe, le Royaume-Uni est plus présent dans le reste du monde (prioritairement l’Asie).

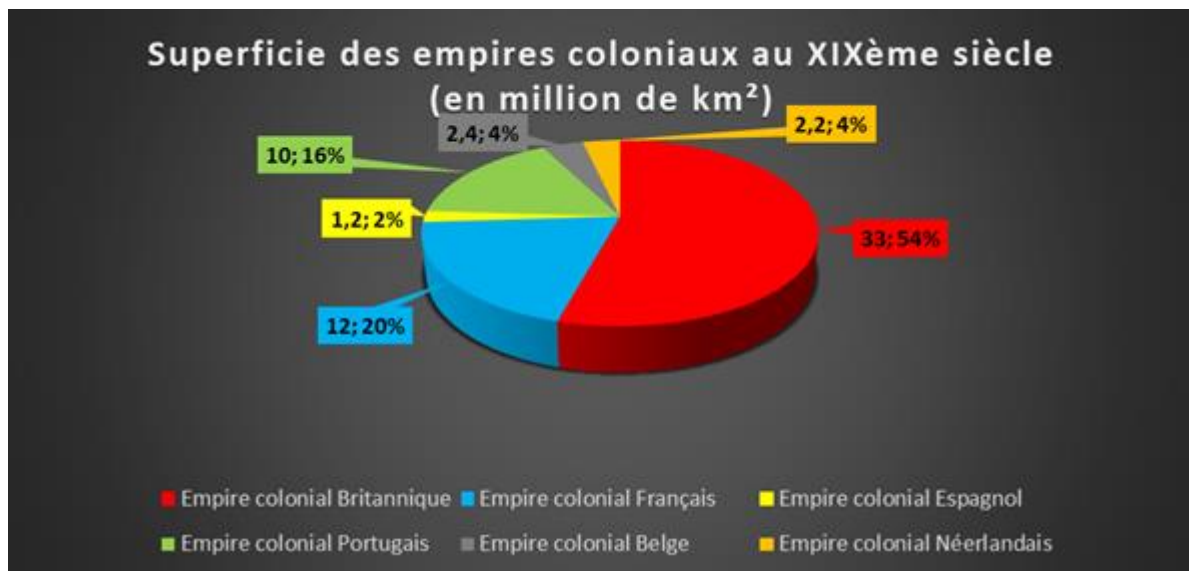
Il est en revanche intéressant de comparer le volume de guerres menées avec la superficie ou taille des empires coloniaux (en nombre d’individus) qui sont effectivement contrôlés : ce ratio fait clairement apparaître un meilleur « rendement » des Britanniques par rapport aux français ou portugais ou espagnol à titre d’exemple (L’Espagne et le Portugal ayant perdu presque l’ensemble de leurs colonies pendant cette période).



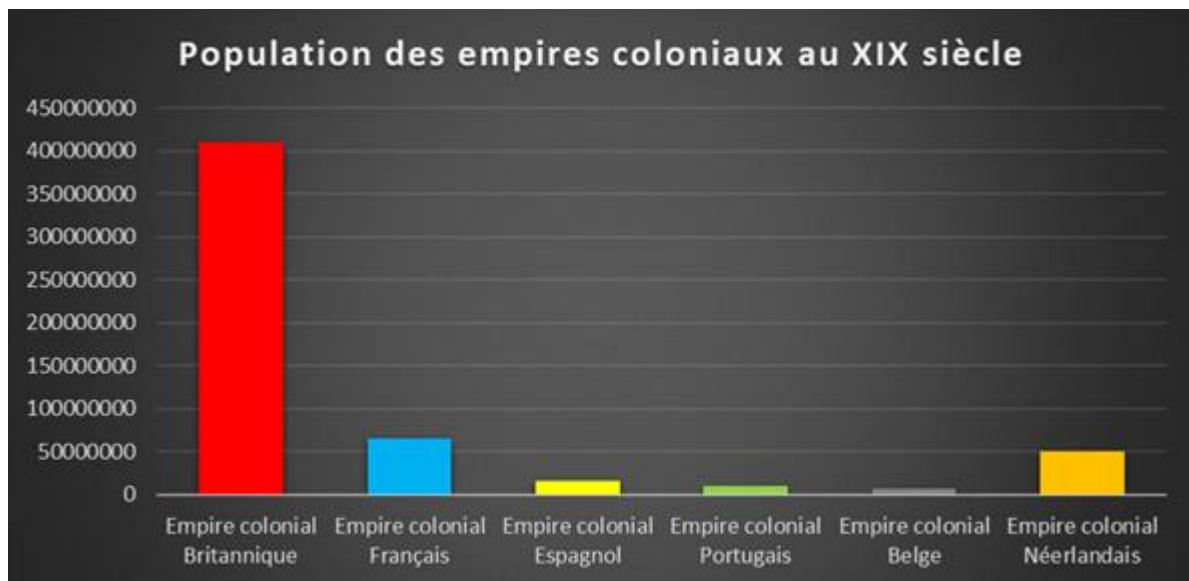
Source : Carte réalisée par Xavier Geoffret à partir de [Framacarte](#)

Avec un volume de déploiement militaire moins important, le Royaume-Uni est parvenu à s'assurer une hégémonie politico-militaire plus large en se concentrant sur des points stratégiques. Les motivations de l'affrontement militaire pour les Britanniques étant financières, par exemple :

- Les guerres de l'opium en 1839 puis 1856 en Chine, trouvent leurs origines dans la volonté du Royaume-Uni de forcer la Chine à ouvrir son marché aux importations. Une fois vaincue, la Chine dut signer des traités inégaux favorables au commerce étranger en plus de la concession de 99 ans de Hong-Kong à la Grande-Bretagne.
- La guerre Anglo-Perse de 1856 aboutira au traité de Paris ^[4], essentiellement un accord de libre-échange commercial avec la France. Les Britanniques ne demeureront même pas sur place une fois la guerre terminée.
- En Afrique du Sud, les guerres contre les Boers en 1880 et 1899 sont engagées suite à la découverte de diamant dans le Grinqualand puis d'Or dans le Transvaal (à proximité de Johannesburg).



Source : <http://agregationhistogeo.eklablog.com/superficie-et-population-des-empires-coloniaux-a106093810>



Source : <http://agregationhistogeo.eklablog.com/superficie-et-population-des-empires-coloniaux-a106093810>

Les conflits armés de l'époque sont coûteux sur le plan financier, matériel, humain et selon le contexte, peuvent avoir un impact très négatif sur les opinions publiques métropolitaines. La plupart des anciennes puissances européennes feront face à ses problématiques :

- Le choc du public britannique suite aux divulgations concernant les conditions de vie dans les camps de concentration en Afrique du Sud suite à la guerre remportée contre les Boers [5].
- Les difficultés économiques de la France suite au Traité de Francfort après avoir perdu la guerre Franco-Prussienne en 1870 (elle doit payer d'importantes indemnités de guerre et est privée de son or).

Cette approche stratégique, de réduire ses implications militaires à des conflits où ses chances de victoires sont élevées avec des retours sur investissements financiers ou commerciaux pertinents, est un des éléments clé de la puissance britannique de l'époque. Ces principaux rivaux étant enlisés dans des guerres de domination sur le continent.

1.3.5.3. Les moyens militaires

L'ère victorienne marque une période de paix - appelée Pax Britannica - pour la Grande-Bretagne dans le sens où sa domination territoriale lui est rarement contestée. Suite aux guerres napoléoniennes entre 1800 et 1815 [1] et sa victoire contre la France qui était jusqu'alors sa principale rivale, la force militaire britannique se distingue par sa performance. Ainsi les effectifs armés de l'ensemble de l'empire colonial (terrestre et maritime, dans le territoire national et les colonies) comptaient près de 460 000 hommes et le budget de défense représentait 2,5 % du produit national brut. Ce volume était en réalité assez faible si l'on prend en compte l'étendue de l'empire qui est alors le plus vaste du monde.

A titre comparatif, la France comptait un effectif total disponible de 480 000 hommes ^[2] pour un empire 3 fois plus petit et 6,5 fois moins peuplé. Son budget de défense représentait alors 8,7 % de son PIB ^[3].

Pendant cette longue période de paix qui a duré une quarantaine d'années, la priorité du gouvernement a été de réduire le poids des taxes sur son économie en grande partie pour combler les déficits budgétaires suites aux guerres victorieuses contre la France. L'armée en a fait largement les frais dans la mesure où son rôle en période de paix est amoindri. Au niveau national, les coupes budgétaires ont fait passer les dotations d'état à l'armée de 43 millions de livres en 1815 à seulement 8 millions de livres en 1836. Le nombre d'hommes passe de 233 593 hommes en 1815 à 91 388 hommes en 1836.

Il est important de noter que de telles réductions sont facilitées dans le modèle britannique dans la mesure où la conscription c'est-à-dire l'enrôlement n'était pas obligatoire, à l'inverse d'autres puissances de l'époque (France et Allemagne entre autres). L'enrôlement volontaire est principalement pratiqué par les familles aristocrates qui ont une tradition militaire, c'est le cas encore aujourd'hui avec la famille royale et les carrières militaires des princes Harry et William). Les titres d'officiers ("sales commissions") devant être achetés à l'armée, seuls les citoyens privilégiés pouvaient y accéder, le reste de la population étant peu incitée à rejoindre les rangs.

Cette situation est devenue en revanche problématique lors de la guerre de Crimée en 1854, alors que la Grande-Bretagne disposait officiellement de 70 000 hommes dans la cavalerie d'infanterie, en réalité une grande partie était sous-entraînée, trop âgée ou malade pour participer au conflit. La contingence ne put donc envoyer que 25 000 hommes, privant le territoire national de ses soldats les mieux formés. Le secrétaire d'État Edward Cardwell mettra alors en place une réforme abolissant les sales commissions et réduisant la durée de service, afin de rendre les carrières militaires plus attrayantes.

Ce n'est qu'en 1916, pendant la Première Guerre mondiale, que le Royaume-Uni a rendu pour la première fois la conscription obligatoire.

1.3.5.4. La Royal Navy

Durant le Pax Britannica, la stratégie militaire britannique était vouée à des opérations à l'extérieur du territoire national, en Europe continentale ou l'outre-mer. En pleine révolution industrielle, le parlement anglais investit dans le développement technologique militaire, et la Royal Navy va largement en bénéficier jusqu'à devenir l'armée la plus performante du monde.

Suite à la bataille victorieuse de Trafalgar contre Napoléon en 1805, la Royal Navy ne sera alors plus jamais défiée par les Français. En effet, la domination maritime britannique stabilise les relations commerciales dont dépendront les principales puissances européennes. Jusqu'à aujourd'hui, parmi les 6 principales missions de la Royal Navy, la pérennité des échanges économiques occupe une place centrale :

- La prévention de conflit
- La recherche de partenariats internationaux
- La protection de l'économie britannique (plus de 90 % des échanges commerciaux dépendant des routes maritimes).
- La protection des eaux britanniques dans le monde entier
- La protection des territoires britanniques et de ses alliés par les armes (relais du hard Power britannique)
- L'aide humanitaire en cas de désastre, relais du soft Power britannique

Alors que la force de la Grande-Bretagne était la Royal Navy grâce à son avance technologique maritime, c'est cette celle-ci qui provoquera plus tard son déclin et par sa perte d'influence. Ainsi, après la Première Guerre mondiale, les Américains, et les Russes ont dépassé militairement et technologiquement les Britanniques grâce à leurs flottes aériennes respectives.

1.3.6. L'impact de l'émigration anglaise et sa diaspora au XIXe siècle

Jusqu'à aujourd'hui, le Royaume-Uni célèbre son multiculturalisme et l'ancienneté de sa politique d'accueil envers les communautés étrangères : en effet, jusqu'en 1905, aucune loi ne restreignait l'immigration sur le territoire. En 1861, les natifs d'Irlande (ce pays subissant alors la crise de la pomme de terre) représentaient déjà 3 % de la population nationale (soit 600 000 individus). La communauté allemande (33 000 individus) et les juifs fuyant les persécutions d'Europe de l'Est ou de Russie (jusqu'à 150 000 individus en 1880) immigreront massivement marquant visiblement les quartiers est-londoniens jusqu'à aujourd'hui. Bien que peu relaté, cela n'empêchera pas ces minorités d'être fortement discriminées en raison de leur origine ou religion et la plupart vivaient dans des conditions insalubres.

Assez paradoxalement pour un pays à la tête du plus grand empire n'ayant jamais existé, et connaissant une prospérité jusqu'alors inaccessible pour la plupart de ses rivaux, les populations de souches (Anglaise, Galloise ou Ecossaise) vivent également dans une très grande pauvreté les menant à des volumes d'émigration beaucoup plus importants que l'immigration d'alors : entre 1815 et 1914, 10 millions de personnes quittent le Royaume-Uni. Près de la moitié partiront aux Etats-Unis et le reste se répartira entre l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. Certains, en plus petit volume, iront également dans les Indes orientales (Asie) et occidentales (Caraïbes) mais très peu en Europe continentale.

Ces vagues de migrations, bien qu'en apparence assez spontanées, n'ont absolument pas été freinées et ont même été encouragées par le parlement britannique :

- Par "Malthusianisme économique" c'est à dire le concept la réduction de la population (par la limitation des naissances ou recours à l'émigration) dans un but financier et social : diminuer le surplus de population pauvre (souvent jeune et de plus en plus urbaine) permet de soulager le taux de chômage et les problèmes sociétaux en découlant.
- Pour servir le soft-power culturel : Les dirigeants britanniques avaient déjà bien compris l'intérêt de se constituer une diaspora dans les colonies et dominions britanniques afin d'y renforcer leur présence. Et également, par manipulation ou propagande informationnelle au sein des populations colonisées, une diaspora peut diffuser une image prestigieuse et flatteuse de la culture anglaise plus spécifiquement. Une approche que nous pourrions comparer à la Chine actuelle – Xi Jinping surnommant la diaspora chinoise dans le monde une "arme magique" pour souligner son bénéfice à la puissance du pays.

Aujourd'hui la Grande-Bretagne capitalise largement sur cette diaspora à travers son Soft Power pour tisser des liens de coopération très étroits.

Chapitre 2 :

Perte de l'Empire britannique et les leviers de résilience (à partir de 1914)

2.1. Les causes du déclin de l'Empire britannique

Née en 1819, montée sur le trône en 1837, la reine Victoria, également couronnée « *Impératrice des Indes* » a présidé jusqu'en 1901 aux destinées de la Grande-Bretagne. Elle a vécu sa prodigieuse ascension économique qui en a fait, vers 1870, la première puissance du monde. Sous son règne, le Royaume-Uni a offert au monde, et à l'Europe en particulier, les modèles d'une économie et d'une société nouvelle, les promesses du progrès technique. Son régime politique consolidé, son économie prospère, ses classes sociales unies dans une même foi dans le progrès, sa sécurité et sa grandeur extérieure intactes, l'Angleterre victorienne semble marcher à grands pas vers l'âge heureux de la richesse et de la paix. Son Empire sans cesse étendu et jamais menacé connaît alors sous son règne l'apogée de sa puissance.

2.1.1. Concurrences internationales

Dès le lendemain de la mort de Victoria en 1901, le géant britannique voit croître à ses côtés des nations rivales, il doit alors se préoccuper de garantir sa sécurité et ses intérêts extérieurs. Déjà, des signes précurseurs d'un affaiblissement économique apparaissent : la machine économique, très tôt mise en branle, s'essouffle avec le vieillissement de l'outillage, le moindre esprit d'entreprise des patrons, l'insuffisance des laboratoires de recherche et des cadres techniques. Les États-Unis en voie de « reconstruction », l'Allemagne unifiée, la France à la richesse certaine menacent déjà de devenir des rivaux dangereux pour le commerce britannique. Les ambitions russes peuvent à tout moment menacer les positions anglaises en Méditerranée et en Extrême-Orient. Ces dangers ne sont pas encore pris au sérieux dans les années 1870.

A partir de 1890, l'Angleterre est économiquement dépassée par les États-Unis et inquiétée par l'Empire allemand. Ainsi à un progrès indéniable a correspondu un déclin économique relatif. Le Royaume-Uni produisait plus de la moitié de la houille mondiale en 1870. En 1910, il n'en extrait plus que 27 %. Son industrie sidérurgique était de loin la plus puissante du monde mais elle est dépassée en 1913 par l'Américaine et l'Allemande. Ses industries du coton consommaient de deux fois plus de matière première que l'Américaine et 50 % de plus que l'Europe continentale tout entière. En 1900, elles sont presque rattrapées par les États-Unis et la consommation du continent européen dépasse la leur de près de 50 %. La flotte de commerce britannique reste la première du monde, mais en 1910 elle ne représente qu'un peu plus du tiers du tonnage mondial contre près de la moitié en 1874 encore. De 1875 à 1910, les exportations sont doublées et dans le même temps, l'Allemagne triplait les siennes. Les grandes industries chimiques, électriques, automobiles se trouvent aux États-Unis et en Allemagne.

Longtemps sans concurrence, les produits anglais sont partout dans le monde en compétition avec ceux d'États nouvellement développés. La "grande dépression" agricole à partir des années 1873-79, la concurrence internationale a bouleversé l'agriculture britannique. L'essor de la navigation à vapeur a permis des rotations régulières de navires chargés de produits alimentaires. Le développement général des voies ferrées dans le monde a drainé vers les ports de la mer Noire et de l'Atlantique les

blés russes, américains et canadiens. A partir des années 1880, le frigorifique a autorisé le transport des viandes d'Argentine, d'Australie, de Nouvelle-Zélande. En deux étapes, d'abord pour les céréales, puis pour les viandes et les laitages, les agriculteurs du Royaume-Uni ont été mis en face de rivaux dont les produits abondants étaient offerts à des prix plus bas que ceux jamais atteints jusqu'alors. C'est une agriculture nouvelle pratiquée sur les sols les meilleurs, qui tient compte des besoins réels du marché intérieur mais n'assure plus que 40 % de l'alimentation de l'Angleterre au lieu de 80 % en 1870. En 1914, l'Angleterre importe 80 % de son blé, 46 % de sa viande et de son beurre.

Les sombres prédictions des adversaires du libre-échange se sont ainsi réalisées après quelques décennies de mise en application. Des voix se sont élevées au sein des classes urbaines qui n'ont jamais admis un retour en arrière, soit 77 % de la population du royaume en 1901, ont balayé de leurs votes les hommes politiques assez imprudents pour préconiser un léger protectionnisme, qui se serait traduit par un risque de relèvement des prix alimentaires.

De plus, l'industrie et le commerce britanniques se heurtent à de graves difficultés, encore accentuées, pour la première, par la crise agricole qui rétrécit le marché intérieur. Le développement de nouvelles nations industrielles prive le Royaume-Uni à la fois du débouché que ces nations avaient longtemps représenté et de clients que celles-ci lui disputent dans les diverses régions du monde. L'Allemagne et les États-Unis sont ici les exemples les plus parfaits et la première en particulier supplante dès 1880-90 l'Angleterre dans les fournitures ferroviaires à l'Italie et surtout à la Russie. Les produits allemands et américains concurrencent de même les Britanniques dans des secteurs qui étaient jusqu'alors de véritables monopoles, telle l'Amérique latine. Le « *made in Germany* » devient la hantise des commerçants et des industriels britanniques, qui se plaignent des méthodes de dumping employées couramment par leurs rivaux : méthodes dont profitent pourtant les constructions navales anglaises, alimentées après 1890 de produits métallurgiques allemands vendus meilleur marché qu'aux clients allemands eux-mêmes et qui permettent aux chantiers anglais d'être parfaitement compétitifs. La concurrence internationale stimule une crise des prix en accentuant la tendance à la baisse. Celle-ci est en partie liée à la raréfaction relative des moyens de paiement dans le monde : alors que l'accroissement moyen annuel des réserves d'or mondiales est de 3 % de 1850 à 1910, il n'est que de 1,7 % entre 1862 et 1894, alors même que la production de biens de consommation augmente à une cadence jusqu'alors inconnue. Le monde entier connaît dès lors une phase de dépression. On a pu estimer à 45 % la baisse des prix de gros anglais entre 1873 et 1896 : la diminution de la marge des profits n'encourage pas l'esprit d'entreprise et rend plus délicates les adaptations nécessaires ; d'où le triomphe d'une industrie allemande plus jeune, plus scientifique et aux méthodes commerciales plus audacieuses.

L'orientation cotonnière des industries textiles et des exportations britanniques se révèle néfaste, dans la mesure où les jeunes nations développent en priorité ce type de fabrication. Le progrès technologique frappe durement d'autres productions : l'emploi de rails en acier, plus résistants, contrairement aux rails en fer contribue au marasme de l'industrie métallurgique. Jusqu'en 1896, la capacité de fabrication des industries britanniques excède souvent les besoins. Un redressement indéniable caractérise la fin du siècle et le début du XXe siècle. Il est lié à une tendance des prix à la hausse, aux besoins plus solvables des grands pays neufs, à la qualité du réseau commercial britannique et aux acquisitions de l'Empire. Il est permis par une plus grande concentration

industrielle et une spécialisation plus poussée. Mais les exportations de produits manufacturés n'augmentent que de 121 % en Grande-Bretagne entre 1893 et 1913, alors que l'accroissement est de 239 % en Allemagne et de 563 % aux États-Unis.

La balance commerciale est régulièrement déficitaire : de 58 millions de livres en 1870, le déficit est passé à 144 millions en 1910. Le marché intérieur grâce à la baisse des dépenses alimentaires et à la « révolution du commerce de détail » (coopératives, grands magasins à succursales, etc.) devient une panacée et stimule les investissements dans les industries de consommation.

2.1.2. Les deux guerres mondiales

2.1.2.1. Première Guerre mondiale 1914 -1918

Comme mentionné précédemment, en 1914, l'Angleterre était « *une maison vulnérable, solide et bien bâtie, mais dont on n'a pas, depuis des années, révisé la structure et le mobilier* » (A. Siegfried). Pour une Grande-Bretagne consciente de sa vulnérabilité, la guerre de 1914 devait revêtir deux aspects majeurs : une guerre économique et militaire. Mais la guerre économique devait théoriquement être l'essentiel. L'objectif de la « guerre économique », dans ce contexte précis, était de précipiter l'effondrement rapide des systèmes financiers de l'ennemi et désorganiser son économie au point de provoquer une paralysie militaire. Le résultat attendu d'une telle approche était une victoire rapide à un coût relativement bas.

Car selon des économistes politiques britanniques de l'époque, l'attente d'une telle approche était une guerre rapide, afin d'éviter un conflit de haute intensité entre des états industriels modernes, qui s'il n'est pas stoppé rapidement, conduirait à une désintégration financière, économique et sociale.

Cette idée a été diffusée par Norman Angell, un journaliste britannique dont le livre publié en 1910 « *The Great Illusion* » s'est vendu à plus de deux millions d'exemplaires avant la guerre.³ L'idée que la guerre entre les grandes puissances les précipiterait toutes dans un « *Armageddon économique* » - une sorte de destruction économique mutuelle assurée.

La Royal Navy avait mis en place un blocus sur les ports de ses ennemis, notamment contre l'Empire allemand, à la fois un blocus alimentaire, qui permettait de saper le moral de la population civile, et un blocus des matières premières, susceptibles de gêner considérablement l'effort germanique de production industrielle. Sans se soucier du droit maritime international, le gouvernement britannique organise dès octobre 1914 l'interception des marchandises destinées à l'Allemagne, étend ses mesures à l'Autriche-Hongrie en mars 1915.

Pour Corbett, la fermeture des ports commerciaux de l'ennemi représentait l'apogée de la puissance marine, permettant à la marine dominante « d'étouffer le flux » des navires de commerce ennemis. « *La principale méthode, donc, dans laquelle nous utilisons la victoire ou la prépondérance en mer et*

l'appliquons à la population ennemie pour assurer la paix, est la saisie des biens de l'ennemi, qu'ils soient publics ou privés », a-t-il écrit, « Ce que l'on peut appeler la pression économique ».

Cependant, la mise en œuvre a rapidement rencontré des problèmes. La gravité de la panique financière mondiale qui a en découlé dès le début de la guerre ainsi que la perturbation supplémentaire du système commercial mondial causée par ces mesures menaçaient non seulement les intérêts financiers vitaux de l'Allemagne, mais aussi ceux des pays neutres, en particulier les États-Unis d'Amérique, et également des groupes d'intérêt puissants en Grande-Bretagne. Dans les semaines qui ont suivi la mise en œuvre de cette stratégie, la position militaire de l'Entente s'est détériorée et la résistance à la guerre économique des pays neutres s'est renforcée. Le gouvernement est devenu progressivement moins disposé à prendre des mesures contre le système commercial mondial, par exemple, mettre fin à d'importants partenariats commerciaux des pays neutres, dont dépendait l'effort de guerre financier et productif britannique. Confronté à une impasse dans l'exécution de sa stratégie initiale de coercition économique, le gouvernement britannique a décidé de maintenir une simple restriction commerciale. À la fin de 1914, les derniers vestiges de la guerre économique avaient été abandonnés au profit de ce qui était appelé le « blocus », une stratégie entièrement distincte de la coercition économique dont les méthodes, les objectifs et les hypothèses sous-jacentes diffèrent fondamentalement de ceux de la guerre économique. Rapidement, le Royaume-Uni prend conscience de sa vulnérabilité et ne doit qu'à l'intervention américaine dans le conflit de ne pas succomber, en 1917, aux pertes en navires et à la pénurie en ravitaillement.

2.1.2.2. L'entre-deux-guerres 1914-1939

La victoire anglaise de 1918 est une victoire à la Pyrrhus. Malgré la réalité d'une croissance économique respectable, le royaume n'a pas réussi à surmonter les difficultés de l'après-guerre. Le vieillissement de l'outillage industriel, l'affaiblissement de la monnaie, la perte de marchés extérieurs, la mort au combat de 740 000 adultes (soit 10 % de la population mâle active) n'ont pas amélioré la situation.

Une grande dépression mondiale commence avec le krach de Wall Street le 24 octobre 1929. Le Royaume-Uni est durement affecté par la croissante carence de ses clients traditionnels et voit baisser considérablement ses exportations. De 839 millions de livres en 1929, elles tombent à 666 millions en 1930 et 461 millions en 1931. En volume, la chute est moindre, car on a essayé de réagir par une baisse des prix, qui est de 18 % en 1930. Les importations diminuent moins vite et le déficit commercial passe de 387 à 408 millions de livres de 1930 à 1931. Très vite, les industries britanniques sont amenées à ralentir leur production : l'indice des exportations, sur la base 100 en 1913, est à 71 en 1920, à 50 en 1921, et ne remonte qu'à 82 en 1929. Les secteurs les plus affectés sont les industries cotonnières, les constructions navales et la sidérurgie. Cette situation se traduit par le passage d'un million trois cent mille chômeurs à plus de deux millions. En décembre 1930, on comptera deux millions et demi de chômeurs et, en janvier 1933, à près de trois millions. Dès janvier 1932, plus de 20 % des ouvriers assurés sont inemployés. Par comparaison à la grande dépression de 1876, les maux sociaux sont très atténués. La baisse des prix permet aux salariés comme aux chômeurs assurés de vivre convenablement et le patronat n'est pas en mesure d'imposer des baisses considérables de

salaires. La diminution des prix se fait au détriment de la marge des profits et la part de ces derniers dans le revenu national passe de 23 % en 1929 à moins de 19 % en 1932. En 1931, une crise financière s'ajoute à la crise industrielle et commerciale : la faillite de banques autrichiennes et allemandes touche durement les investissements anglais en Europe centrale et provoque, par contre-coup, le rapatriement en France de capitaux placés au Royaume-Uni. Les réserves en devises et en or diminuent, malgré les apports de l'Afrique du Sud et les dépenses publiques sont trop lourdes et l'inflation menace.

Face à la crise, deux décisions essentielles ont été prises par les autorités britanniques :

- **La renonciation à la stabilité et à la convertibilité en or de la Livre et sa progressive dévaluation de 40 %** contribuent à rendre les prix britanniques plus compétitifs sur les marchés mondiaux au moment même où la baisse des prix étrangers diminue le coût des importations ; ainsi se rétablit la confiance en une monnaie garantie, à partir de juillet 1932, par un fonds de stabilisation des charges.
- **La renonciation à la politique du libre-échange et le retour au protectionnisme** sont d'heureuses mesures : en février 1932, Neville Chamberlain, chancelier de l'Échiquier, fait adopter une taxe minimum de 10 % ad valorem sur toute marchandise étrangère entrant dans le Royaume, à l'exception des matières premières essentielles et des grands produits de consommation ; de nombreux produits industriels et des produits de luxe paieront en fait une taxe comprise entre 10 et 33 %.

Le redressement économique est progressif, mais très réel. La production industrielle dépasse dès 1934 celle de 1929 et lui est de 20 % supérieure en 1937. Les exportations représentent à cette date plus de 86 % des chiffres de 1929, au lieu de 68 % en 1932. De 3 000 000 de chômeurs en janvier 1933, on revient à 1 670 000 en janvier 1937.

Des éléments très encourageants sont apparus : les industries chimiques, cotonnières, navales et sidérurgiques connaissent une concentration croissante des entreprises et une rationalisation de leur production. De 1929 à 1936, la productivité des industries britanniques a augmenté de 20 %. La politique protectionniste a accru le débouché du marché intérieur qui absorbe, en 1938, 45 % de plus de la production industrielle anglaise qu'en 1929. La politique de préférence impériale a elle aussi porté ses fruits : la part des importations en provenance de l'Empire est passée de moins de 26 % à plus de 38 % et celle des exportations à destination de l'empire de moins de 40 % à plus de 45 % entre 1929 et 1938. La réussite de la politique monétaire a permis d'éviter les horreurs de l'inflation et les salaires réels sont restés stables.

Mais la guérison est inégale et les vieilles zones du Nord et du Nord-ouest sont plus déprimées que les nouvelles régions industrielles du Sud-Est. Et le déclin relatif de la Grande-Bretagne s'accroît : en 1939, elle ne produit que moins de 10 % de l'acier mondial contre 22 % pour l'Allemagne, 9 % de la production industrielle contre 14 % pour ce même pays, ses chantiers navals ne construisent plus que 47 % des bateaux produits dans le monde au lieu de 60 % en 1914, elle assure moins de 14 % du commerce mondial, légèrement plus pourtant qu'en 1929. L'incapacité de l'économie anglaise d'absorber la main-d'œuvre disponible pose le problème de profondes réformes de structure.

2.1.2.3. Deuxième Guerre mondiale 1939-1945

En 1939, la Grande-Bretagne est menacée en Europe par une Europe germanisée et également dans son Empire et doit se préparer à une difficile défense. Ses principes sont restés inchangés : la liberté des mers, le rejet de toute hégémonie en Europe et en Asie et le réalisme dans la recherche de la paix et de ses garanties. Pour l'Angleterre en guerre, tout est possible tant que la flotte assurera une relative liberté de communication. La guerre terrestre a été menée sur les fronts les plus divers. Le souci de protéger la zone du canal de Suez avait très tôt entraîné le transfert de troupes britanniques, australiennes et néo-zélandaises en Égypte et la guerre d'Afrique, ses prolongements dans le Proche-Orient, a compté parmi les efforts essentiels en 1940-42. Le front grec a été très précaire en 1941, mais dès 1943, d'importantes forces britanniques sont engagées en Europe sur le front italien et après Pearl-Harbour : chassés de Hong-Kong et de Singapour, leurs deux places fortes, les Britanniques mènent une difficile défense de l'Inde en Birmanie, mais l'effort majeur pour la victoire de 1945 est le fait des Américains.

Le rôle de l'esprit civique britannique ne peut pas être sous-estimé. Il explique la résistance héroïque sous les bombes et a permis d'intenses efforts de production et le fonctionnement harmonieux de la machine de guerre sans l'instauration d'aucune dictature.

2.1.3. Les conséquences des deux guerres

2.1.3.1. Economique

Deux fois victorieux dans les deux guerres mondiales, le Royaume-Uni n'est jamais parvenu à « digérer » véritablement ses victoires. Son déclin relatif est celui de l'ensemble de l'Europe, mais l'adaptation à un univers nouveau y a été plus difficile qu'ailleurs. Une économie libre-échangiste a dû affronter la montée partout en Europe des protectionnismes et lutter contre des concurrents de plus en plus nombreux ; le déséquilibre fondamental entre activités rurales et industrielles a dans une conjoncture économique médiocre, posé durement le problème du chômage et des injustices sociales.

« Pour atteindre son but, la Grande-Bretagne a consommé toutes ses disponibilités économiques et bien au-delà » (A. Latreille) : dans ses usines, l'outillage a vieilli et s'est usé ; la dette extérieure, envers les pays de la zone sterling (plus d'un milliard de livres à l'Inde), les neutres, les États-Unis, est considérable et oblige à liquider certains de ses avoirs, à vendre par exemple au gouvernement argentin les chemins de fer possédés par des compagnies britanniques en Argentine, à céder en tout pour plus d'un milliard de livres d'investissements à l'étranger. Malgré les efforts de constructions navales, la flotte marchande a diminué de moitié pendant la guerre et le pourcentage représenté par le tonnage britannique n'est plus que de 18 % du tonnage mondial contre plus de 28 % avant la guerre.

Les perspectives de l'après-guerre sont sombres. Il faut convertir les usines de guerre, trouver un emploi productif aux 42 % de la population active intégré aux forces armées ou consacré à la production militaire et assurer les indispensables importations sans le concours cette fois de revenus invisibles importants.

Le remède impérial est apparu séduisant alors même que les dominions tendaient à s'industrialiser et que les mouvements pour la décolonisation se développaient avec vigueur.

2.1.3.2. Fragilisation de l'Empire

L'Empire au sens large est un élément de force, mais aussi un facteur de faiblesse. Il assure la présence de l'Angleterre dans le monde entier, lui donne un poids considérable dans les affaires internationales, contribue, à améliorer une balance commerciale fort déséquilibrée.

En 1919, l'Empire britannique étendu par les mandats sur d'anciennes possessions allemandes ou turques représente 33 millions de kilomètres carrés, 550 millions d'habitants, réparti sur cinq continents, trois océans, sept mers. L'épreuve de la 1^{ère} guerre a été positive : les dominions ont adhéré sans hésitation à l'effort de la métropole, le Parti du Congrès indien avait affirmé sa parfaite loyauté envers l'Empire. En Grande-Bretagne même, l'hostilité à l'Empire ne regroupe que peu d'adeptes. Les travaillistes vilipendent l'exploitation colonialiste, mais recommandent une émancipation progressive qui justifie le maintien provisoire d'une nécessaire tutelle britannique. Des nuages existent pourtant : le Premier ministre Wilson, en proclamant le droit des colonisés à la justice, encourage partout les tenants de l'autodétermination. L'Islam est agité d'un vif sentiment nationaliste et l'Égypte accepte mal le protectorat proclamé en 1914. L'exemple japonais encourage les Asiatiques à revendiquer l'égalité avec les nations blanches ; des promesses ont dû être faites pendant les hostilités : le rapport Montagu-Chelmsford de 1917 semblait promettre à l'Inde le statut de dominion. Associés aux négociations de paix, les dominions blancs ont vu reconnaître leur indépendance de fait et la recherche d'une définition plus précise de leur statut s'impose. Mais on définit la Grande-Bretagne et les dominions comme « *des communautés autonomes dans le cadre de l'Empire britannique, de statut égal, et qui ne sont, en aucune manière, subordonnées l'une à l'autre pour tout ce qui touche leurs affaires intérieures ou extérieures, quoiqu'unies par une commune allégeance à la Couronne et librement associées comme membres du Commonwealth britannique des Nations* ». La constitution du Dominion Office en 1925 avait déjà marqué la volonté de distinguer les dominions avec lesquels on négocie des colonies que l'on gouverne.

Le « III^e Empire » britannique, celui de la coopération volontaire d'États associés, a succédé à l'Empire mercantiliste et à l'Empire semi-libéral. La personne du souverain est le lien le plus tangible. Mais il repose aussi sur des « idéaux positifs » : institutions libres, aide réciproque, paix. Il est consolidé dès 1932 par les accords d'Ottawa, qui déterminent un système d'accords douaniers bilatéraux et une préférence impériale. Et les solutions données au problème de la décolonisation ont été extrêmement variées et ont tenu compte de l'inégale évolution des populations. Avec un extraordinaire empirisme, on accorde aux uns un conseil législatif nommé (Ouganda), ou en partie élu (Guyanne), aux autres une assemblée élue, mais un exécutif nommé (Bermudes), à d'autres encore une théorique indépendance (l'Égypte devient « l'allié » du Royaume-Uni en 1936) ou un

gouvernement responsable pour les affaires internes (Ceylan en 1931). Partout on introduit les indigènes dans l'administration à l'exclusion des seuls postes de commandement.

En Afrique occidentale, on pratique *l'indirect rule* en respectant les chefferies indigènes. Le statut de l'Inde a été le plus difficilement déterminé. En 1919, Une première réforme a créé une certaine autonomie provinciale et a fondé deux Assemblées consultatives au niveau national. Le Parti du Congrès ne se satisfait pas de ces concessions et, sous l'influence de Gandhi, adopte l'arme de la non-coopération pour obtenir un véritable self-government. La répugnance des conservateurs et l'hésitation des travaillistes à accorder le statut de dominion à un pays insuffisamment évolué et très divisé provoquent en 1929 une campagne de désobéissance civile et une première vague terroriste. En novembre 1930, une conférence de la Table ronde s'ouvre à Londres et Gandhi est appelé à y siéger l'année suivante. Le *British India Act* de 1935 n'en est pas moins un statut octroyé, qui prévoit l'organisation d'une Fédération, avec un gouvernement central responsable, mais des États et des Provinces autonomes et une Birmanie séparée de l' All India Federation n'est pas encore réalisée.

Ainsi, se confirme, ici et ailleurs, qu'il existe deux entités : un Commonwealth de nations-sœurs et un Empire qui est toujours conçu comme « le fardeau de l'homme blanc ». De ce fardeau, beaucoup ne sont nullement pressés de se débarrasser, à commencer par Winston Churchill, qui a âprement critiqué les concessions à l'Inde en 1935.

La guerre de 1939-45 et les premières défaites ont stimulé les nationalismes dans l'Empire et les nationalistes de l'Inde n'ont jamais accepté l'idée de participer à l'effort allié. La Charte de l'Atlantique a repris la notion de self-détermination et si W. Churchill précise qu'il n'est pas « *devenu Premier ministre de Sa Majesté afin de procéder à la liquidation de l'Empire britannique* » (octobre 1941), il ne peut pas empêcher les peuples soumis d'espérer une libération. La propagande directe des Japonais en Asie, et particulièrement en Malaisie et en Birmanie, celle des Allemands en Afrique et au Moyen-Orient ont laissé des traces profondes et l'esprit de révolte habite toute une élite nouvelle au sein des nations-sujettes. L'attitude américaine apparaît souvent comme un encouragement aux anticolonialistes. Tous ses facteurs réunis ont posé les bases de la chute de l'Empire britannique avec une cascade d'indépendances des colonies britanniques.

2.1.3.3. Militaire

Le développement des armées sous-marine et aérienne a compliqué démesurément le problème de la sécurité de l'empire et l'a contraint à rechercher des garanties internationales nouvelles qui tinsent compte de la nouvelle position mondiale de la Grande-Bretagne.

2.2. Les leviers de résilience post-Empire

Le Royaume-Uni comprend très vite qu'il ne peut compenser sa perte de puissance économique et financière, due aux deux guerres mondiales, et maintenir son rang qu'au travers de deux objectifs :

- Développer ses services publics et permettre à la population britannique de bénéficier de la même croissance des revenus et de la même protection sociale que ses voisins d'Europe occidentale
- Conserver les moyens militaires et diplomatiques d'une grande puissance. Pour cela, elle place sa politique extérieure « *au centre de trois cercles* » (expression de *Churchill*), constituant un vaste rayon d'action : le Commonwealth, la relation transatlantique et les liens avec les pays d'Europe occidentale. Il s'estime capable de jouer le rôle de « pont » entre les Etats-Unis et le reste de l'Europe.

2.2.1. La Nationalisation

A partir de 1945, l'influence de la puissance publique fut largement augmentée dans différents secteurs économiques : les Postes, la B.B.C., la British Overseas Airways Company, l'Office central d'électricité, les arsenaux de l'amirauté, l'imprimerie royale, sans parler des offices locaux des transports ou du gaz et de l'électricité. Avant la guerre, ces secteurs avaient, déjà été mis sans discussion sous le contrôle d'autorités centrales ou locales.

Le rôle de l'État a consisté à faire de l'agriculture un domaine protégé, placé à l'abri de toutes les fluctuations du marché mondial, à rechercher le développement des productions les plus indispensables par une assistance multiforme aux producteurs, depuis l'aide technique jusqu'à la garantie des prix et des revenus agricoles.

La nationalisation des secteurs majeurs de l'industrie et de l'énergie supposait une extension formidable de l'autorité publique. La nationalisation de la Banque d'Angleterre, effective dès 1946, facilita les choses.

Les moyens choisis furent au départ autoritaires, hérités du rationnement du temps de guerre ; de plus en plus, et définitivement à partir de 1954, la pression fiscale qui absorbe les disponibilités des grandes catégories de consommateurs, les restrictions de crédit aux entreprises et aux particuliers qui limitent leur capacité d'achat, l'emploi plus délicat et toujours plus temporaire de taxes aux importations, les encouragements fiscaux à l'exportation furent les moyens les plus couramment utilisés. Tous, ils présentent des inconvénients sociaux... et électoraux, et surtout contribuent à freiner l'expansion ou à la hacher d'interruptions brutales. Ils sont d'autre part en contradiction avec les principes et les applications de la providence d'État, qui favorise la distribution de revenus complémentaires aux catégories les moins favorisées, et aurait tendance à élargir le marché intérieur.

2.2.2. La zone Sterling

L'existence d'une zone sterling vaut également avantages et charges. Née en 1931, elle avait pris pendant la guerre sa configuration géographique définitive, se réduisant surtout aux pays du Commonwealth, à l'exception du Canada : la mise en commun de toutes les ressources en or et en devises, un contrôle uniforme des changes extérieurs, la liberté de circulation des capitaux à

l'intérieur de la zone définissent quelques traits essentiels du système. La Grande-Bretagne a maintenu et consolidé ce système de préférences commerciales impériales et un tarif préférentiel unique, réservé à tous les membres du Commonwealth défini en 1959. Cette zone sterling permet l'entrée aisée sur son sol d'environ 70 % des biens que ceux-ci lui expédient, accueille plus favorablement les aliments et les matières premières, mais accepte aussi les nouvelles fabrications industrielles des pays en développement de son ancien Empire. L'après-guerre fut marqué par la désertion de l'Égypte et du Soudan (1947), et l'exclusion de la Rhodésie (1965), mais par la fidélité de l'Irlande, de l'Islande, de la Jordanie, de la Libye, de l'Afrique du Sud et du Koweït. Depuis 1945, la Grande-Bretagne vit la situation d'un pays lourdement endetté, obligé de veiller attentivement à ne pas laisser mourir une monnaie demeurée « internationale ».

2.2.3. Le plan Marshall

Le monde de l'après-guerre a été en partie reconstruit sur un retour à la coopération internationale et sur l'exaltation de la libéralisation des échanges. Le Royaume-Uni en bénéficie, mais n'échappe pas aux conséquences. Ayant accepté l'aide Marshall, il a obtenu à ce titre, un total de 2 400 millions de livres sterling entre fin 1948 et début 1951, conformément aux engagements pris à l'égard des États-Unis suite au conflit de 1939-45. Les accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce (G. A. T. T.) signés en octobre 1947 interdisent le développement des préférences commerciales et prévoient leur élimination progressive.

La Grande-Bretagne dut entrer dans la voie de la coopération économique européenne et participer en avril 1948 à la fondation de l'O.E.C.E (Organisation européenne de coopération économique) et conclure des accords monétaires. Ayant refusé de se joindre aux six pays du « pool » charbon acier, puis du Marché commun, l'Angleterre en vint, en 1959, à constituer, avec six partenaires européens, une Association européenne de libre-échange (A.E.L.E. ou E.F.T.A.) et à rechercher à la fois une libéralisation des échanges au sein de ce groupe, entre ce groupe et le Marché Commun, puis entre l'Europe et les États-Unis. En janvier 1962, une proposition américaine en ce sens donna naissance à de longues négociations, le « Kennedy Round », qui ne s'achevèrent qu'en 1967 par une série d'accords partiels, prélude à d'autres, dont la négociation s'avéra malaisée. L'harmonisation entre le régime commercial du Commonwealth et ces accords de libéralisation des échanges sur le plan mondial n'a pas été sans difficulté, et des choix ont dû être faits, souvent au détriment de la coopération avec l'ancien Empire. Naviguant ainsi au milieu d'exigences souvent contradictoires, la Grande-Bretagne n'en a pas moins préservé un commerce extérieur vigoureux, qui représente encore en 1973 quelque 14 % du commerce mondial des produits manufacturés. Ses importations, dès 1951, avaient rattrapé le niveau de 1918 et, en 1967, lui étaient supérieures de près de 70 %.

2.2.4. Adhésion à la CEE (Communauté économique européenne)

Le Royaume-Uni a tenté de « digérer » les conséquences des deux guerres sur sa puissance et de forger son nouveau destin en essayant de former avec quelques pays européens, dont la France, une troisième force entre les deux superpuissances de l'époque (USA-URSS).

Cependant, la position de la Grande-Bretagne en Europe est apparue, dès le début de la construction de l'Union, comme ambiguë, voire contradictoire, et a relevé parfois de l'acrobatie. Elle est en effet hostile aux contraintes communautaires qui risqueraient de modifier ses doctrines, mais également inquiète de se voir exclure de toute avancée importante dans cette construction européenne. La Grande-Bretagne a toujours voulu que l'Europe adopte une approche économique dans laquelle la compétitivité (et non la réglementation ou les subventions) doit permettre d'affronter la concurrence générée par la mondialisation.

Ce positionnement s'explique en grande partie par son histoire, son pragmatisme, et l'usage de différents leviers d'influence qu'elle a su (et sait toujours) actionner au bon moment. La Grande-Bretagne a en effet une conception particulière de sa géopolitique que ce soit au niveau européen et international et a démontré qu'elle peut mettre tout en œuvre pour y parvenir. Cela remettra par la suite à plusieurs reprises en question son "allégeance" notamment entre l'Union européenne et les autres pays anglo-saxons, les États-Unis en tête. Nous n'oublierons pas par exemple le désaccord sur l'intervention militaire en Irak en 2003 pendant laquelle le 1er ministre Blair – pourtant europhile - s'engage avec les États-Unis malgré les preuves contradictoires et la position du reste des états membres.

Le Royaume-Uni est entré dans la communauté européenne le 1^{er} janvier 1973. Cette adhésion a été approuvée par une large majorité au Parlement britannique, mais n'a soulevé que peu d'enthousiasme dans le grand public. Dès lors, les seuls arguments qui pouvaient conduire à la décision d'entrée dans la CEE étaient de l'ordre de l'intérêt économique.

Il y eut pourtant certains bénéfices économiques associés à l'adhésion du Royaume uni à l'Union européenne comme :

- Le développement des échanges commerciaux entre les États membres - qui, à en croire les travaux économiques, ont eu une incidence positive et significative sur le PIB ^{30(*)}. Ainsi, un travail de Céline Carrère a fait apparaître que l'appartenance à l'Union européenne aurait contribué à accroître les échanges entre pays membres de près de 104 % au cours de la période 1962-1996. Pour le seul Royaume-Uni, le trésor britannique estime que « *l'appartenance à l'UE a augmenté le commerce avec les États membres d'environ 68 à 85 % par rapport à la base de référence constituée par la participation à l'OMC* »^{33(*)} - l'incidence positive étant ramenée entre 35 et 53 % en ce qui concerne un éventuel rattachement à l'espace économique européen.
- L'attraction des investissements extérieurs. Ainsi, une étude de l'OCDE ^{34 (*)} a souligné le fait que l'harmonisation des législations au sein du marché unique avait contribué à la hausse des investissements étrangers ; différents travaux ont pu démontrer que la seule annonce d'une adhésion à l'Union européenne avait entraîné une augmentation de ces investissements, en particulier dans les pays d'Europe centrale et orientale 35(*),36(*). Or, il apparaît que la question des investissements étrangers est particulièrement sensible dans un pays comme le Royaume-Uni où les actifs détenus par des non-résidents représentent 530 % du PIB – la place de la city en étant l'incarnation. En outre, l'ouverture commerciale exerce une influence réelle sur l'évolution de la productivité des facteurs de production, dès lors que les investissements directs étrangers favorisent la diffusion technologique 37(*) et que les échanges

internationaux s'accompagnent généralement d'une hausse des dépenses en recherche et développement 38(*), ainsi que d'une propagation des savoir-faire 39(*), voire des bonnes pratiques managériales. Aussi l'intégration européenne est-elle de nature à avoir contribué sur la hausse de la productivité dans les États membres.

Ainsi une récente publication de l'OCDE a mis en évidence le fait que, depuis son adhésion à la communauté économique européenne (CEE) en 1973, le PIB par tête y eût davantage progressé que dans d'autres pays anglophones, comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, ou même les États-Unis. Bien que les politiques domestiques expliquent en partie ces résultats, ils sont également liés à l'accès au marché européen ; en effet, le PIB par tête britannique a doublé entre 1973 et 2014 et a même été multiplié par quatre pour un plus petit pays comme l'Irlande, qui a rejoint la CEE la même année.

Malgré les bénéfices économiques liés à l'adhésion à l'union, jusqu'à nos jours, les enquêtes d'opinion ont régulièrement montré que la population, dans son ensemble, est restée sceptique, sinon hostile à l'adhésion. On comprend alors pourquoi la Grande-Bretagne a acquis la réputation de celui qui a « un pied dedans un pied dehors » (*semi-detached*). Le but était d'intégrer la CEE, d'occuper la place de leader et ensuite de la remettre sur le bon chemin, c'est-à-dire le chemin libéral, transatlantique, travaillant en liaison étroite avec les Américains si on s'en tient au contenu de la lettre de Kennedy au Premier ministre Harold Macmillan en avril 1961 :

« Si la Grande-Bretagne entrait dans le marché (commun), Londres serait en mesure de compenser les excentricités de la politique de Paris et de Bonn... Avec ses obligations partout dans le monde, la Grande-Bretagne pourrait empêcher la CEE de devenir protectionniste et introspective. Surtout, avec la Grande-Bretagne comme membre, le marché commun pourrait devenir le point de départ d'une véritable fédération politique de l'Europe. »

Si les deux hommes étaient d'accord sur les premiers points, ce n'était certainement pas le cas pour le dernier.

Il faut quand même noter que les gouvernements successifs britanniques ont fait un important effort d'adaptation, notamment sur le plan institutionnel. En même temps, ils ont cherché, et en grande partie réussi, à adapter et influencer, par petites touches successives les grandes politiques de la communauté, puis de l'Union, dans le sens de leurs intérêts, mais aussi à l'idée qu'ils se font de l'intérêt général. Elle a voulu que l'Europe adopte les mêmes structures et les politiques qu'elle a choisies. Et cela comprend le modèle économique et social anglo-saxon, avec la libéralisation des services financiers et un marché du travail flexible, considérés comme générateurs d'emplois.

Peut-être, avait-elle comme ambition secrète de réincarner sa puissance hégémonique perdue à travers l'Europe, si elle arrivait à en prendre le leadership ?

Il faut noter que le pragmatisme de ses élites les a poussés à trouver un accord pour rester dans le marché commun et de préserver leurs bénéfices économiques, malgré le Brexit.

2.2.4.1. Influence *formelle* britannique au sein de l'UE

La Grande-Bretagne est parvenue à façonner une Union européenne proche de ses intentions sur quatre points essentiels : la structure du budget communautaire, l'instauration d'un véritable marché libre, les élargissements et l'adaptation des institutions, la question de la défense et de la sécurité commune.

Il est important de comprendre les mécanismes administratifs créés pour promouvoir les intérêts et les conceptions britanniques - voire anglo-saxonnes - au sein de l'Union européenne. Anand Menon écrit : *"Le Royaume-Uni a mis en place un système administratif très efficace pour représenter et défendre ses intérêts à Bruxelles. A travers le double mécanisme du secrétariat européen au sein du gouvernement européen à Londres et de la représentation permanente à Bruxelles (United Kingdom Representation UKREP), les dissensions interministérielles autour des positions à adopter sur les projets de loi de la Commission sont aplanies. Les représentants britanniques sont réputés pour leur présentation, au sein du Conseil des ministres de l'Union, de positions politiques cohérentes et soigneusement coordonnées. Londres a aussi mis en place des mécanismes efficaces pour rassembler des informations à propos de la Commission européenne et pour faire pression sur elle. L'UKREP se trouve au centre d'un réseau de collecte de données à Bruxelles qui fournit des informations nombreuses et opportunes sur les négociations en cours et les projets de loi de la Commission"*.

La similitude des sensibilités sur les grandes questions économiques avec les Etats-Unis contribue à doubler le poids des atouts britanniques. Le Royaume-Uni est dans l'enceinte européenne généralement plutôt favorable aux thèses de Washington. Londres a en effet contribué à ce que le marché unique européen s'ouvre aux produits et aux services américains. C'est pourquoi la Grande-Bretagne accueille de 1951 à 1990 plus de 37 % des investissements américains à l'intérieur de tous les pays de l'Union européenne. Cette proximité de vue ne s'arrête pas à l'économie. En effet, la Grande-Bretagne jouit d'une influence certaine au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Pour les Britanniques, l'Europe est avant tout un ensemble géographique d'Etats aux peuples divers, qui se sont affrontés souvent par le passé et que l'on peut chercher à réconcilier et rapprocher, mais sans imaginer les fédérer ; c'est pourquoi, pour eux, l'idée d'une fédération, à la manière de celle des Etats-Unis, est totalement irréaliste, donc à exclure. C'est pourquoi ils mettent l'accent sur le grand marché - les élargissements en sont la suite logique - et sur la coopération intergouvernementale dans les domaines sensibles : la défense et la sécurité, par exemple. Pour autant, la plupart ne sont pas hostiles à une intégration politique plutôt vague et se satisfont du statu quo institutionnel, tout en déplorant la lourdeur de la machine institutionnelle bruxelloise.

L'OTAN est depuis 1949 au cœur de la politique étrangère et de défense de la Grande-Bretagne, et la fin de la guerre froide n'y a rien changé. C'est pourquoi Londres a exprimé son désaccord lorsque dans les années 1990 les Français et les Allemands proposèrent une identité européenne de défense en dehors de l'OTAN. Pour Londres, une défense européenne ne peut avoir de sens que dans le cadre de l'OTAN. La solidarité transatlantique a donc généralement pris le pas sur la solidarité européenne lorsqu'un choix devait être fait entre les deux. Ce fut le cas, lors de la Deuxième guerre du Golfe. La complexité des rapports entre les Britanniques et l'Union européenne n'empêche pas l'efficacité. On peut citer les domaines suivants où le savoir-faire britannique en matière d'influence a fait ses preuves : la tradition du libéralisme économique anglais, qui s'est trouvé mis en œuvre à l'échelle européenne depuis le début des années 1990, l'achèvement du marché unique, la politique de la

concurrence, la dérégulation du marché de l'énergie, des transports ou des télécoms, l'ouverture au commerce mondial, etc.

Un autre savoir-faire britannique - voire anglo-saxon - qui marche bien en Europe en matière d'influence est le lobbying.

2.2.4.2. Influence *informelle* britannique au sein de l'UE

Qu'est-ce que le lobbying en Europe ? C'est la représentation d'au moins 3 000 groupes d'intérêts les plus variés auprès des institutions communautaires, à travers plus de 10 000 lobbyistes. Le plus souvent en amont, leur travail d'influence pèse sur l'élaboration des décisions et des textes communautaires destinés à la transcription en droit national. Leurs cibles sont les groupes d'experts, les fonctionnaires de la Commission européenne, les divers comités consultatifs, les groupes politiques et les commissions du Parlement européen, mais aussi les diplomates des pays membres. Les méthodes sont variées : préparation de rapports et d'études rédigées dans le sens le plus favorable à leur commanditaire, invitations dans des lieux propices à créer un lien... mais aussi achat de documents de travail de la Commission, vente de service contre un pourcentage élevé des montants qui seront attribués à une région ou pour un appel d'offres.

Le développement du lobbying à Bruxelles s'affirme à partir de 1973, avec l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne. En effet, ce pays connaît et pratique depuis longtemps ces techniques, qui lui donnent une longueur d'avance et majorent l'efficacité de ses actions. Peu à peu, les autres pays membres ont découvert et mis en œuvre à leur manière le lobbying, mais seulement deux pays membres se sont souciés d'encadrer cette pratique : l'Allemagne et le Danemark. A l'échelle de l'UE, les moyens de contrôler l'argent public et le lobbying restent généralement virtuels et notoirement insuffisants.

De même, les *Think Tanks* britanniques, qui sont des instituts de recherche, constituent pour le gouvernement britannique les vecteurs principaux de sa politique étrangère. « Grâce à ce réseau d'influence noyauté par d'anciens ministres, diplomates, chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires et généraux, le gouvernement britannique dispose au-delà d'un simple laboratoire d'idées, d'un outil crédible capable, lorsque cela s'avère nécessaire, de véhiculer urbi et orbi les idées maîtresses de sa politique étrangère » explique Pierre Razoux dans son livre *Think Tanks* britannique, une autre manière d'appréhender la recherche.

On distingue habituellement quatre catégories de *Think Tanks* : les *think tanks* universitaires ou « organisations analytiques » qui s'inscrivent dans la recherche universitaire, les instituts de recherche sous contrat, les *think tanks* des partis politiques qui alimentent leur réflexion dans le cadre de débats et de forums, et les *advocacy tanks* qui visent à promouvoir certains principes et certaines valeurs.

Chapitre 3 :

Brexit (Raison et négociation de sortie (2008 – 2021))

3.1. Impact de la crise financière de 2008

La crise des subprimes de 2008 a été à plusieurs égards le catalyseur pour l'enclenchement du Brexit. Il est cependant important de noter que l'Euroscpticisme est antérieur à cet événement ou à la campagne pour ou contre le maintien en 2016. Depuis une trentaine d'années, la presse britannique ainsi que les politiques de tout bord ont entretenu un discours public de méfiance vis-à-vis de l'Union européenne. Dès lors, il était compliqué d'inverser les effets d'un récit auquel a été exposé la population pendant plusieurs décennies en l'espace de quelques mois voire semaines dans le cadre du référendum de 2016.

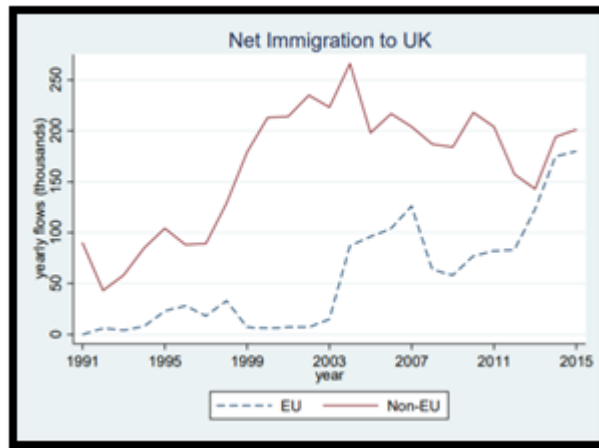
La crise économique de 2008, partie des Etats-Unis avec la chute de la banque Lehman Brothers, est passée d'une crise bancaire à une crise de la dette souveraine des états européens – ces derniers, dont le Royaume-Uni, ayant choisi de renflouer leurs banques avec l'argent du contribuable. Afin de combler ces versements colossaux (plus de 500 milliards de Livres dans le cas du Royaume-Uni en prêts et garanties), les pays de l'union s'engagent sur plusieurs années dans des politiques d'austérité afin de réduire leur déficit budgétaire.

L'objectif d'une politique d'austérité est d'assainir la gestion publique en réduisant les coûts, les dépenses et en diminuant l'inflation : restriction du crédit, modération des salaires ou encore augmentation de la pression fiscale... Cependant comme mentionné par Stiglitz en 2013, cet effort qui impacte alors directement le contribuable présente l'effet pervers de nuire à la croissance économique du pays (provoquant même une récession) en alourdissant le poids de la dette par rapport au produit intérieur brut. Ainsi, le poids de la dette du Royaume-Uni passera de moins de 60 % de son PIB en 2007 à plus de 80 % en 2011. La richesse par habitant passe de \$50,566 USD à \$38,713 USD en 2009 soit une diminution proche de 25 %. Presque 15 ans après, le citoyen britannique est toujours plus pauvre qu'il ne l'était en 2007 et il ne retrouvera sans doute pas ce niveau avant une autre quinzaine d'années (\$42,330 USD par habitant en 2019).

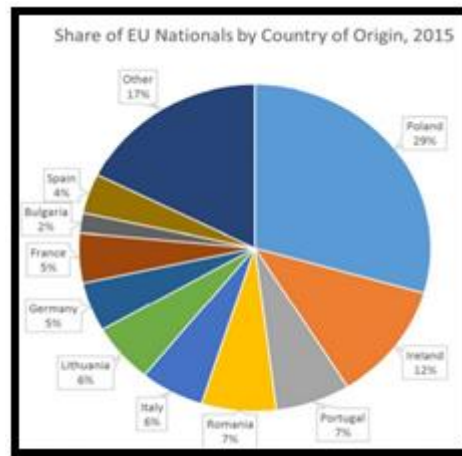
Concernant le chômage, le pays qui connaissait une situation de quasi-plein-emploi en 2007 (5,5 % de la population active) frôle le niveau du début des années 90 à 8,3 % de la population active en 2011. En quelques mois, la crise financière révèle les limites du capitalisme et les faiblesses du modèle économique britannique basé sur la libre concurrence.

3.2. Le poids de l'immigration

Dans le débat public, il est intéressant de noter que bien que les Etats-Unis soient à l'origine de la crise de 2008, c'est l'Union européenne qui fut rapidement critiquée pour son modèle économique et son organisation ; en premier lieu sa partie visible à savoir l'immigration. De fait l'immigration européenne a explosé en 2003 avec l'entrée dans l'union des pays d'Europe de l'Est (République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie et Slovénie).



Source ONS Office for National statistics (<https://www.ons.gov.uk/>)



Source ONS Office for National statistics (<https://www.ons.gov.uk/>)

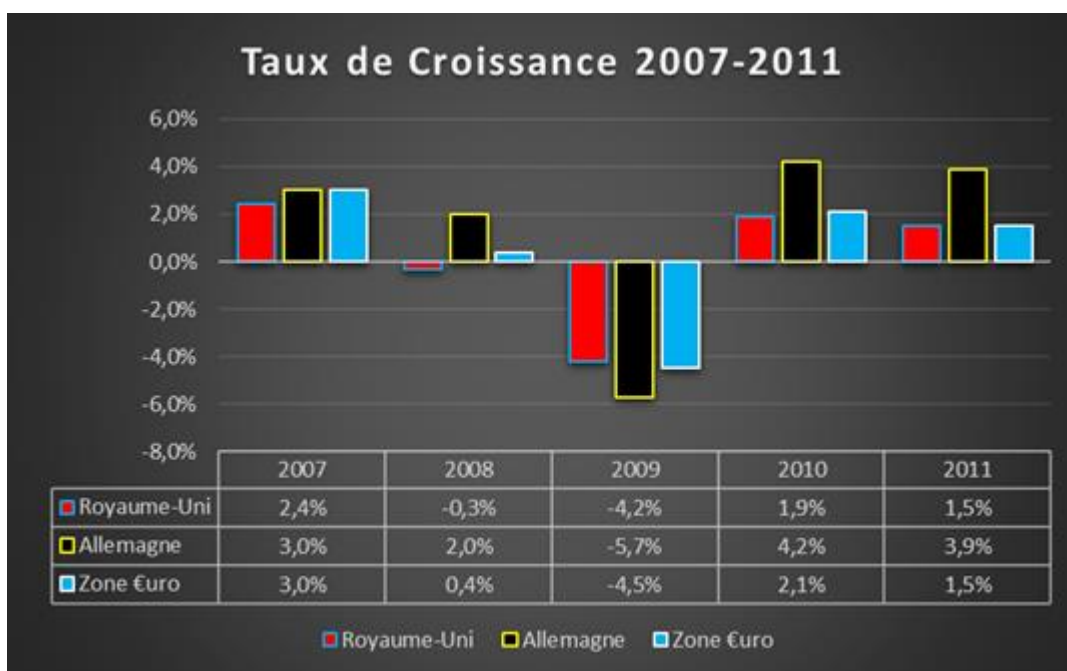
Les mouvements de migration couplés à la crise ont légitimé le sentiment de nouvelle concurrence à laquelle les Britanniques se sont sentis soumis. Pendant les années qui suivirent, sur le plan sécuritaire et de la protection du territoire, l'UE a perdu en crédibilité auprès du public britannique, en particulier pendant la crise migratoire dans la Méditerranée à partir de 2011 suite aux guerres civiles en Syrie.

Aussi, lorsque le 1er ministre David Cameron part en croisade à Bruxelles suite à son élection en 2015, pour renégocier² l'un des piliers fondamentaux de l'appartenance à l'union - la libre circulation des personnes – il recevra une cordiale, mais ferme fin de non-recevoir de la part des autres leaders européens (Angela Merkel et François Hollande en tête). C'était là un argument de plus pour les brexiters pour antagoniser l'UE.

² <https://www.bbc.com/news/uk-politics-eu-referendum-35622105>

3.3. Politique économique européenne

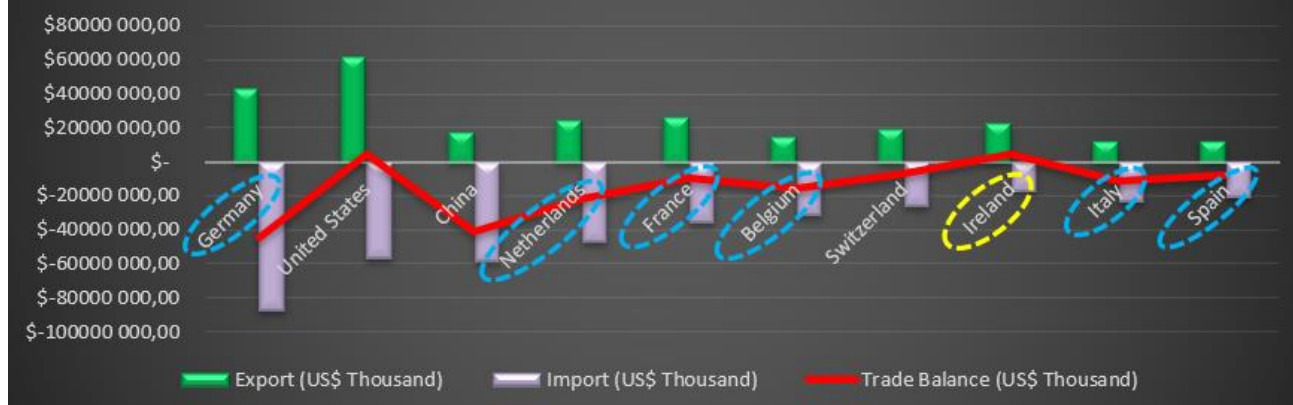
Sur le fond, ce qui va justifier que la montée des Eurosceptiques (UKIP de Nigel Farage) et la proposition du gouvernement Cameron, de tenir un référendum sur le maintien ou non au sein de l'UE est la faible performance économique que connaîtra le Royaume-Uni par rapport aux autres économies de l'union – l'Allemagne et la zone euro en particulier. Ainsi, la reprise économique est plus lente entre 2007 et 2011 tandis que le déficit commercial se creuse au profit des pays de l'UE. Cette tendance sera analysée comme un signe d'appauvrissement du pays à l'avantage du marché unique, ce qui est contraire à la promesse initiale lors de l'adhésion.



Source: site web Trading Economics - www.tradingseconomics.com

A cet égard, les directives émanant de Bruxelles ne sont pas jugées légitimes et les effets néfastes de la politique d'austérité engagée (bien qu'elle fût structurée par le gouvernement Cameron) comme une allégeance au modèle économique allemand, alors en meilleure forme. La crise déficitaire grecque de 2013 accentuera le sentiment d'eurosceptisme au sein de l'opinion publique britannique compte tenu de l'inflexibilité de l'UE concernant le niveau d'endettement. Le graphique ci-dessous illustre la relation commerciale que le Royaume-Uni entretenait avec ses principaux partenaires commerciaux lors du référendum. Ainsi au sein de l'Union européenne, le Royaume-Uni est déficitaire avec pratiquement tous les pays à l'exception de l'Irlande (entourée en jaune). L'écart est le plus fort avec l'Allemagne, pourtant son premier partenaire. Le pays contribuant le plus positivement à sa balance commerciale se trouve hors de l'union à savoir les Etats-Unis.

Top 10 partenaires commerciaux du Royaume-Uni en 2016 (en Milliard USD)

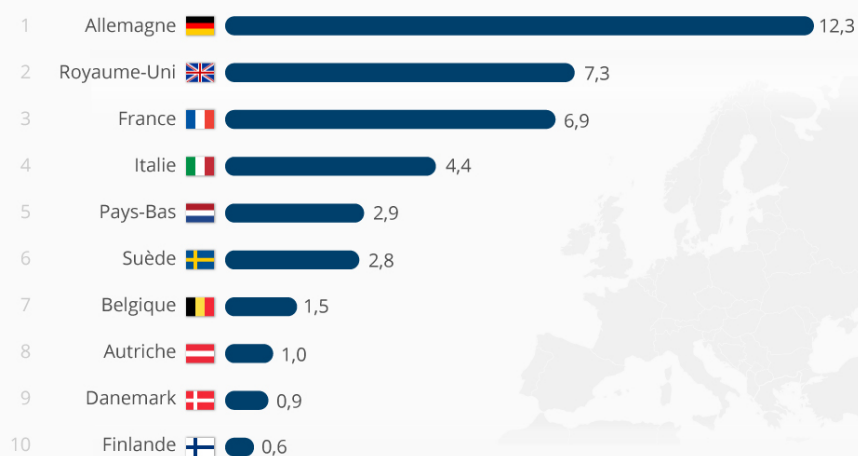


Source WITS – World Integrated Trade solution (<https://wits.worldbank.org/>)

Au-delà de balance commerciale, la contribution nette du Royaume-Uni au budget de l'union est le second plus important après l'Allemagne. Lors des négociations de budget entre les états membres, l'argument utilisé entre les dirigeants était le principe du juste retour ou le jeu des "sommes positives": un gros contributeur net finit toujours par profiter d'un retour sur investissement de son adhésion au marché unique. Les fonds du FEDER bénéficiant majoritairement aux régions du Sud ou de l'Est permettent le développement économique de pays qui commerceront alors davantage avec les contributeurs nets en question. Si cela est une évidence dans le cas de l'Allemagne qui bénéficie très largement du marché unique, cela ne se vérifie pas dans le cas du Royaume-Uni qui reste finalement perdant dans la transaction. Si le message des Brexiters sur les 350 millions de Livres par semaine envoyée à l'UE relevait de l'agitation sociale, le contre-argument des pro-EU sur les bienfaits économiques du marché unique au commerce inter EU des Britanniques était en revanche biaisée au regard de ces chiffres et proche de l'intoxication informationnelle.

Le poids du Royaume-Uni dans le budget de l'UE

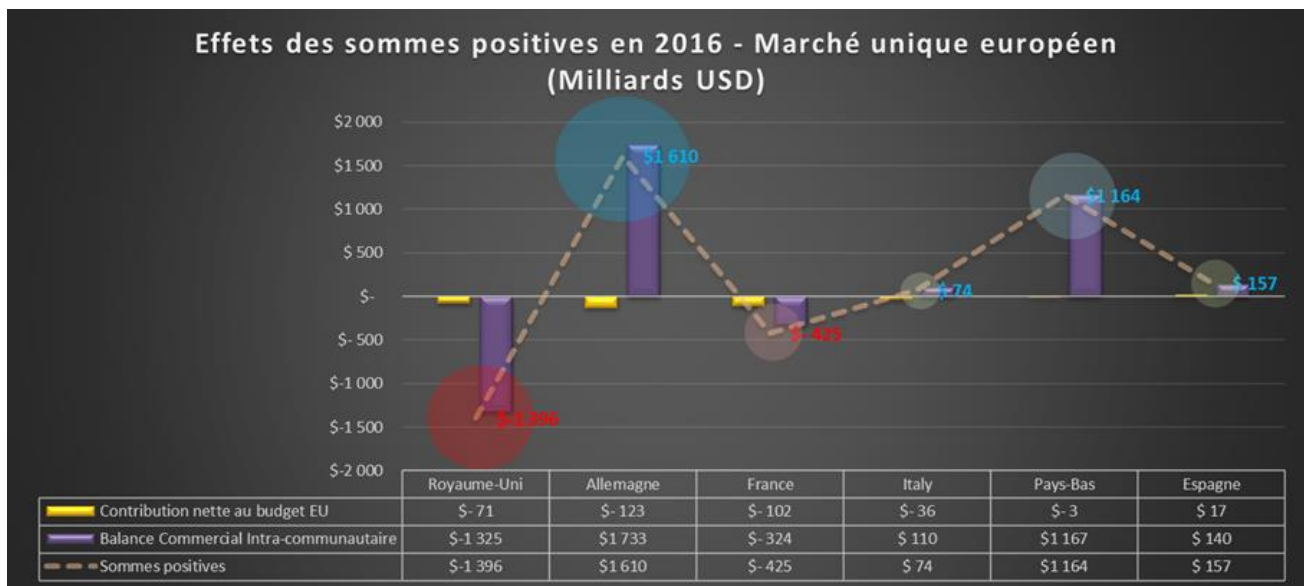
Contribution nette des 10 pays participant le plus au budget de l'UE (en milliards d'euros) *



* Valeurs moyennes pour la période 2010-2015.
Sources : Commission Européenne, calculs Statista



Source : Statista, portail de statistiques en ligne



Source WITS – World Integrated Trade solution (<https://wits.worldbank.org/>)

A la lecture des différents chiffres ci-dessus, depuis une perspective britannique, l'adhésion européenne n'est clairement pas rentable en plus d'être profondément injuste : non seulement le pays est commercialement perdant avec pratiquement tous ses partenaires intra-UE, mais il ne compense pas non plus ses pertes avec les fonds européens. L'action pragmatique la plus logique aura donc été de quitter cette situation défavorable matérialisé par le Brexit.

Il convient cependant de noter que même par le passé (sous l'ère victorienne), La Grande-Bretagne a toujours été plus client que fournisseur vis-à-vis de l'Europe continentale. Une grande partie de ses exportations était destinée à son empire colonial, rééquilibrant sa balance commerciale. La nostalgie de cette époque est donc liée à cette performance passée dont le Global Britain doit recréer les conditions.

3.4. Culture britannique et eurosceptisme

« *L'Angleterre a toujours refusé les systèmes contraignant sa liberté d'action* », Raphaël Chauvancy.

L'Union européenne, avec ses institutions perfectibles et ses compromis à minima entre des partenaires trop nombreux tirant à hue et à dia, pouvait difficilement gagner sa confiance. Très attachés à leurs libertés et au double exercice de la souveraineté populaire et nationale, les Britanniques sont culturellement réticents aux délégations de souveraineté, à plus forte raison auprès d'un organisme comme l'Union européenne, réputée peu démocratique outre-Manche. Enfin, encore une fois, leur pragmatisme. Le messianisme à la Française leur est étranger. Lors des débats sur le Brexit, le thème romantique d'une Europe à bâtir a été totalement absent : les deux camps se sont déchirés sur l'estimation des dividendes nationaux à escompter du départ ou du maintien dans l'UE. Un homme politique qui aurait déclaré « Croire » ou « Ne pas croire » en l'Europe serait passé pour un doux illuminé.

L'Anglais aime les espèces et les faits. « *I want my money back* », assène-t-il aux vendeurs de lendemains qui chantent. Nul n'oubliera cette iconographie emblématique du Brexit : l'autobus rouge sillonnant le pays, avec Boris Johnson à son bord proclamant que les 350 millions de dollars hebdomadaires confisqués par l'Union européenne pourraient être désormais consacrés aux services de santé.

Un jour, a surgi également le thème de la Turquie dont l'adhésion était présentée comme imminente, laissant entendre que cela allait provoquer le débarquement au Royaume-Uni de quelque 70 millions de Turcs. Penny Mordaunt, alors secrétaire d'Etat aux forces armées n'a pas hésité à affirmer à la BBC que Londres n'aurait pas le choix, car il ne serait pas en mesure d'y mettre son veto. C'est un mensonge flagrant dès lors que l'adhésion d'un nouveau membre doit être approuvée à l'unanimité par le Conseil de l'Union européenne puis ratifiée par tous les Parlements nationaux.

Il faut aussi rappeler le contexte européen lors de la campagne référendaire : Sous la pression médiatique, les votants britanniques ont pu avoir le sentiment d'être au centre de la destinée des autres européens : En effet, plusieurs pays observaient une montée de l'Euroscepticisme portée par les mouvements d'extrême droite :

- Aux Pays-Bas, le "parti pour la liberté" de Geert Wilders partait favori dans les sondages pour l'élection de 2017.
- En France, le "Rassemblement national" de Marine Le Pen caracolait en tête des intentions de vote en vue du premier tour des présidentielles de 2017.
- En Italie, le renforcement du "mouvement 5 étoiles" dans l'opposition où l'on commence à parler d'un "Italexit"
- Au Royaume-Uni même, le Parti UKIP de Nigel Farage avait fait un record de voix lors des élections européennes de 2014 et était largement visible dans les médias.

Au final, l'impression publique était qu'une sortie de l'Union ne signifiait pas forcément un isolement du pays, mais au contraire, en raison de l'influence du Royaume-Uni sur les autres états membres, qu'il allait les entraîner dans sa dynamique d'affaiblissement de l'UE et de la suprématie allemande. Ici, le pragmatisme a sans doute été dépassé par un sens d'orgueil ou de surestimation, car les évènements prophétisés ne se sont pas produits :

- Les Pays-Bas et la France ont élu respectivement Mark Rutte et Emmanuel Macron tous les deux pro-européens.
- En Italie, le "mouvement 5 étoiles"³ suit l'opinion publique au lendemain du Brexit et atténue son discours eurosceptique.
- Le groupe europhobe UKIP sera finalement dissous, étant devenu à la fois inaudible et inutile après le référendum.

³ <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/les-cinq-etoiles-italiennes-vont-elles-rejoindre-la-constellation-europeenne-131274>

Chapitre 4

Perspectives de la puissance britannique post- Brexit

4.1. “Global Britain” ou « Empire 2.0 » ?

Après sa sortie de l’UE, la Grande-Bretagne semble avoir une idée claire de son devenir. Il s’agit de *Global Britain*, un concept vague de renouveau international pour le Royaume-Uni, qui signifie « Grande-Bretagne mondiale ».

Le concept de *Global Britain* a été évoqué la première fois en 2016, juste après le référendum sur le Brexit. A l’époque, il s’agissait de rassurer l’opinion publique et les partenaires étrangers sur le futur divorce d’avec l’Union européenne (UE) qui ne signifiait pas que le Royaume-Uni allait renoncer à ses engagements internationaux. Quatre ans et demi plus tard, le Brexit a finalement eu lieu. M. Johnson a pris les commandes à Downing Street et c’est lui, qui avec un épais document (la « revue intégrée de sécurité, défense, développement et politique étrangère ») publié en mars 2021, tente de donner corps à un slogan référendaire. Le document de 114 pages « *Global Britain in a Competitive Age* » intègre, l’ensemble des champs d’action d’un Etat : Défense et sécurité, science et technologie, leadership politique et diplomatique, soft Power, cyber et climat. Là où en France, on se limite à un exercice de Livre blanc restreint à la « Défense et Sécurité », les Britanniques voient plus large : ils questionnent leur position en tant que puissance sur l’ensemble du spectre économique, sociétal, diplomatique, technologique et militaire. A peine 10 pages sont consacrées au constat du passé et 90 pages portent sur l’avenir. Le Royaume-Uni a choisi de se donner les moyens d’être un formidable compétiteur au XXI^e siècle. Affichant un vigoureux et actif plaidoyer pour les nations démocratiques, il n’a pas peur de nommer les adversaires de la démocratie, Russie et Chine en tête. Pour remplir ses objectifs, il entend faire vivre un triptyque essentiel et interdépendant : souveraineté, sécurité et prospérité. Boris Johnson y a défini la nouvelle vision du Royaume-Uni à l’horizon 2030, « *notre plus important exercice de géopolitique depuis la guerre froide* », a précisé M. Johnson depuis la Chambre des communes.

Cette *Revue* doit cependant être vue comme un travail en cours d’élaboration, qui pourra être modelée et adaptée en fonction des événements extérieurs.

Il s’agit également d’une contribution importante en amont de la présidence britannique du groupement économique du G7 et de la conférence sur le climat COP-26 avec l’Italie. C’est également la première fois que le Royaume-Uni lie à ce point sa politique étrangère à sa politique intérieure.

Cette vision du monde ne semble souffrir d’aucune limitation ni d’aucun contentieux historique comme l’attestent les propos de l’historien pro-Brexit Robert Tombs, de l’université de Cambridge qui rappelle, dans un récent numéro de la revue conservatrice *The Spectator*, la maxime de Lord Palmerston, légendaire chef de la diplomatie britannique du XIX^e siècle : « *Nous n’avons pas d’alliés éternels et nous n’avons pas d’ennemis perpétuels. Nos intérêts, eux, sont éternels et perpétuels et notre devoir est de les suivre.* »

4.2. Continuités et évolutions de la stratégie de puissance britannique

Dans ce document, dont les grandes lignes sont mentionnées ci-dessous, le Royaume-Uni s'est positionné de manière stratégique : « *Tracer sa propre voie plutôt que d'être contraint ou défini par elle, et travailler avec des partenaires quand il le peut* ».

4.2.1. Le Commerce et libre marché

Dans le projet *Global Britain*, le commerce est au cœur de la stratégie britannique, comme cela était le cas à l'époque victorienne, c'est la colonne vertébrale de sa puissance. En effet, la Grande-Bretagne en tant que nation commerçante indépendante a pour objectif d'accroître sa prospérité à travers une politique commerciale axée sur une économie de marché ouverte et la mise à jour des règles commerciales internationales. Comme cela peut être constaté, la Grande-Bretagne n'a pas rompu avec son idéologie de libre-échange depuis l'époque victorienne, elle en est même devenue la promotrice dans le Monde. Cette caractéristique fait également partie des constantes de la vision britannique de recherche de puissance économique.

Dans la *Revue intégrée*, Londres dit vouloir travailler avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) et par conséquent a fait une demande d'adhésion à l'énorme zone de libre-échange transpacifique (le TPP) afin d'asseoir sa position internationale à travers la politique « *Global Britain* », qui se traduit, entre autres, par un agenda commercial bilatéral et multilatéral ambitieux. Le gouvernement britannique cherche ainsi à conclure des accords de libre-échange, notamment avec les Etats-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, ainsi que d'accéder à l'Accord de Partenariat transpacifique et d'entrer en négociation avec les pays du Golfe, le Mercosur et des pays d'Afrique. Il a déjà signé des accords commerciaux de continuité avec le Japon en octobre 2020 et le Canada en novembre 2020.

Toute une stratégie de guerre économique est détaillée dans son projet déclaratif notamment : influencer les règles, réglementations et normes de ses partenaires commerciaux ; capturer les opportunités commerciales mondiales ; se doter de *Trade Remedies Authority* pour obtenir réparation contre les pratiques déloyales dans le commerce – notamment dans le secteur de l'acier et la céramique ; mettre en place un nouveau tarif douanier qui sera plus simple et plus bas que le tarif commun de l'UE. Un accent est mis sur les partenaires commerciaux dans l'indopacifique et les pays du Commonwealth. Ces partenariats commerciaux seront soutenus grâce au plus grand réseau diplomatique (plus de 800 diplomates) du pays partout dans le monde.

4.2.1. 1. Région Indopacifique

La région indopacifique largement mise en avant dans la *Revue intégrée* au point d'être mentionnée plus de trente fois, le Royaume-Uni souhaite y approfondir ses partenariats avec des pays, tels que, le Japon, la Corée, l'Australie, la Chine et particulièrement l'Inde. Bien que la relation Royaume-Uni-

Inde soit déjà forte, la Grande-Bretagne recherche un approfondissement de leur coopération dans tous les secteurs de leurs intérêts communs notamment par le biais d'investissement dans la science et la technologie au cours des dix prochaines années.

En tant que l'un des pays les plus peuplés du monde, avec près de 1,4 milliard d'habitants, l'Inde représente l'un des marchés prioritaires du Royaume-Uni post-Brexit, tourné vers la région Asie-Pacifique, à forte croissance. 1,5 million des ressortissants britanniques est d'origine indienne ; et par le biais de l'éducation, la Grande-Bretagne souhaite bénéficier d'une large collaboration avec ce pays. Le commerce entre l'Inde et l'ancienne puissance coloniale britannique représente 23 milliards de livres sterling par an, et Liz Truss, secrétaire d'Etat au commerce international dit avoir l'espoir de pouvoir doubler ce montant d'ici à 2030. Boris Johnson devait se rendre en Inde en avril pour renforcer le partenariat commercial, mais a dû annuler son déplacement en raison de la nouvelle vague de la pandémie de coronavirus qui submerge actuellement le pays.

Cependant, la perspective d'un futur accord de libre-échange semble néanmoins loin d'être certaine, le Premier ministre indien se trouvant plutôt dans une dynamique du « *Made in India* » et d'une Inde autosuffisante. L'année dernière, il a brusquement refusé d'adhérer au partenariat économique global régional (RCEP), un accord de libre-échange entre 15 pays de la région Asie-Pacifique, New Delhi craignant que les secteurs de l'agriculture, des produits laitiers et des services ne soient désavantagés. Les discussions entre l'UE et l'Inde sur un accord de libre-échange doivent reprendre en mai, huit ans après une série de 16 sessions de pourparlers qui n'ont pas abouti.

Pour rappel, l'intérêt britannique dans la région Indopacifique ne dénote pas d'un basculement de stratégie commerciale, mais plutôt d'une accentuation par rapport à l'ère victorienne et qu'il est aussi conçu comme un rempart contre la Chine. Londres a banni les produits Huawei de ses réseaux 5G, condamne avec la plus grande fermeté les exactions dans le Xinjiang et la répression à Hong-Kong.

Londres dit vouloir « travailler avec la Chine quand c'est compatible avec ses valeurs et intérêts, y compris pour une relation économique plus forte, car beaucoup de Chinois investissent au Royaume-Uni. Même si elle sera plus vigilante sur les secteurs stratégiques, institutions et technologies sensibles, et renforcera la résilience de ses chaînes d'approvisionnement critiques.

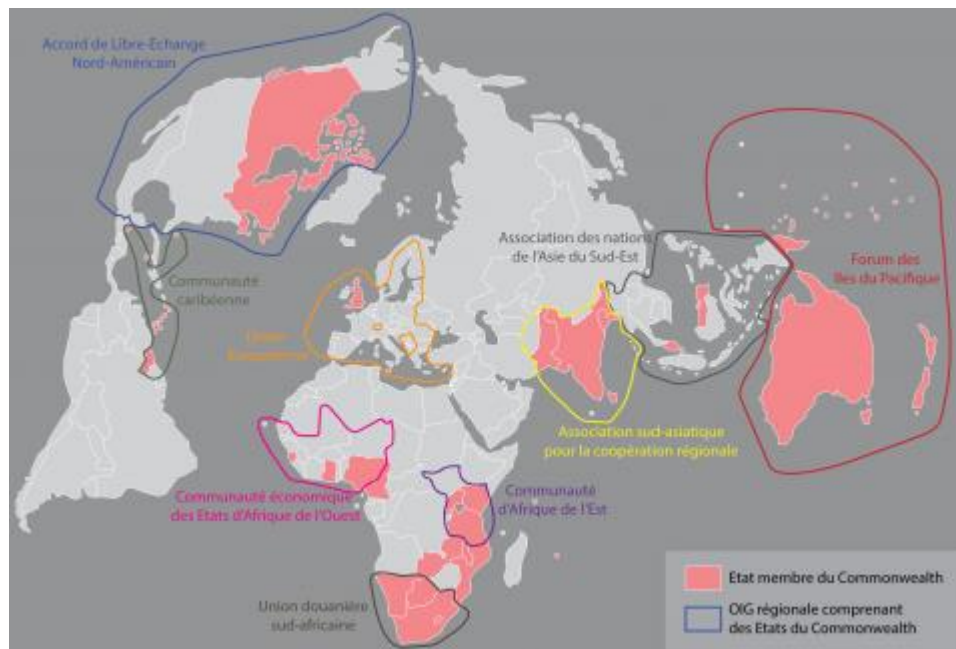
4.2.1.2. *Le Commonwealth*

Dans sa vision *Global Britain*, le Premier ministre souhaite également s'appuyer sur le Commonwealth, une association internationale volontaire de 54 pays membres qui englobe 2,4 milliards de personnes (dont 60 % ont moins de trente ans). L'objectif est de conclure des accords commerciaux et renforcer une relation économique, grâce à une augmentation des flux d'investissement.

Par son extension sur tous les continents, son ouverture sur la zone indopacifique et par sa pluralité, le Commonwealth peut apparaître comme une organisation et un espace avec un potentiel

économique majeur. Dans son ensemble, il représente 17 % du PIB mondial et il comprend deux des dix plus grandes économies mondiales (le Royaume-Uni et l'Inde), deux membres du G7 (le Royaume-Uni et le Canada) et cinq membres du G20 (l'Afrique du Sud, l'Australie, le Canada, l'Inde et le Royaume-Uni). La pratique de l'anglais dans toute la zone du Commonwealth constitue également un avantage pour développer des échanges commerciaux, tout comme les liens historiques, diasporiques et parfois familiaux entre ces différents pays. En soulignant ce potentiel, les Brexiteurs ont présenté le Commonwealth comme l'aire dans laquelle le Royaume-Uni pourrait prospérer une fois qu'il aurait quitté l'UE et pourrait ainsi s'accomplir comme une « *Global Britain* ». Le secrétariat du Commonwealth présente d'ailleurs des perspectives commerciales très prometteuses au sein de l'organisation. Ainsi, le rapport *Commonwealth Trade Review 2018* affirmait que les échanges commerciaux entre les pays membres devraient progresser et atteindre 700 milliards de dollars en 2020, soit une hausse de 17 % entre 2016 et 2020 (Commonwealth Secretariat, 2018), dans un contexte de stagnation des échanges mondiaux. De même, les investissements directs étrangers dits « greenfield » cumulés au sein du Commonwealth devraient passer de 700 milliards de dollars en 2017 à 870 milliards en 2020 (Commonwealth Secretariat, 2018). Le rapport souligne que les projets financés par ces investissements représenteraient 1,4 million d'emplois au total.

Malgré cela, une analyse plus précise de ces données montre que l'ensemble Commonwealth représente entre 6 et 65 % des échanges des pays membres, c'est-à-dire que son importance est très variable dans le commerce international de ses membres. Cette disparité s'explique avant tout par des logiques régionales et non par une logique réellement intra-Commonwealth.

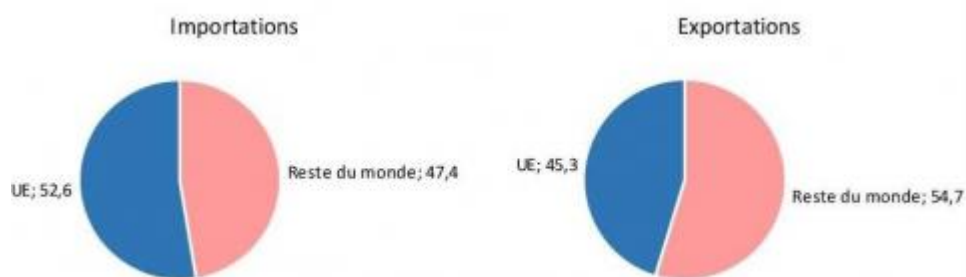


Les États membres du Commonwealth engagés dans leurs propres logiques de régionalisation.

Ainsi, si le commerce intra-Commonwealth représente une part majeure des échanges internationaux de certains membres, il s'agit souvent de petits États très dépendants de leurs voisins également membres du Commonwealth, comme les États insulaires (Nauru, Tuvalu, Papouasie-

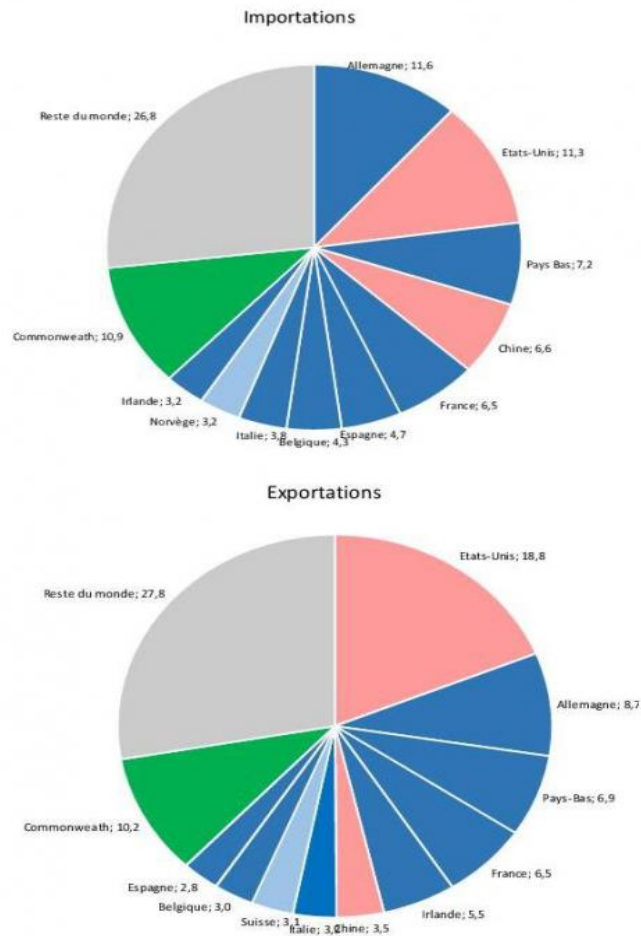
Nouvelle-Guinée, Fidji, etc.) dépendants économiquement de l’Australie et/ou de la Nouvelle-Zélande, comme des États d’Afrique australe (Eswatini, Lesotho, Namibie, Botswana, Mozambique, etc.) liés économiquement à l’Afrique du Sud, du Bangladesh lié à l’Inde, ou d’États membres liés entre eux (États d’Afrique de l’Est ou États des Caraïbes). Ainsi, le Commonwealth représente seulement 10 % du commerce extérieur britannique, et encore moins pour le Canada. S’il y a un « Effet Commonwealth » dans le commerce, il dépend avant tout des intérêts particuliers de chaque État, des logiques économiques régionales dans lesquelles ils se placent et des grandes tendances macro-économiques (décollage de l’Inde qui a forcément un impact sur le commerce mondial), et non d’un potentiel réflexe de préférence du Commonwealth dans l’établissement des liens économiques.

L’idée de substituer la sphère commerciale européenne par le Commonwealth apparaît extrêmement complexe, si ce n’est irréaliste à court terme. En effet, cela reviendrait à transformer en profondeur les structures du commerce international britannique, et donc son appareil productif, tant l’UE représente une part importante de celui-ci, et tant la place du Commonwealth apparaît plus marginale (actuellement 11 % des importations et 10 % des exportations britanniques), même si le Royaume-Uni constitue une porte d’entrée importante du marché européen pour certains pays exportateurs de produits agricoles, ou pourvoyeurs de services touristiques. En effet, l’UE représente environ la moitié du commerce extérieur britannique.



L’importance de l’UE dans le commerce international du Royaume-Uni (2018).

Sept des dix principaux partenaires commerciaux britanniques, importateurs ou exportateurs, font partie de l’UE.



De nombreux États européens parmi les principaux partenaires commerciaux du Royaume-Uni (2018).

Si le Royaume-Uni choisissait effectivement de privilégier le Commonwealth à l'espace régional européen, est-ce que les autres États membres feraient un choix similaire ? Ceci est peu probable puisque chaque État est intégré dans ses propres sphères économiques et commerciales régionales dont l'intérêt est plus évident pour eux que l'échelle du Commonwealth : l'UE pour Chypre, Malte et donc encore le Royaume-Uni, la communauté caribéenne (12 membres en font partie), l'Union douanière d'Afrique australe (5 membres), l'ALENA pour le Canada, l'Association Sud-Asiatique pour la Coopération régionale (SAARC) pour l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et les Maldives, ou la communauté d'Afrique de l'Est pour la Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda et le Rwanda.

De même, au-delà du Commonwealth, certains États membres sont déjà économiquement liés au Royaume-Uni par l'intermédiaire de l'UE. En effet, il existe des accords de libre-échange ou de coopération commerciale avec l'UE, de façon bilatérale (Cameroun, Afrique du Sud) ou par le biais d'organisations régionales (Communauté caribéenne ou communauté de développement d'Afrique australe). D'autres États membres mènent leurs propres négociations bilatérales avec l'UE (Inde, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Ceci montre que le Royaume-Uni n'a pas besoin de passer par le Commonwealth pour renforcer ses liens économiques avec des pays comme l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Australie et le Canada, voire qu'il serait même peut-être handicapé dans ses négociations bilatérales en étant isolé de l'UE. En effet, l'intérêt de ces partenaires éventuels est sans doute

d'établir prioritairement des relations commerciales avec l'ensemble de l'UE, un marché de plusieurs centaines de millions de consommateurs, plutôt qu'avec le seul Royaume-Uni.

Enfin, se pose la question de la faisabilité de la mise en place d'un véritable espace économique et commercial à l'échelle du Commonwealth tant la pluralité est importante entre les États membres – entre pays riches (Royaume-Uni, Canada, Australie, Singapour, etc.) et pays pauvres (Gambie, Malawi, Ouganda, etc. qui font partie des PMA), ou entre poids lourds démographiques (Inde, Pakistan, Bangladesh) et micro-États. Est-il possible à ce niveau de trouver des intérêts convergents dans le commerce des produits agricoles, des produits manufacturés, des matières premières ou des services dans une telle diversité de situations ?

La faisabilité se pose aussi au niveau géopolitique : outre la question encore sensible des relations entre les anciennes colonies et l'ancienne métropole, se pose aussi celle des relations conflictuelles entre des États membres. En effet, est-il possible de mettre en place des accords économiques comprenant à la fois l'Inde et le Pakistan au niveau du Commonwealth, quand il est compliqué d'en établir au niveau régional, au sein de la SAARC, qui a longtemps constitué plutôt une coquille vide qu'un véritable espace de projet économique ou politique ?

Les États membres du Commonwealth peuvent difficilement entrer dans un processus de véritable intégration, tant leurs priorités internationales en matière commerciale comme dans les perspectives géopolitiques sont différentes. Compte tenu de son hétérogénéité, le Commonwealth est avant tout une OIG et non un espace économique ou politique. Dans le contexte actuel, cette vision reflète alors l'idée que le Royaume-Uni « libéré » des contraintes européennes pourrait redevenir une puissance mondiale. Cependant, si le Commonwealth, comme l'Empire, la famille royale ou le NHS, constitue un élément majeur de l'identité britannique (et commune aux Anglais, aux Écossais et aux Gallois), évoqué comme tel dans les discours politiques nostalgiques, il peut apparaître désuet et dépassé pour une partie importante de l'opinion publique britannique, notamment parmi les jeunes générations (qui ont majoritairement voté pour rester dans l'UE). De plus, ce projet réinstalle l'idée que le Commonwealth est avant tout un héritage impérial, un vieux club impérial, et non une OIG post-impériale comme ses responsables et comme la majorité des États membres l'entendent et le défendent. Finalement, les autres membres du Commonwealth ne permettraient pas au Royaume-Uni post-Brexit de constituer un espace économique sur le modèle voulu par les brexiters.

Le Commonwealth est censé remplacer avantageusement l'Union européenne dans les échanges commerciaux. Que l'Australie et la Nouvelle-Zélande se tournent aujourd'hui davantage vers la Chine, le Canada vers les États-Unis, ou que l'Inde, talonnant désormais son ancienne puissance coloniale et appelée à la dépasser dans un avenir proche, se sente totalement autonome et souvent irritée par les prétentions de Londres, ne semble pas effleurer l'esprit des brexiters.

Un autre concept, l'anglosphère qui est l'ensemble des pays dont l'organisation socio-économique et la culture ont été fortement influencées par la colonisation britannique, est de plus en plus évoqué. Là aussi tout est censé tourner autour de l'Angleterre alors que Washington et non Londres en serait le centre, plus américanosphère qu'anglosphère donc. En outre, tous ces pays sont intéressés par le marché européen et ont négocié ou négocient des accords de libre-échange avec Bruxelles. Toute la rhétorique sur l'indépendance que le Brexit est censé procurer paraît bien illusoire.

4.2.1.3. L'Union européenne

Dans la Revue stratégique en matière de sécurité, de défense et de politique étrangère » *Global Britain* », Boris Johnson est resté quasi muet sur les rapports avec ses voisins européens. Une dizaine de lignes seulement sont consacrées à l'Union européenne, dont la reconnaissance du « rôle important » qu'elle a joué « dans la paix et la prospérité de l'Europe », mais assez peu de choses au final pour évoquer la relation de défense et de sécurité avec le premier partenaire économique du Royaume-Uni, un ensemble de 450 millions de citoyens partageant une histoire, une culture et une géographie communes.

Si les deux parties se sont dit satisfaites de l'approbation ce 28 avril 2021, par le Parlement européen de l'accord commercial conclu entre l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni, mettant un point final au douloureux chapitre du Brexit, la mise en Œuvre restera essentielle.

L'effritement tant annoncé des relations commerciales entre Londres et Bruxelles a commencé. Les plaques tectoniques ont commencé à s'éloigner.

Sur le plan des échanges, les exportations européennes vers le Royaume-Uni ont reculé de 20,2 %, quand les importations britanniques dans l'UE ont baissé de 47 % au cours des deux premiers mois de 2021, selon Eurostat.

A cela s'ajoutent d'autres points de friction, comme le récent différend sur l'approvisionnement en vaccins d'AstraZeneca, ou encore la menace de la France de prendre des « *mesures de rétorsion* » contre les services financiers britanniques si l'accord post-Brexit sur la pêche n'était pas mis en œuvre.

4.2.2. La Technologie : Suprématie informationnelle (hub technologie entre USA/UE)

Le Royaume-Uni est déjà une puissance scientifique et technologique. En plus de sa vaste base de recherche, il est classé quatrième dans le Global Innovation Index (2020), et un chef de file mondial de l'innovation appliquée avec un leadership dans la collecte de données et une grande capacité d'acquisition d'informations.

Rappelons qu'à l'époque victorienne, la Grande-Bretagne avait pu avoir une suprématie sur ses concurrents notamment grâce aux canaux de communication de l'époque tels que la machine à vapeur, le télégraphe... Eh bien, la société de l'information est l'équivalent de ces canaux de communication actuels.

Aujourd'hui, 99 % du flux d'information mondiale transitent par les 440 câbles sous-marins. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne semblent élaborer une stratégie conjointe pour garder une avance sur ces câbles sous-marins, tant en termes de pose, que de surveillance pour bloquer toute concurrence afin d'avoir une suprématie informationnelle.

En effet, Les États-Unis et le Royaume-Uni ont la capacité d'accès à un quart des échanges transatlantiques et européens, et peuvent interdire l'exploitation de câbles qu'ils n'ont pas la possibilité de contrôler dans l'Atlantique comme dans le Pacifique. En effet, une loi interdit les

propriétaires de câbles de se connecter à l'un des deux pays, s'ils ne sont pas d'ores et déjà présents géographiquement – par au moins leurs serveurs – dans le pays. Ajouter à cela le programme TEMPORA révélé lui aussi par Wikileaks et The Guardian, qui permet aux Britanniques la surveillance du trafic à une plus grande échelle que le programme PRISM.

Le Government Communications Headquarters (GCHQ, littéralement « quartier-général des communications du gouvernement) écouterait (et transmettrait aux Etats-Unis) la moitié des câbles sous-marins représentant 25 % du trafic mondial grâce à une loi britannique qui force ses entreprises à installer les sondes. Le programme Tempora fonctionne par partenariat forcé avec sept compagnies, British Telecom, Vodafone Cable, Verizon Business, Global Rossini, Viatel et Interoute qui sont censés laisser les autorités britanniques écouter. Tempora et PRISM sont révélateurs de la coopération plus ou moins volontaire des grandes sociétés mondiales avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni. C'est ce qui fait craindre aux ministères des Armées et de l'Europe et des Affaires étrangères françaises, un basculement de la guerre de l'information (et donc in fine vers une suprématie informationnelle) vers la cinétisation des câbles sous-marins, autrement dit vers la maîtrise des couches matérielles et logiques du cyberspace via la maîtrise (ou le sabotage) des câbles sous-marins, alors qu'aujourd'hui la guerre de l'information se focalise sur la couche sémantique. Pour conclure, les Anglais ont su se doter de services de renseignement cyber (de compétences dévolues anciennement au ministère de l'information), dès le moment où ils ont saisi la nécessité de protéger leur couche sémantique des velléités de la Russie. Cette réaction fait notamment suite aux événements concernant le Brexit et l'affaire Skripal, ou via cet affrontement ouvert avec la Russie, le récit national anglais a été remis en question.

Toutefois, leur partenariat avec les Etats-Unis semble peser suffisamment pour que celui-ci empêche en partie, le développement d'une véritable suprématie informationnelle britannique. Ce partenariat fait du Royaume-Uni, en dépit de lui-même, une porte d'entrée des Etats-Unis en Europe, du fait de la prédominance britannique dans le monde scientifique et médiatique européen.

Rappelons que le concept de suprématie informationnelle se définit comme « *une emprise sur ses alliés ou ses adversaires en les rendant dépendants, assujettis ou soumis à un processus de domination cognitive* ». La guerre de l'information quant à elle se conçoit comme « *Toute activité destinée à acquérir données et connaissances (et à en priver l'adversaire) dans une finalité stratégique, soit en s'attaquant à ses systèmes (vecteurs et moyens de traitement de l'information), soit en jouant sur le contenu, en visant une domination informationnelle. Sous son aspect offensif : toute opération recourant à la rumeur, à la propagande, à un virus informatique qui corrompt ou détourne le flux des informations ou données d'un adversaire qu'il soit un État, une armée, une entité politique ou économique...* ». Aussi, « *la part informationnelle occupe une place centrale « puisque [...] le principal champ de bataille est la conscience, la perception et les calculs stratégiques de l'adversaire. Le but est d'acquérir la « supériorité informationnelle* ».

L'action des acteurs non gouvernementaux, invisible « à l'œil nu », les ONG tentent également d'imposer leur grille de lecture informationnelle et contribuent à la mise en œuvre d'une stratégie britannique de suprématie informationnelle. Des ONG humanitaires parmi les plus influentes du monde « *La coopération et l'aide pour le développement international font partie intégrante du « soft and smart power* » britannique. Formalisées dans plusieurs livres blancs, elles visent à « *projeter l'image d'une nation généreuse* ».

Londres, capitale de l'information

Le Financial Times, dont les deux tiers des lecteurs se situent en dehors du Royaume-Uni, inculquent les valeurs du libéralisme et façonnent les esprits à Bruxelles, Tokyo, Shanghai ou New Dehli. Ses lecteurs acquièrent notamment leur vision de l'Europe et du monde à sa lecture. *The Economist* est l'hebdomadaire de référence à l'échelle mondiale. Imprimé simultanément dans six pays, il est lu par les élites au niveau mondial. La *BBC* jouit toujours d'une aura planétaire et reste la référence de toutes les radios et télévisions du monde. C'est d'ailleurs vers la *BBC* que s'est tournée la Chine pour former ses journalistes à un mode d'information post-maoïste. *Bloomberg* et *CNN* diffusent vers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique à partir de Londres. *Reuters* fondée à Londres fait partie des agences de presse mondiales et généralistes.

4.2.3. L'industrialisation

La Grande-Bretagne a connu la première révolution industrielle sous l'ère victorienne et s'est retrouvée avec une part exceptionnelle de son économie concentrée dans l'industrie.

Le déclin relatif de l'industrie fut l'un des thèmes de la bataille pour le Brexit : la désindustrialisation de la Grande-Bretagne serait la faute de l'Europe et de la mondialisation. Une étude publiée par le thinktank *La Fabrique de l'industrie* explique que, sur ce sujet comme sur bien d'autres, les partisans d'une sortie de l'UE ont fait fausse route. Les auteurs reviennent tout d'abord sur le déclin de l'industrie britannique, passée de 25 % du PIB en 1970 à seulement 9 % en 2016. Entreprise par Margaret Thatcher à partir de 1979, la politique de « laisser-faire » et de réorientation vers les services, notamment financiers, a conduit à abandonner des pans entiers de l'industrie.

Jusqu'à la crise de 2008, à partir de laquelle les pouvoirs publics ont voulu inverser la tendance et réindustrialiser le pays. Mais ce mouvement s'est fait pour l'essentiel grâce à des investissements directs étrangers : aujourd'hui, « *le Royaume-Uni [...] se positionne au deuxième rang européen pour l'accueil de projets industriels* ». En d'autres termes, c'est l'Etat qui avait enclenché la désindustrialisation du pays, et ce sont les investisseurs étrangers qui le réindustrialisent. Ce qui, dans un contexte de post-Brexit, met la Grande-Bretagne dans un « dilemme » : d'un côté, « *démontrer que le Royaume-Uni reste une économie ouverte* », de l'autre, « *prendre en compte le sentiment nationaliste et la perception que le rachat d'entreprises par des capitaux étrangers doit être davantage contrôlé* ».

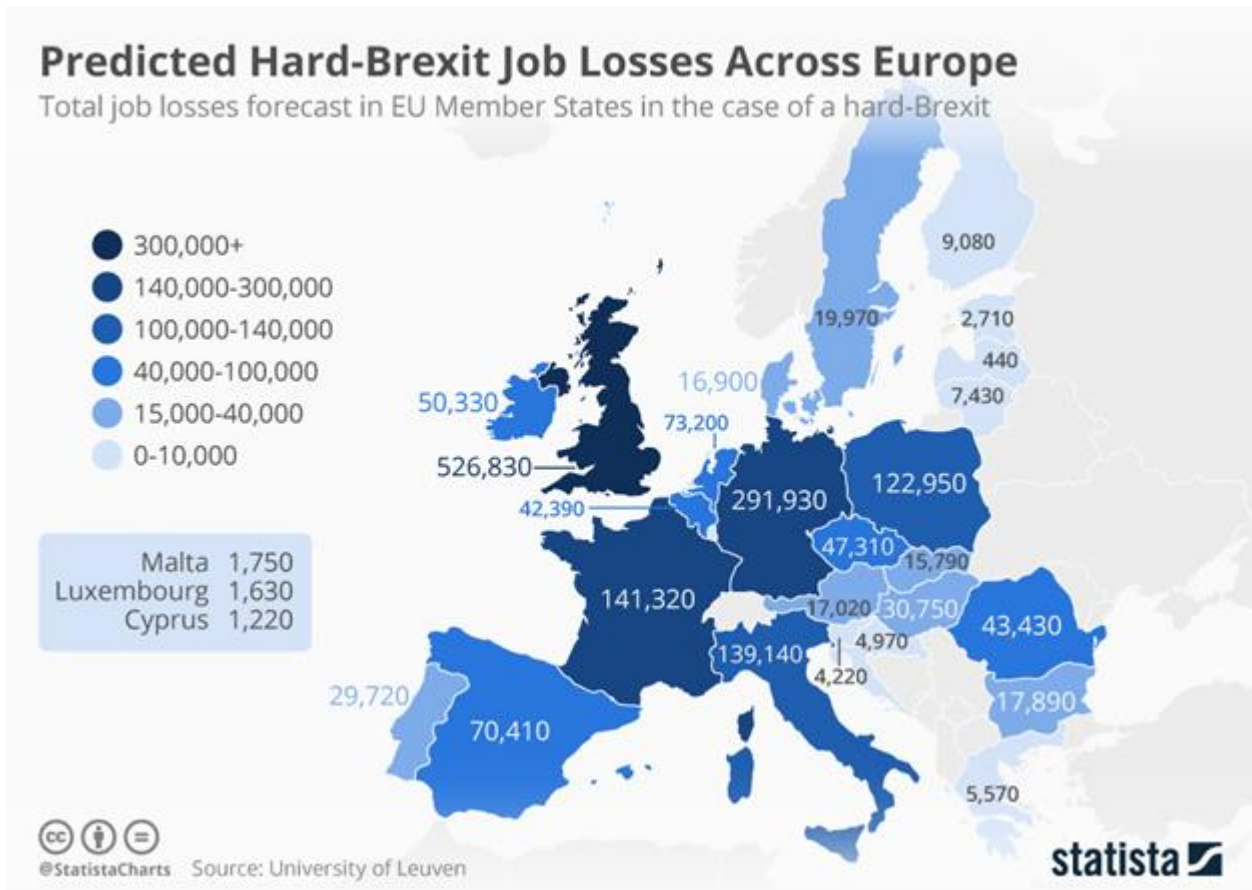
Dans sa stratégie de *Global Britain*, le gouvernement britannique préconise une révolution industrielle verte et se propose de devenir un leader de la technologie verte.

4.2.4. L'économie de service

Historiquement, l'expansion de ce secteur du Service en Grande-Bretagne a suivi de près le processus d'industrialisation. En fait, il a même marché de pair avec lui : ce processus a d'ailleurs constitué autant une « tertiarisation » de la population active « et même de la société tout entière ». Aujourd'hui, la capacité du secteur tertiaire à générer la « richesse des nations » n'est plus en doute, parfois jusqu'à près de 70 % du PIB de certains pays.

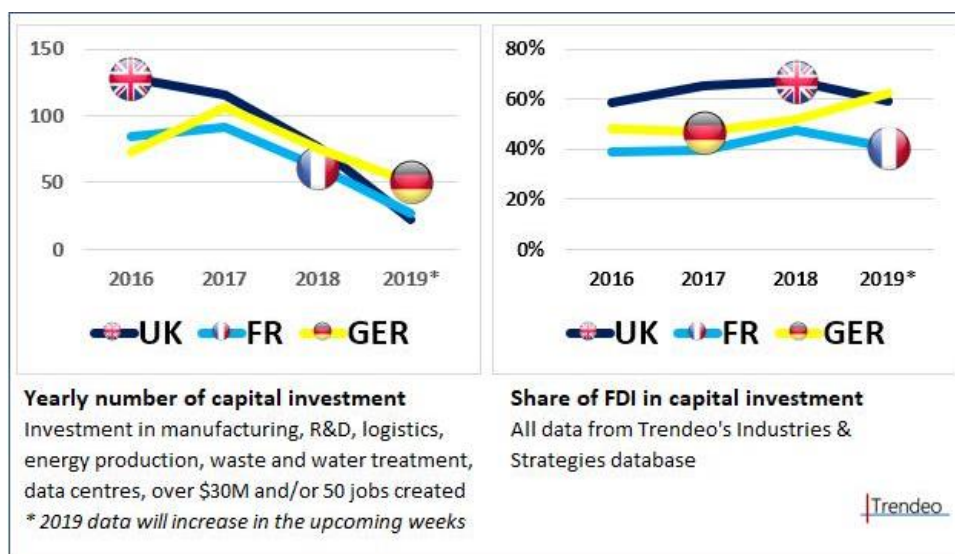
Faire de l'Angleterre un nouveau et prospère « Singapour sur la Tamise » était le mythe fondateur soutenu en 2017 par les tenants du Brexit. Mais après quatre ans, le mirage s'est révélé coûteux en termes d'emplois et d'investissements... mais 4 ans après, qu'en est-il réellement ?

Dès 2017, la Banque d'Angleterre projetait que 75 000 emplois pourraient être perdus à la suite du Brexit dans le seul secteur financier, pourtant considéré comme un fleuron de l'économie britannique. Selon une étude d'octobre 2020, des transferts d'actifs de plus de 1 200 milliards de livres du Royaume-Uni vers le Continent ont déjà été annoncés et 88 firmes (soit 40 % de l'échantillon couvert) du secteur ont déclaré publiquement déplacer une partie de leurs services vers Dublin, Luxembourg, Francfort ou Paris, et on peut supposer que davantage de mouvements se réalisent de manière discrète. Le Brexit est un facteur de réduction des emplois au Royaume-Uni. En janvier 2020, le journal Express, se fondant sur une étude réalisée par l'Université de Louvain, publiait une carte indiquant les pertes d'emplois attribuables au Brexit. Les pays les plus touchés sont le Royaume-Uni (près de 527 000), l'Allemagne (292 000) et la France (141 000).



Source : Statista, Portail de statistiques en ligne

À partir du printemps 2020, la crise de l'emploi dans l'ensemble de l'Europe s'est considérablement aggravée en raison du Covid-19, même s'il est difficile de distinguer les causes précises des licenciements. En plus des pertes d'emplois, les incertitudes créées par le Brexit ont conduit depuis 2016 à une diminution de l'ordre de 20 % des investissements prévisibles des entreprises britanniques, d'après une étude de la Banque d'Angleterre.



Source : www.trendeo.net

Depuis 2016, dans les 3 pays, le nombre d'investissements diminue, le rythme est légèrement plus élevé pour le Royaume-Uni. En quatre ans, ils perdent leur première place au profit de l'Allemagne. Le 2e graphique montre que cette baisse n'affecte pas les investisseurs étrangers qui quitteraient le Royaume-Uni (la part des IDE est plutôt stable). Il s'agit donc plus probablement d'une attitude de statu quo affectant les investisseurs nationaux et étrangers plus que des IDE quittant le pays en masse. Il faudra un certain temps pour voir si le Royaume-Uni retrouve sa première position.

4.2.5. La Finance : La City de Londres

Londres n'est plus la première capitale financière d'Europe, mais reste le second centre financier mondial.

Le Brexit fait perdre des parts de marché à la City. Selon le cabinet d'audit Ernst & Young, la City et les puissants services financiers de Londres perdent des parts de marché en courtage de dérivées et d'actions face à la concurrence d'Amsterdam et de Dublin en Europe et des Etats-Unis. Barclays, Bank of America ou encore Revolut sont parmi les grands noms qui ont déménagé tout ou partie de leurs emplois en Irlande. Pas encore établie comme un « hub » des bourses internationales, la première ville d'Irlande entend devenir un centre de la fintech, la technologie de la finance. Seule capitale anglophone de l'UE, multiculturelle, Dublin compte sur son statut de cœur européen de la Tech : Google, Facebook, Twitter y ont déjà leur siège depuis plus de dix ans. Le dernier des GAFAs, Amazon, vient tout juste de s'implanter, créant un réseau de 8000 emplois pour contourner les tracasseries administratives liées au Brexit.

La City de Londres, haut lieu de la finance mondiale, a perdu sa première place au profit de la place d'Amsterdam pour ce qui concerne les volumes de transaction sur les actions européennes, soit la moitié de ces volumes au mois de janvier, mais aussi au profit de Paris et de Francfort. Ce volume a été multiplié par quatre par rapport au mois de décembre. Du côté de Londres, on s'est contenté d'une moyenne de 8,6 milliards d'euros par jour.

La raison de ce décrochage de la City est simple : l'accord commercial post-Brexit signé in extremis par le Royaume-Uni et l'Union européenne ne contient aucune disposition particulière pour les services financiers. Les opérateurs britanniques n'ont obtenu aucun statut qui leur aurait permis de continuer leur travail sur les marchés européens comme avant. Faute d'accord sur le sujet, la City dépend désormais des « *équivalences* » que Bruxelles voudra bien lui accorder. Sur les trente-neuf existantes, le Royaume-Uni n'en a obtenu que deux. Il n'a pas eu celle sur les Bourses en particulier, ce qui explique que les flux boursiers soient partis à Amsterdam.

Les Européens ont rapatrié sur leur sol pratiquement la moitié du volume d'activité traité habituellement par les banques et les courtiers anglais. Si Amsterdam est en très bonne place, Paris est en bonne position avec 6 milliards d'euros échangés en moyenne à chaque séance sur la place financière française, contre 4 milliards en décembre 2020. Francfort en profite également avec près de 6 milliards également en janvier 2021.

4.2.6. La Diplomatie

Le document prospectif du *Global Britain* prône une « *bascule* » diplomatique et militaire vers la zone indopacifique, et affirme l'ambition britannique de jouer, de nouveau en solo, un rôle mondial.

En plus de la diplomatie publique classique et parallèle qui se définit comme une diplomatie de ressort non gouvernementale menée par différents acteurs privés, comme des universitaires, des syndicats, des ONG, des Thinktank, des associations, des laboratoires et centres de recherche, etc., le Projet *Global Britain* préconise une diplomatie sectorielle telle que :

La Diplomatie réglementaire : auprès des gouvernements, des organismes de normalisation et d'industrie pour influencer les règles, les normes et les standards - en particulier dans des domaines tels que l'espace, le cyberspace, les technologies émergentes et les données. Un large éventail de partenaires seront également concernés : entreprises technologiques, organismes de normalisation, société civile et universités - dans un nombre croissant d'institutions internationales spécialisées.

La Diplomatie Science & Technology : renforcer ses relations dans le monde et soutenir les intérêts stratégiques du Royaume-Uni dans le domaine de la S&T, en s'appuyant sur son réseau de science et d'innovation dans plus de 40 pays et nos pôles de recherche et d'innovation en Afrique, au Moyen-Orient et en Inde.

La cyberdiplomatie : sera un élément critique de sa cyber puissance, avec son réseau d'agents réparti sur les six continents. En plus des programmes de renforcement des capacités en cybersécurité.

La Diplomatie de sécurité nationale : grâce à ses agences de renseignement, la Grande-Bretagne compte renforcer la dissuasion pour lutter contre les menaces étatiques, le terrorisme et la criminalité à l'étranger, avant qu'ils n'atteignent le Royaume-Uni. Règlement des différents conflits et instabilité par la prévention : dans le cadre d'une approche plus efficace et ciblée.

La Diplomatie juridique : soutenir les sociétés ouvertes par le renforcement des capacités et la réforme de la justice et la promotion des services juridiques britanniques, en veillant à ce que les principes et les valeurs du système britannique restent la norme mondiale.

L'élaboration d'une base de données diplomatique : en utilisant des informations mondiales pour cibler plus efficacement ses interventions diplomatiques à l'étranger.

4.2.7. Le Soft-Power britannique

4.2.7.1. Son rayonnement scientifique

Si l'empire n'est que vestiges, le soft Power britannique s'exprime par son rayonnement scientifique. Avec 128 lauréats, la Grande-Bretagne est la 2e nation la plus nobélisée (après les Etats-Unis) : Rudyard Kipling, le papa de Mowgli (littérature), Winston Churchill (littérature) ou encore Harold Pinter (littérature) font partie des gagnants. Tout comme Amnesty International, qui reçut, à l'instar d'une vingtaine d'autres associations, le prix Nobel de la paix en 1977 pour son action dans le monde.

Dans la nouvelle stratégie « Global Britain », le Royaume-Uni veut devenir un « *superpouvoir scientifique et technologique* » et compte sur la BBC et le British Council pour cela., dans la *Revue intégrée*, il s'engage à faire de la lutte contre le réchauffement climatique « *une de [ses] priorités internationales* ». Londres entend dépenser jusqu'à 2,4 % du produit intérieur brut (PIB) du pays à la recherche et développement d'ici à 2027 et « *au moins 800 millions de livres sterling* » dans une nouvelle agence gouvernementale, l'ARIA (Advanced Research and Invention Agency), une sorte de Darpa, l'agence américaine de financement de projets à but militaire qui a contribué à la création d'Internet, à l'anglaise. Transformer le pays en Silicon Valley géante ? Il en est très loin, mais le Royaume-Uni a de solides arguments :

1) Un vivier important de chercheurs : Dans la liste mondiale des chercheurs fréquemment cités en 2019 révélant les meilleurs talents dans le domaine des sciences et des sciences sociales, la Grande-Bretagne arrive en 3e position après les Etats-Unis et la Chine avec 516 chercheurs fréquemment cités, soit 8,3 % des chercheurs les plus cités.

Après le Brexit, le Royaume-Uni reste dans Horizon Europe, le principal programme de financement européen, doté de 95 milliards d'euros de 2021 à 2027. Il était dans l'intérêt général que les universités britanniques, parmi les plus pointues, continuent à collaborer avec celles du continent. De 2014 à 2020, le Royaume-Uni a été le deuxième pays européen à recevoir le plus de fonds d'Horizon, avec 7,2 milliards d'euros, après l'Allemagne et devant la France. Le Royaume-Uni reste aussi dans le projet Copernicus, une constellation de satellites d'étude de la planète et du climat, ainsi que dans ITER, un projet de recherche sur la fusion nucléaire, situé à Cadarache.

Outre l'aspect financier, il est à noter le maintien des universités britanniques au sein des réseaux européens.

2) Un Enseignement supérieur attractif

Le Royaume-Uni bénéficie d'un dispositif d'enseignement supérieur et de recherche (ESR) de tout premier plan qui est constitué de plusieurs universités prestigieuses et tout particulièrement attractives. Cette position phare et de leader au niveau international est périodiquement confirmée par la parution du classement ARWU (Academic Ranking of World Universities 2019 — « le classement de Shanghai ») qui pointe trois universités britanniques [Cambridge, Oxford et UCL (London's Global University)] dans le top 15 ; des universités de grand prestige (Oxford, Cambridge Imperial College) qui se sont encore distinguées depuis le début de la pandémie : c'est à Oxford qu'a été conçu le vaccin produit par AstraZeneca déployé à l'échelle du globe.

Fort de plus de 200 000 enseignants-chercheurs britanniques et étrangers, le Royaume-Uni est l'une des destinations les plus attractives et compétitives d'Europe dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ses nombreuses universités, dont l'excellente réputation n'est plus à faire, continuent d'accueillir un nombre toujours croissant d'universitaires dans des domaines divers et variés (sciences humaines et sociales, médecine, biosciences, linguistiques, physique...).

Le Royaume-Uni parie donc dans son projet *Global Britain* sur sa capacité à maintenir son excellence et son influence mondiale par ses propres moyens, suivant sans doute le modèle des Etats-Unis. Avec un financement public qui se réduit constamment depuis le début des années 2000 (Marginson, 2018), le pays ne dispose toutefois pas du même potentiel offert par la philanthropie privée qui

permet aujourd'hui aux grandes universités américaines d'entretenir leur prééminence par des bourses, des chaires, des postdocs et des programmes de recherche.

De plus, en se privant du flux entrant des boursiers Erasmus+, le Royaume-Uni risque à long terme de perdre l'un de moteurs les plus puissants de son soft Power. L'influence des établissements britanniques risque de pâtir aussi de l'arrêt de la mobilité des personnels enseignants et administratifs, et surtout de leur éloignement progressif des divers consortiums, coalitions et groupements d'universités européennes qui se constituent de plus en plus nombreux pour bénéficier des financements de recherche européens.

4.2.7.2. Le British Council

Outil d'influence, le British Council sert la stratégie du Royaume-Uni en matière de politique étrangère. Le British Council est un réseau d'instituts culturels et linguistiques disposant de 179 antennes dans 107 pays, selon son rapport annuel publié en 2017. Il atteint 100 millions de personnes dans plus de 100 pays et 3 programmes de bourses du gouvernement sont disponibles pour la prochaine génération de leaders mondiaux : les bourses du Commonwealth, Marshall et Chevening.

Près de 500 000 étudiants étrangers ont choisi d'étudier au Royaume-Uni en 2019, ce qui le place à la position de deuxième destination la plus populaire. Plus d'un pays sur quatre dans le monde a un chef d'État ou de gouvernement formé au Royaume-Uni.

Il a été fondé en 1934 et poursuit des objectifs définis dans une Charte royale, principalement la "promotion de la connaissance du Royaume-Uni" et de la langue anglaise à travers le monde. Il faut rappeler que l'anglais demeure la langue la plus parlée au monde avec 2 milliards de locuteurs. C'est la langue de la mondialisation, de la recherche, de l'information, de l'Internet (à 80 %). L'anglais est vecteur d'une culture populaire mondiale à travers la tradition monarchique, la littérature et le folklore insulaires (Punk, Britpop, Harry Potter, Downton Abbey, The Crown, Peaky Blinders, ...). Il développe également des programmes de coopération dans les domaines de l'éducation, de la science ou de la culture, et disposait d'un budget de 1,1 milliard de livres (1,24 milliard d'euros) pour l'exercice 2016-2017. Dans son plan de développement pour les années 2017-2021, l'institution s'est fixée comme objectif de "maintenir et renforcer les liens avec les pays de l'Union européenne et souhaitait également "consolider" ses positions dans les pays à "forte croissance économique" que sont la Chine ou l'Inde.

En dix ans, le nombre d'étudiants chinois au Royaume-Uni a été multiplié par deux, et leurs frais de scolarité soutiennent désormais pour partie les campus. Ils représentent ainsi plus de 20 % des revenus des campus de Glasgow, Manchester, Edimbourg, University College de Londres ou Warwick. Cette dépendance financière suscite aussi de plus en plus de nervosité dans les rangs du Parti conservateur, qui s'inquiète des menaces à la sécurité nationale et aux libertés académiques qu'elle pourrait représenter. Parmi les dernières en date, ces informations parues dans le *Daily Telegraph* du 2 mars, expliquant que des chercheurs, sur les campus de Cambridge, Edimbourg et Manchester, ont « *publié des dizaines de publications* » en collaboration avec des collègues d'un institut chinois, la China Academy of Engineering Physics (CAEP), pourtant placée sur une liste noire par Washington pour ses liens avec l'arsenal nucléaire de Pékin.

4.2.7.3. La monarchie britannique

La Reine et la famille royale sont un atout et un élément déterminant du soft Power britannique dont les événements familiaux, mariages, naissances et obsèques sont suivis avec ferveur dans le monde entier. La reine Elizabeth II est à la tête non seulement du Royaume-Uni, mais aussi de 15 pays du Commonwealth britannique. Elle dirige également le Commonwealth des nations, une organisation intergouvernementale de 53 États membres qui étaient pour la plupart des territoires de l'Empire britannique et qui reconnaissent maintenant le monarque britannique comme un symbole de libre association. Elisabeth II porte le titre de chef du Commonwealth (*Head of the Commonwealth*), tout en étant reine de 16 États membres sur 53. Ce titre est avant tout un titre honorifique et les fonctions exécutives sont assurées par un secrétaire général totalement indépendant du gouvernement et de la diplomatie britannique. Les jeux du Commonwealth, successeurs des jeux de l'empire britannique et rassemblant tous les quatre ans 71 « nations » sont également des moments forts de soft-Power.

4.2.8. La défense

Dans le « *Global Britain in a competitive age* », Boris Johnson consacre trois pages entières à la nouvelle stratégie de défense du Royaume-Uni, justifiant la nécessité de l'arsenal nucléaire britannique pour garantir la sécurité du pays, le rôle de cette composante dans la défense collective de l'OTAN, les coopérations avec la France ou encore l'engagement britannique en faveur de la maîtrise des armements, de la non-prolifération et du désarmement.

4.2.8.1. Modernisation de son armée

Le Royaume-Uni veut trouver une nouvelle place sur la scène militaire internationale. Ben Wallace, le ministre britannique de la Défense, a présenté la stratégie de modernisation des forces armées du Royaume-Uni. Le projet prévoit une nouvelle réduction d'effectifs de 10.000 soldats, parallèlement à un accroissement des investissements dans des technologies comme des robots et des drones ainsi que dans les "cyberguerres".

Le projet prévoit également de disposer de "*davantage de navires, de sous-marins, de marins*" et la transformation des Royal marine en une nouvelle unité baptisée "Futur Commando Force (FCF)". La FCF sera chargée de "*protéger les voies de navigation et maintenir la liberté de navigation*" et recevra plus de 200 millions de livres (232 millions d'euros) d'investissements directs au cours de la prochaine décennie. Un nouveau navire de surveillance de la Royal Navy entrera en outre en service d'ici 2024 avec un équipage d'environ 15 personnes, destiné à protéger les câbles sous-marins britanniques et d'autres infrastructures. Parallèlement, une autre brigade sera créée, la Brigade d'assistance aux forces de sécurité, destinée à fournir des conseils et une formation aux pays partenaires alliés. Des investissements supplémentaires pour "*le renseignement, la surveillance et la reconnaissance, pour*

la guerre électronique, pour les capacités de frappe ainsi que pour des capteurs améliorés et des mesures défensives".

En novembre dernier, le Premier ministre conservateur Boris Johnson avait annoncé un investissement dans la défense d'un montant sans égal depuis 30 ans, avec l'ambition de devenir "*la première puissance navale en Europe*". Il avait fait état de dépenses supplémentaires de 24,1 milliards de livres (28 milliards d'euros) sur quatre ans par rapport au budget de 2019. Ainsi, le Royaume-Uni compte investir 190 milliards de livres (221 milliards d'euros) dans la défense dans les quatre années qui viennent, soit 2,2 % de son PIB.

La Royal Air force n'est a priori pas laissée de côté. Les Britanniques assurent vouloir continuer d'accroître leur flotte de F-35, un avion de combat développé par le constructeur américain Lockheed Martin. Mais des interrogations demeurent sur le calendrier de retrait de certains vieux appareils et leur remplacement. Le ministère de la Défense a par ailleurs réaffirmé son souhait d'investir dans le Futur Combat Air System (FCAS). Un programme reposant sur un avion de chasse de sixième génération qui pourrait venir concurrencer le projet similaire développé par la France, l'Allemagne et l'Espagne, le système de combat aérien futur (SCAF).

Le secteur du cyber, avec un budget de 500 millions de livres sterling annoncé (580 millions d'euros), le domaine du spatial (plus de 5 milliards sur dix ans), et globalement toutes les technologies permettant d'affronter les nouvelles menaces hybrides, apparaissent comme les grands gagnants de cette redéfinition des ambitions militaires britanniques. La marine bénéficie aussi d'un programme détaillé de projets pour la « *renaissance* » de l'industrie navale dans le but, en particulier, de la rendre plus opérationnelle dans la région indopacifique, que les Britanniques, comme toutes les grandes puissances militaires, ont dans leur viseur en raison de l'expansionnisme chinois.

4.2.8.2. La dissuasion nucléaire

Le document inclut un paragraphe dans lequel le gouvernement britannique réévalue à la hausse le nombre de têtes nucléaires jugé requis pour assurer la crédibilité de sa dissuasion. Le Royaume-Uni s'autorise à relever de 180 à 260 son stock d'ogives nucléaires, une première après trente ans de réduction de ses capacités.

Le Royaume-Uni, l'une des cinq puissances nucléaires reconnues par le Traité de non-prolifération (TNP), s'était engagé lors de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération de 2010 à « réduire son stock d'ogives nucléaires opérationnelles de 20 %, c'est-à-dire [de 225] à 180 [et] à éliminer les ogives retirées ». Le nombre maximum d'ogives « disponibles opérationnellement » ne devait pas dépasser 120. Pourquoi un tel revirement britannique et pourquoi maintenant ?

Le message de fermeté s'adresse ostensiblement à la Russie et à la Chine accusées de se surarmer, d'investir massivement dans des technologies déstabilisatrices telles que les missiles hypersoniques, les attaques cyber ou l'intelligence artificielle. Toutefois, il est difficile de trouver la moindre logique dans la réponse consistant à ajouter quelques dizaines d'ogives nucléaires à un arsenal, certes bien inférieur à celui des Etats-Unis et de la Russie, mais déjà capable de transporter à bord de chacun des quatre sous-marins *Trident* l'équivalent de 222 charges nucléaires de type Hiroshima.

Pourquoi une coopération avec l'Europe est-elle absente de cette vision ? S'agit-il de renouer avec la puissance militaire perdue de l'Empire britannique ? Est-ce pour accompagner une éventuelle guerre économique ?

Au vu des interrogations suscitées par ces annonces, Ben Wallace, le secrétaire à la défense, a donné un autre indice de la réflexion en cours. Dans une interview au *Sunday Times*, le 12 janvier, M. Wallace s'est alarmé du retrait américain du leadership mondial. Ce souci, a-t-il dit, l'« empêche de dormir » et le convainc d'une chose : le Royaume-Uni doit « *diversifier ses forces armées* », afin de pouvoir se défendre, le cas échéant, sans les Américains.

4.3. Crédibilité du projet « Global Britain »

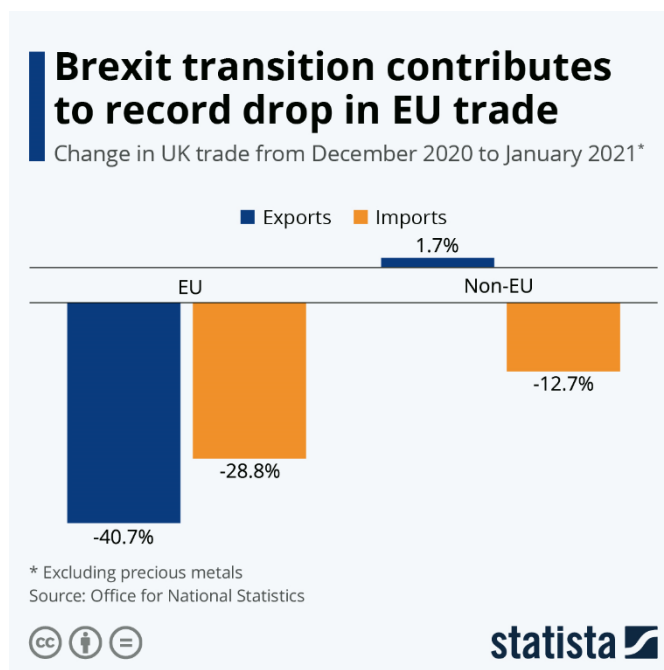
Le Brexit a ébranlé l'Europe, mais également la cohésion du Royaume-Uni.

4.3.1. Le Royaume-Uni à l'écart des principaux accords européens

Après de longues négociations, l'Union européenne et le Royaume-Uni sont parvenus à un accord le 24 décembre 2020 pour sceller leur nouvelle relation. L'accord de 1 248 pages a pour but de fixer un nouveau cadre légal à la suite du Brexit.

Depuis l'entrée en vigueur du Brexit le 1er janvier 2021, le Royaume-Uni se retrouve à l'écart des principaux accords européens en matière d'économie, de commerce. Après avoir quitté l'Union européenne, le pays n'est plus membre de l'Espace économique européen ni de l'Union douanière de l'UE. Un accord de libre-échange prévoit le retour des contrôles douaniers (qui avaient été supprimés en 1993). Le montant des échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Union européenne est d'environ 700 milliards d'euros par an. Le Brexit intervient alors que l'Union européenne représente 49 % de ses échanges (60 % en y ajoutant les partenaires internationaux de l'Union), loin devant les Etats-Unis (15 %) et le Commonwealth (8,7 %).

Deux mois après ce changement de statut, les conséquences se font déjà sentir. Chaque exportation vers l'Union européenne nécessite désormais de lourdes déclarations, en particulier pour l'agroalimentaire. Selon la Chambre de commerce britannique, la moitié des exportateurs du pays ont déclaré avoir des difficultés à faire face aux nouvelles démarches administratives. Et une fois ces procédures maîtrisées, certaines entreprises internationales pourraient être tentées de se réorganiser hors du Royaume-Uni, afin de contourner ces obstacles et leurs coûts. D'après la Commission européenne, le Brexit pourrait faire perdre plus de 2 points de croissance à l'économie britannique d'ici fin 2022.



Source : Statista, Portail de statistiques en ligne

Selon les chiffres publiés le 11 mars 2021 par l'Office national des statistiques (ONS) britannique, le commerce extérieur du Royaume-Uni est en net recul en janvier :

- Les exportations de biens ont plongé de 19,3 % à 5,3 milliards de livres à cause d'une dégringolade de près de 41 % des exportations vers l'UE ;
- Les importations de biens se sont écroulées de 21,6 % en janvier, à cause d'un plongeon de 2,9 % des achats de biens en provenance de l'UE

Le Brexit aurait coûté en deux ans au Royaume-Uni 52 milliards de livres (soit environ 58 milliards d'euros), en plus de l'impact de la crise sanitaire qui a fortement touché le pays en 2020.

Dans un avenir proche, le Brexit devrait coûter plus cher au Royaume-Uni que l'ensemble de sa participation financière au budget de l'Union européenne. Une analyse de *Bloomberg Economics*, basée sur les pertes liées au ralentissement de la croissance économique, a révélé que la décision de quitter l'UE avait déjà coûté 153 milliards d'euros au Royaume-Uni, un chiffre qui devrait grimper à plus de 230 milliards d'euros d'ici la fin de l'année. Depuis 1973, le total des contributions du Royaume-Uni au budget européen s'élève à environ 252 milliards d'euros (ajusté de l'inflation), selon les chiffres de la Bibliothèque de la Chambre des communes. La participation britannique au budget de l'UE était l'un des arguments clés de la campagne pour le vote en faveur du Brexit, mais il semble que le projet de divorce lui-même soit finalement plus coûteux que les 47 années d'adhésion à l'association politico-économique européenne.

La facture salée du Brexit

Prévision du coût du Brexit pour le Royaume-Uni comparée à sa contribution au budget de l'UE



Coût estimé du Brexit de 2016 à fin 2020 *



Total de la contribution du Royaume-Uni au budget de l'UE (1973-2020)

* Calcul basé sur les pertes en matière de croissance économique.
Sources : Bloomberg Economics, Bibliothèque de la Chambre des Communes, Business Insider



statista

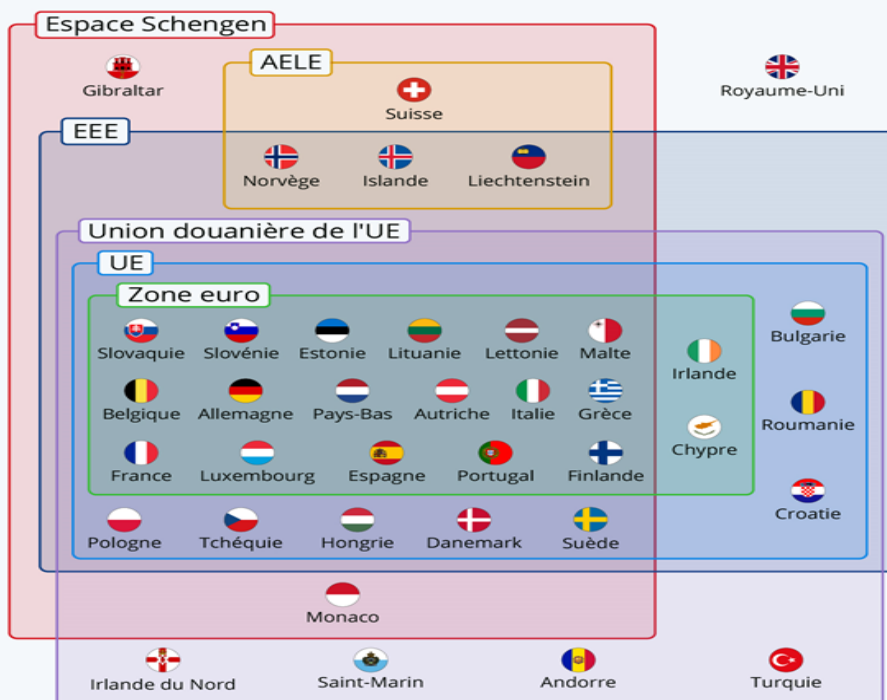
Source : Statista, Portail de statistiques en ligne

Le pays a enregistré une contraction de son PIB nettement plus marquée que les autres grands États européens et une baisse de la livre sterling. Depuis 2016, le pays a connu une baisse des investissements et la relocalisation de plusieurs institutions financières ou européennes communautaires sur le continent.

Comme le montre le graphique ci-dessous, la situation est légèrement différente en Irlande du Nord (territoire britannique), qui, techniquement, n'est plus membre de l'Union douanière de l'UE, mais bénéficie de dispositions spéciales pour ses échanges avec la zone (assimilables à celles de l'Union douanière).

Les conséquences de la stratégie du Brexit

Statut du Royaume-Uni dans les accords européens en matière d'économie, de commerce et de voyages



Source : recherches Statista



statista

Source : Statista, Portail de statistiques en ligne

4.3.2. Cohésion nationale

Les citoyens des provinces britanniques – Irlande du Nord et Ecosse – qui n'ont pas voté majoritairement pour quitter l'Union européenne ont bon droit de se demander pourquoi l'idée de souveraineté, mise en avant par M. Johnson au nom du seul nationalisme anglais pour justifier la rupture avec l'UE, ne s'appliquerait pas chez eux.

La cohésion britannique est déjà menacée. En effet, les Britanniques ont voté à 51,9 % pour le Brexit en 2016, mais en y regardant de plus près, 62 % des Ecossais se sont opposés à la sortie de l'Union européenne. Selon le dernier sondage mené par l'institut Savanta ComRes, mi-décembre, 58 % des Ecossais soutiennent désormais une rupture avec le Royaume-Uni.

L'Ecosse est un pays majoritairement rural qui a prospéré grâce au marché unique dans ses quatre composantes : libre circulation des biens, des services, des capitaux, mais aussi des personnes. L'Ecosse a vraiment besoin de cette main-d'œuvre étrangère, notamment européenne, pour des raisons économiques et démographiques. Les indépendantistes (SNP) ont eu la majorité soit 47 % aux élections du 6 mai, lors du vote pour exiger un nouveau référendum. La Première ministre, Nicola

Sturgeon a déjà annoncé son souhait d'organiser un nouveau référendum certainement après la crise sanitaire du Covid-19.

Le Brexit menace également la paix en Irlande du Nord. La République d'Irlande, qui a pu compter sur le soutien de l'Union européenne, subit gravement le contrecoup du Brexit sur le plan économique et commercial. Son économie est étroitement imbriquée dans celle de son voisin et sa situation géographique la rend dépendante du Royaume-Uni pour ses échanges avec le continent, mais le Brexit compromet non seulement le bon fonctionnement de ses échanges, mais aussi la qualité de ses relations avec son voisin. Dans la mesure où elle est l'Etat membre le plus affecté par le Brexit, l'Irlande s'est vu accorder la somme d'un milliard € du fonds d'aide européen pour compenser l'impact négatif du Brexit sur son économie.

L'éruption de violence, quatre mois après la sortie du Royaume uni de l'UE, est le résultat d'un cocktail aux multiples ingrédients. Les restrictions liées au Covid-19, dans ces quartiers très pauvres d'Irlande du Nord, en sont un, comme pour d'autres accès de violence ailleurs en Europe. Les descentes de police ces derniers mois contre des groupes paramilitaires unionistes, liés à des trafics divers, en sont un autre. Mais le principal ingrédient de la colère des unionistes est lié au Brexit. Depuis le 1^{er} janvier, il existe une frontière commerciale entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, c'est-à-dire au sein d'un même pays. Si la circulation des personnes est libre, les marchandises sont en revanche contrôlées au niveau des ports et des déclarations d'exportation en douanes doivent être remplies. Pour un unioniste, dont la raison d'être est l'unité du Royaume-Uni, c'est un cauchemar : l'Angleterre, la « *mère patrie* », s'est soudain éloignée de l'Irlande du Nord.

L'unité irlandaise serait-elle la seule solution politique pérenne pour l'Irlande du Nord après le Brexit ? L'idée du référendum, dont la perspective pouvait paraître lointaine avant le Brexit, est devenue beaucoup plus plausible. Les Nord-Irlandais auraient le choix, dans un délai réglementaire, d'opter pour le prolongement du *statu quo* ou pour le rattachement à la République d'Irlande, ce qui aurait l'avantage de réintégrer la province britannique dans l'Union européenne. Si une majorité en faveur d'une Irlande unie se dégageait du scrutin, un second référendum aurait lieu au Sud. Mais l'aboutissement de façon concertée et pacifique à un tel changement de statut requiert beaucoup d'efforts de part et d'autre du clivage communautaire et l'instauration d'un véritable dialogue qui intègre toutes les parties prenantes.

Alors qu'approchent les 100 ans de l'indépendance irlandaise, ces problèmes ont de quoi faire bouger les lignes sur l'épineux dossier de la réunification des deux Irlande. Un récent sondage réalisé pour la BBC montrait que 49 % des Nord-Irlandais veulent rester dans le giron du Royaume-Uni... mais 43 % veulent désormais en sortir. Les Nord-Irlandais très partagés sur l'accord de Brexit conclu avec l'UE.

4.3.3. L'économie fragilisée

L'économie britannique présente plusieurs déséquilibres. Le Royaume-Uni est particulièrement dépendant économiquement de sa capitale, la région du grand Londres concentrant 27,5 % de la création de la richesse nationale en 2018, et la production par habitant y étant 1,7 fois plus élevée

que la moyenne nationale (rapport de 1,6 entre l'Île-de-France et la moyenne française). Surtout, le pays fait face à un déficit de productivité, avec une productivité par travailleur inférieure de 12 % à la moyenne de celle des pays du G7 en 2018, d'après l'OCDE. Cette situation résulte notamment d'un investissement faible et de dépenses en R&D inférieures à la moyenne européenne (1,7 % du PIB en 2018 contre 2,0 % pour UE et 2,8 % pour les Etats-Unis). En freinant les investissements, les incertitudes du Brexit auraient aussi contribué à accentuer le déficit de productivité du pays. Une étude de la Banque d'Angleterre indiquait en août 2019 que le vote en faveur du Brexit aurait conduit à une baisse d'environ 11 % de l'investissement des entreprises britanniques et de 2 à 5 % de leur productivité en trois ans. La crise du Covid a fortement affecté le Royaume-Uni, dont le PIB s'est contracté de 2,5 % au T1 2020 et de 19,8 % au T2, une chute d'activité plus prononcée que chez ses voisins. Le gouvernement a réagi promptement en annonçant lors du Budget de mars 2020 des mesures de soutien inédites, dont la création d'un dispositif de chômage partiel (*furlough*). En juillet 2020, l'*Office for Budget Responsibility* estimait que le déficit public pourrait atteindre 19 % du PIB, tandis que la dette dépasserait 106 % du PIB, soit un niveau jamais atteint au cours de 60 dernières années. Le PIB a rebondi de +15,5 % au troisième trimestre 2020, mais les perspectives économiques restent floues, le pays cumulant des incertitudes liées à la pandémie à celles liées à la mise en œuvre du Brexit.

Cependant, cette économie a des atouts tels que la pratique de l'intelligence concurrentielle et plus largement de la culture offensive du renseignement économique qui sont bien ancrées dans les grands groupes britanniques.

Bien qu'il existe en Grande-Bretagne une césure entre les entreprises et la sphère publique, le gouvernement apporte aux exportateurs et aux PME un appui non négligeable pour les initier à la démarche d'intelligence économique (compétitive intelligence). Grâce à des « Business Links », organisations en réseaux d'appui et de diffusion des pratiques et d'information à valeur ajoutée, lancées au début des années 90, ces entreprises peuvent trouver l'expertise dont elles ont besoin pour développer des capacités à faire de l'intelligence économique. Les opérateurs de Business Links sont basés dans chaque région, il en existe 45 en Grande-Bretagne. Les dirigeants de petites entreprises peuvent désormais se comparer et trouver des ressources telles que des fiches pratiques consultables en fonction des problématiques « marché » rencontrées (benchmarking, banques des meilleures pratiques en matière de compétitivité, fiche sur le « general business and market intelligence », fiche sur le « local business intelligence »...) grâce à des services intitulés « connect » ou « Benchmark Index ».

Le gouvernement britannique incite donc les petites entreprises à développer leurs capacités à faire de l'intelligence économique.

4.3.4. La pauvreté

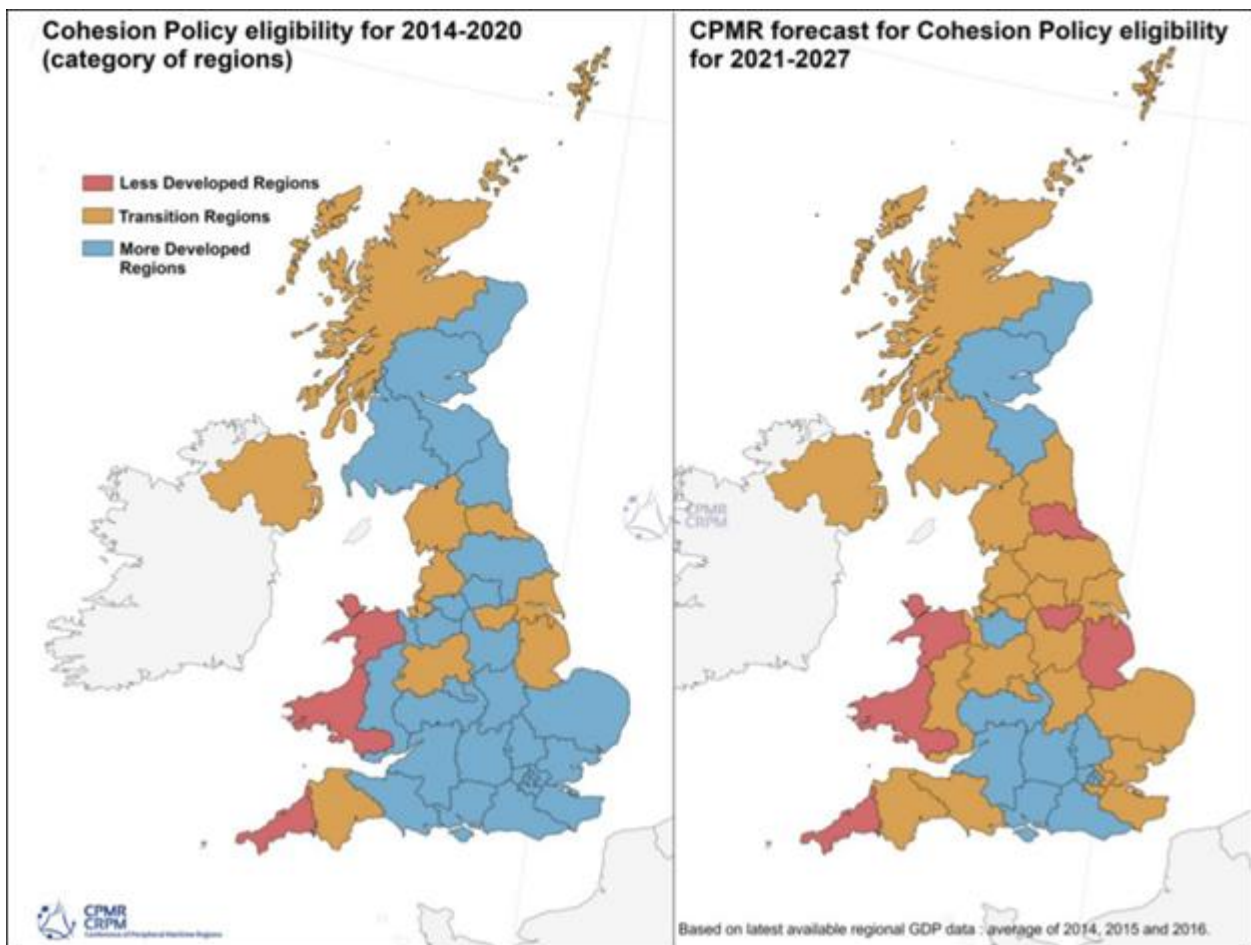
Un habitant sur cinq du Royaume-Uni vit sous le seuil de pauvreté soit 14 millions de personnes. C'est un rapport des Nations Unies qui souligne cette augmentation des inégalités dans le royaume. Le rapporteur en charge de la pauvreté et des droits de l'homme à l'ONU, Philip Alston, a conclu à "une très forte détérioration de la situation des plus démunis". Ce rapport pointe également du doigt le

"déli" du gouvernement britannique sur ce point. Un habitant du Royaume-Uni sur cinq vit sous le seuil de pauvreté et une grande partie des citoyens britanniques a des difficultés à se nourrir et à se loger. C'est un rapport des Nations Unies qui souligne cette augmentation des inégalités dans le royaume. Le rapporteur en charge de la pauvreté et des droits de l'homme à l'ONU, Philip Alston, a conclu à "une très forte détérioration de la situation des plus démunis". Ce rapport pointe également du doigt le "déli" du gouvernement britannique sur ce point. Touchée de plein fouet par la crise financière de 2008, la Grande-Bretagne s'est lancée dans une politique d'austérité qui a principalement impacté les plus pauvres. Les fonds des autorités locales, notamment des villes, ont été baissés de 30 à 40 %. Les coûts de l'éducation et de la santé ont augmenté alors que la qualité des services a diminué selon le rapport. Une autre mesure qui a coûté aux plus démunis : l'élargissement de la taxe locale en 2013, dont les plus pauvres étaient exemptés. Le journal The Independent rapportait que 1000 SDF apparaissent chaque mois au Royaume-Uni. "Avec l'instauration de la "bedroom tax", le gouvernement a réduit l'allocation des locataires d'un logement social quand une chambre n'est pas occupée", d'après l'économiste Thiemo Fetzer. Le Brexit, pourtant plébiscité par les plus pauvres, risque de ne rien améliorer. L'auteur du rapport explique que le Royaume-Uni devra faire l'impasse sur plusieurs milliards de livres de fonds européens destinés en priorité aux plus déshérités : le secrétariat général de la conférence des Régions Périphériques maritimes (CRPM) a réalisé une projection de la part théorique des financements du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen pour le Royaume-Uni pour la période 2021-2027 s'il restait un État membre.

La CRPM est une organisation européenne qui représente les intérêts de 160 régions de 25 pays de l'Union européenne. Si le Royaume-Uni était resté dans l'Union européenne, la conférence des régions périphériques maritimes rassemblant plus de 150 régions de 25 États de l'Union européenne a estimé dans son étude que le Royaume-Uni aurait eu droit à environ 13 milliards d'euros de financement du développement régional (dans le cadre de la politique de cohésion de l'UE) pour la période 2021-2027. Cela aurait représenté une augmentation de 22 % par rapport à la période 2014 à 2020. (L'allocation britannique pour la politique de cohésion pour 2014-2020 est de 10,6 milliards d'euros).

Une telle augmentation s'explique en grande partie par le fait que de nombreuses régions du Royaume-Uni accusent un retard par rapport à la moyenne de l'UE en termes d'intégration régionale. L'aggravation des disparités régionales au Royaume-Uni ces dernières années explique aussi en grande partie l'intensité de l'aide (par exemple, les fonds par habitant) de la politique de cohésion d'une région à l'autre, comme le prévoit la conférence des régions périphériques maritimes. Les Cornouailles et les îles Scilly, ainsi que l'Ouest du pays de Galles et les vallées - les deux régions du Royaume-Uni actuellement classées comme "régions moins développées" - sont les plus touchées actuellement classées comme "régions moins développées" - continueraient à recevoir une part significative de l'allocation britannique de la politique de cohésion. Trois autres régions (South Yorkshire, Tees Valley & Durham, et Lincolnshire) deviendraient des régions moins développées pour la période post-2020.

Ces cinq régions pourraient toutes recevoir une aide communautaire supérieure à 500 euros par habitant pour une période de sept ans.



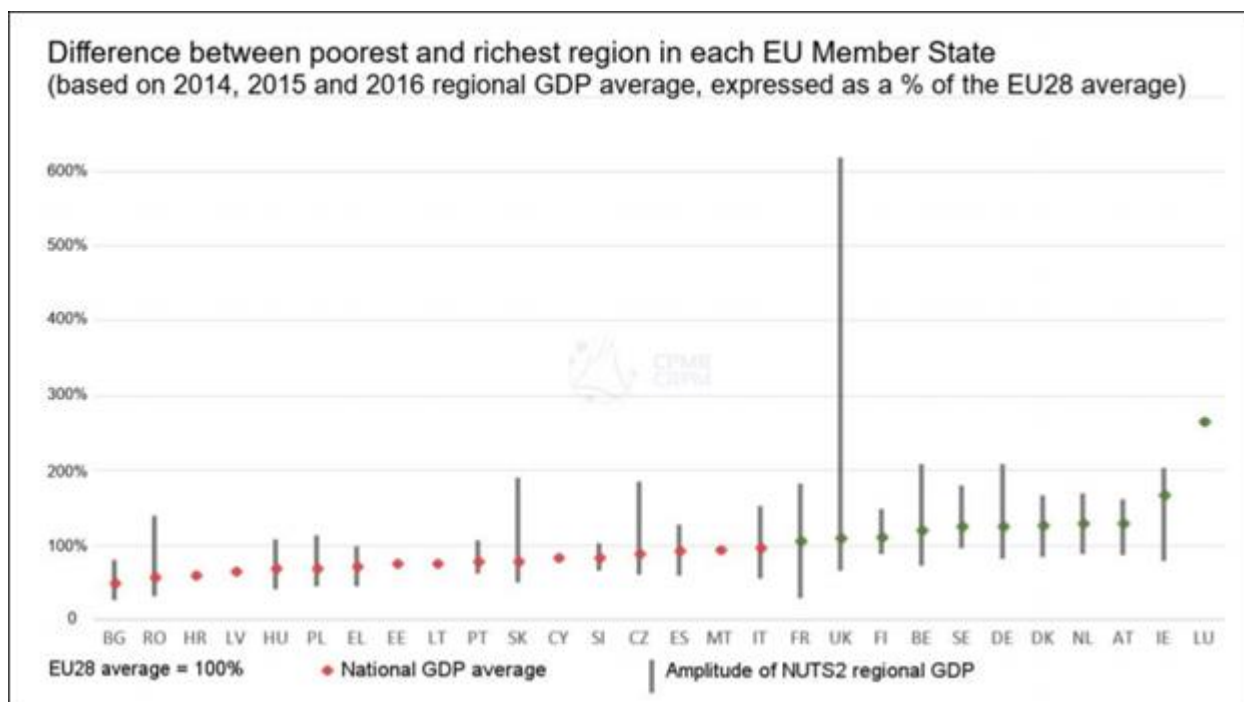
Source : Site de la Commission Européenne

La part de l'allocation britannique à la politique de cohésion est largement déterminée par les niveaux de prospérité régionale de ses régions par rapport à la moyenne de l'UE, comme indiqué ci-dessus.

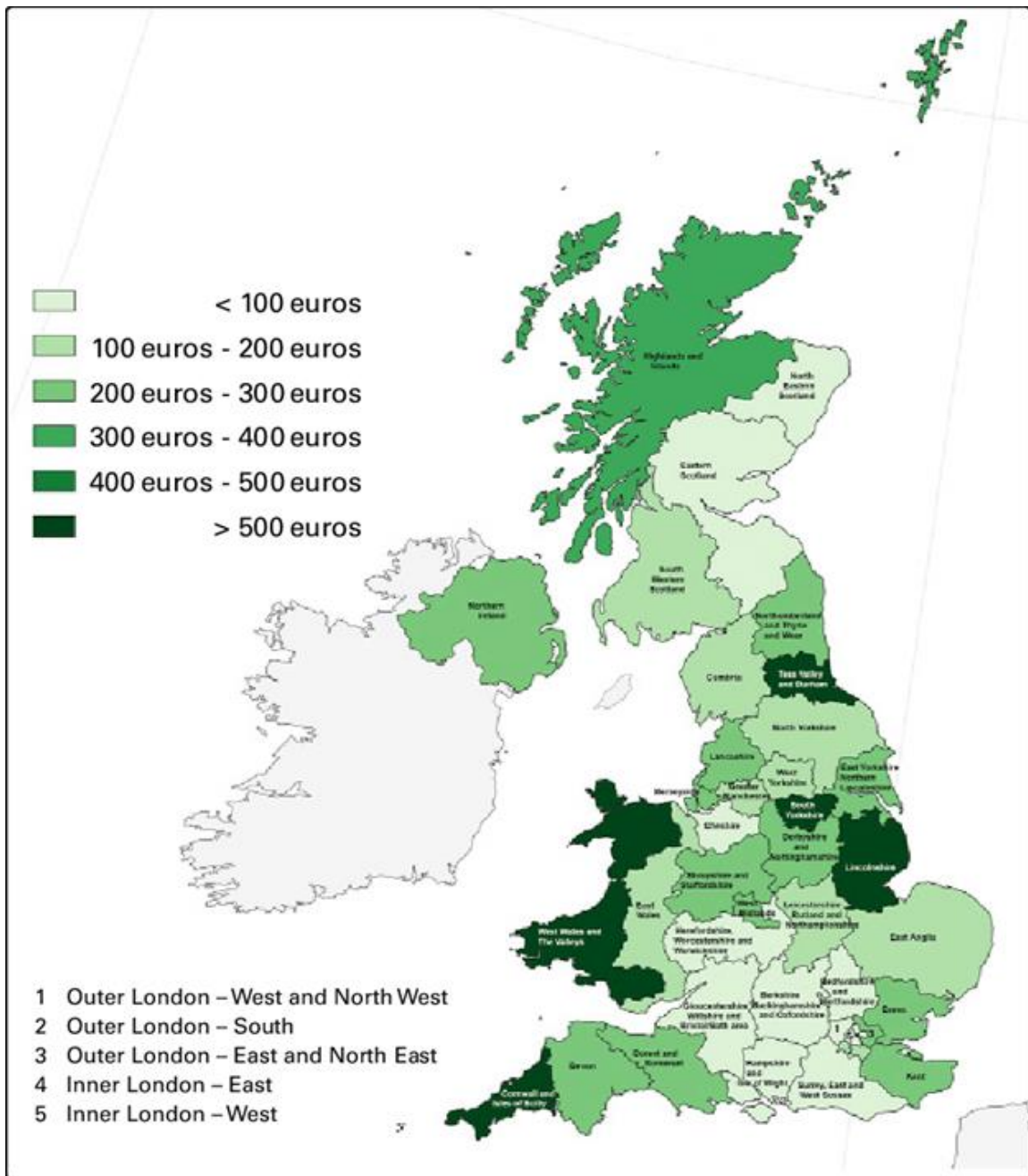
La carte ci-dessus à gauche montre l'éligibilité des régions du Royaume-Uni pour la période 2014 - 2020. Il y a deux régions moins développées (Cornwall & Isles of Scilly, West Wales and the Valleys), et 11 régions en transition, tandis que les autres sont considérées comme des régions plus développées. La projection de la conférence des régions périphériques maritimes sur l'éligibilité à la politique de cohésion pour 2021 - 2027 au Royaume-Uni, à droite, révèle qu'il y aurait quatre régions moins développées, 24 régions en transition et 12 régions plus développées. Une telle projection confirme deux choses :

- de nombreuses régions du Royaume-Uni accusent un retard par rapport à la moyenne européenne
- les inégalités régionales au Royaume-Uni restent étonnamment élevées. Comme le montre le graphique ci-dessus sur la base des données d'Eurostat, la différence entre Inner London, région NUTS II la région la plus riche du Royaume-Uni avec un PIB régional moyen de 614 % de la moyenne européenne

Ouest du Pays de Galles et les Valleys, la région la plus pauvre du Royaume-Uni avec un PIB régional de 68 % de la moyenne de l'UE, est particulièrement frappante et constitue un cas unique en Europe.



Graphique 1 - Différence entre la région la plus pauvre et la région la plus riche dans chaque État membre de l'UE (Source : Site de la Commission Européenne)



Source : Site de la Commission Européenne

La carte ci-dessus présente les résultats de la projection de la CRPM, exprimés sur l'ensemble de la période 2021-2027 et en euros par habitant. 2021 - 2027 et en EUR par habitant.

4.3.5. Immigration

Dans le débat référendaire sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne (UE), l'un des principaux arguments de la campagne en faveur du " Leave " est que le Brexit permettrait de mieux contrôler les flux d'immigrants du reste de l'UE vers le Royaume-Uni. L'immigration a beaucoup augmenté au cours des 20 dernières années et une part importante de cette croissance provient d'autres pays de l'UE, surtout après l'élargissement à l'Europe de l'Est. Entre 1995 et 2015, le nombre d'immigrants originaires d'autres pays de l'UE vivant au Royaume-Uni a triplé. L'accroissement de l'immigration a augmenté le revenu national global (plus de travailleurs génèrent plus de PIB) et a profité aux immigrants qui ont travaillé dans l'UE. Mais a-t-elle été économiquement préjudiciable aux personnes nées au Royaume-Uni ?

Tableau 1 :

Age finished education	UK-Born	EU immigrants	A8 immigrants	All immigrants
High (21 or older)	23%	43%	36%	45%
Medium (17-20)	33%	42%	55%	36%
Low (16 or under)	44%	15%	9%	19%
All	100%	100%	100%	100%

Source: CEP analysis of Labour Force Survey.

Notes: The A8 countries are the Czech Republic, Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, Poland, Slovakia and Slovenia, all of which joined the EU in 2004. Working age population is all individuals between the ages of 16 and 64.

Les immigrants de l'UE sont en moyenne plus instruits que les personnes nées au Royaume-Uni (tableau 1). Près de deux fois plus d'entre eux ont suivi une forme d'enseignement supérieur (43 % contre 23 % pour les personnes nées au Royaume-Uni). Seuls 15 % des immigrants de l'UE ont quitté l'école à 16 ans, contre 44 % des personnes nées au Royaume-Uni.

Tableau 2 :

% of whom:	UK-born	EU immigrants	A8	All immigrants
Employed	72.5%	78.2%	81.9%	69.9%
Unemployed	3.3%	3.2%	2.65%	4.2%
Student	7.7%	7.1%	5.1%	7.6%
Inactive	16.5%	11.6%	10.5%	18.3%

Source: CEP analysis of Labour Force Survey.

Notes: The A8 countries are the Czech Republic, Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, Poland, Slovakia and Slovenia, all of which joined the EU in 2004. Working age population is all individuals between the ages of 16 and 64.

Le tableau 2 montre que les immigrés de l'UE ne sont pas seulement plus instruits, mais qu'ils sont également plus susceptibles de travailler (78,2 %) que les personnes nées au Royaume-Uni (72,5 %) et sont moins susceptibles d'être au chômage ou économiquement inactifs.

C'est particulièrement vrai pour les immigrés provenant des pays suivants : la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie qui ont rejoint l'UE en 2004. Près de 82 % d'entre eux ont un emploi.

Il est difficile de connaître l'ampleur des pertes liées à la restriction de l'immigration suite au Brexit. Au niveau national, la baisse de l'immigration européenne est susceptible d'entraîner une baisse du niveau de vie des personnes nées au Royaume-Uni. Cela s'explique en partie par le fait que les immigrants contribuent à réduire le déficit budgétaire : ils sont plus susceptibles de travailler et de payer des impôts, et moins susceptibles d'utiliser les services publics, car ils sont plus jeunes et plus instruits que les personnes nées au Royaume-Uni. La baisse de l'immigration risque donc de niveler par le bas le niveau de vie britannique.

Une Immigration choisie, de « brillants » cerveaux au détriment des « travailleurs peu qualifiés ».

La libre circulation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne a pris fin le 31 décembre 2020 et le 1er janvier 2021, le Royaume-Uni a mis en œuvre un système d'immigration à points (points-based immigration system) qui donne priorité aux aptitudes et talents des personnes au lieu de l'origine. Pour obtenir un visa de travail, il faudra présenter des compétences spécifiques, parler anglais et avoir déjà une proposition d'emploi avec un salaire minimum annuel de 30 820 euros (44 000 \$CAN). Les futurs migrants seront choisis et seront des personnes qualifiées et donc des contribuables en puissance...

Selon les estimations du Comité consultatif sur les migrations (MAC), environ 70 % des citoyens de la Zone économique européenne qui sont arrivés en Grande-Bretagne depuis 2004 n'auraient pas été éligibles à l'obtention d'un visa avec le nouveau système d'immigration du gouvernement. La Confederation of british Industries (le Medef britannique) n'a pas tardé à exprimer ses doutes face à ce projet en soulignant que les secteurs de la santé, du BTP, du commerce de bouche et de l'hôtellerie seront les plus affectés par les pénuries de main-d'œuvre.

4.3.6. Le Rapport de droit à la propriété

En plus des facteurs cités ci-dessus qui peuvent mettre en péril la cohésion nationale en Grande-Bretagne, il y'a le rapport de droit à la propriété. C'est un système qui remonte à l'époque féodale. Lorsqu'on devient propriétaire d'un bien immobilier, au Royaume-Uni, c'est le plus souvent pour une durée limitée. Acheter revient à contracter un bail emphytéotique (un « leasehold ») qui donne un droit de pleine propriété reconnu comme absolu sur le bâti, mais seulement pour une période de 21 à 99 ans. Cela peut aller jusqu'à 125 ans, parfois plus. Mais ce n'est pas pour l'éternité. De fait, ce système juridique de droit à la propriété maintient les familles modestes dans la précarité, car à l'issue de leur bail, ces familles, ou leurs descendants se trouveront sans rien contraints de partir ou de renouveler le bail.

Largement répandu dans tout le pays, notamment dans les grandes villes, le « leasehold » donne à l'occupant la possibilité de revendre son droit à tout moment. Il peut aussi hypothéquer ou louer son bien sans restriction. Mais il doit, en contrepartie de son droit de jouissance, s'acquitter d'une rente auprès du bailleur (le « freeholder »), qui reste propriétaire du terrain et auquel revient le logement à l'issue du bail. Enfin, il doit lui verser un service annuel couvrant les frais d'entretien et de gestion des parties communes.

Pour chaque propriété, notamment dans les zones urbanisées anciennes, il y a une pyramide de baux. Au sommet de la pyramide, on trouve le propriétaire foncier qui est, au regard du droit, est l'unique

propriétaire. Entre celui-ci et le, ou les utilisateurs effectifs de la propriété, il y a un ou plusieurs étages intermédiaires - jusqu'à une demi-douzaine ou plus dans les secteurs les plus riches de Londres, par exemple. Le propriétaire en titre vend un bail sur sa propriété à un individu, un sous-propriétaire en quelque sorte, qui forme le niveau 1, lequel fait de même avec un ou plusieurs individus formant le niveau 2, lesquels font de même à leur tour, entraînant la formation d'un troisième niveau, et ainsi de suite.

Chaque intermédiaire prélève un loyer sur les intermédiaires du niveau inférieur, mais exerce également un contrôle sur ce que ceux-ci peuvent faire de la propriété. Et tout est sujet à paiement. Si un sous-propriétaire veut effectuer un ravalement ou installer un ascenseur, il lui faut non seulement obtenir l'autorisation de tous les niveaux supérieurs de la pyramide, mais également se soumettre aux conditions qu'ils exigent qu'il s'agisse d'une somme forfaitaire, d'une augmentation de loyer, voire d'une réduction de la durée des baux.

Du fait du secret impénétrable qui entoure la propriété immobilière et foncière, il est souvent très difficile, voire impossible de reconstituer la totalité de la pyramide associée à une propriété. Un tel système ne peut que se traduire par une totale dilution des responsabilités.

Principale conséquence de ce système, le Royaume-Uni est le pays européen où la propriété du patrimoine foncier est la plus concentrée. La moitié de l'Angleterre est détenue par moins de 1 % de la population, selon Guy Shrubsole dans un livre intitulé « Who owns England ? », cité par le « Guardian ». Ces grands propriétaires seraient 25 000 tout au plus : 30 % seraient des aristocrates et des membres de la petite noblesse (la « gentry »), sans aucune redistribution depuis des siècles, 18 % des entreprises, 17 % des oligarques et des banquiers de la City. Le service public posséderait 8,5 % des terres anglaises, les fonds de conservation du patrimoine 2 %, la Reine et la famille royale 1,4 % et l'Eglise anglicane 0,5 %.

En fait, que ce soit en Ecosse ou en Angleterre, les autorités en place n'arrivent pas à régler cette question, quel qu'en soit le prix social et même économique.

« Aucune réforme de politique foncière n'a, jusqu'à présent, lutté contre ce phénomène [de concentration du patrimoine foncier]. L'action foncière au Royaume-Uni vise principalement à remédier à la pénurie de logements et à limiter la volatilité des prix », souligne le rapport du député français Jean-Luc Lagleize sur la maîtrise des coûts du foncier, commandité par le gouvernement français et dont certaines dispositions ont été votées à l'Assemblée nationale.

Pour rappel historique, en France, au XVIII^e siècle, c'est la révolution bourgeoise qui abolit la propriété foncière féodale grâce à une mobilisation révolutionnaire des masses pauvres. Non seulement tous les titres de noblesse furent abolis, mais l'aristocratie fut privée de tout droit sur la terre et son expropriation fut réalisée par la paysannerie pauvre.

En Angleterre et au pays de Galles, en revanche, cette mobilisation révolutionnaire fit défaut. L'abolition du système foncier féodal ne s'était produite qu'en 1660, bien après la phase radicale de la révolution, sur la base d'une alliance entre les propriétaires féodaux et la bourgeoisie naissante. Le Parlement décréta l'abolition des titres de propriété féodaux sur tout le territoire, retirant par là même à la royauté tout droit sur la terre. Mais les propriétaires féodaux ne furent pas privés de leurs terres : ils en restèrent au contraire les seuls propriétaires, au sens moderne du mot, tandis que la

situation des paysans indépendants, qui avaient fourni le gros des troupes de l'armée révolutionnaire de Cromwell, resta tout aussi précaire qu'auparavant.

En Ecosse, le processus fut différent, d'abord du fait de l'absence de révolution bourgeoise, mais aussi parce que le système féodal n'y avait jamais été aussi développé qu'en Angleterre. Le système féodal y fut en effet importé d'Angleterre et greffé sur des formes sociales plus anciennes, qui faisaient de la terre la propriété collective du clan. Dans les Highlands, la partie nord de l'Ecosse, le système des clans était même sans doute encore prédominant au moment où éclata la révolution bourgeoise en Angleterre.

4.3.7. Le banditisme

La précarité économique, la pauvreté, le droit à la propriété et la fragilité de la cohésion nationale constituent un terreau fertile pour le banditisme en Grande-Bretagne. En raison de l'austérité, les infrastructures d'accueil pour les jeunes manquent et ces jeunes, dès l'âge de 10 ans, se tournent vers les gangs pour trouver amitié et protection. Ainsi, les jeunes sont contraints de se lancer dans des activités illégales, notamment la vente et le trafic de drogues. Ce phénomène est accentué chez les jeunes d'origine immigrée ou les perspectives de réussite sont encore moins évidentes. L'importante communauté pakistanaise ou afghane en Grande-Bretagne est le résultat du passé colonial. Le capital de départ des migrants provient principalement de l'épargne personnelle (60 %), du capital familial et d'autres sources financières informelles (Bâle).

Une caractéristique communément observée chez les immigrants pakistanais est qu'ils n'investissent pas en Europe, mais épargnent de l'argent pour soutenir leur famille au Pakistan. Les systèmes informels de transfert d'argent sont donc populaires. Les banques hawala sont gérées par de petites entreprises telles que des boutiques de télécommunication, des magasins de vidéo ou de textile. Les groupes criminels utilisent ces banques clandestines pour blanchir les profits criminels (notamment ceux du trafic d'héroïne).

La plupart des immigrants afghans en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Allemagne gagnent leur vie dans les secteurs suivants : dans des boutiques de télécommunications, dans le commerce du textile, dans des boutiques de cosmétiques et dans le commerce de véhicules d'occasion destinés à l'exportation. Leurs entreprises sont principalement situées sur les marchés, où il y a moins de contrôle de la part des autorités et plus de possibilités de faire des affaires donc plus de possibilités d'entrer en contact avec des entrepreneurs d'autres groupes ethniques (pakistanais et chinois) (Nabi, 2009 :93). La banque hawala est un phénomène quotidien pour les immigrants afghans, mais il peut également faciliter le transfert d'argent criminel.

Selon la Serious Organised Crime Agency, la criminalité organisée liée aux gangs au Royaume-Uni se concentre autour des villes de Londres, Manchester et Liverpool et au niveau régional, dans la région des West Midlands, sur la côte sud et dans le nord de l'Angleterre [1]. En ce qui concerne les gangs de rue, les villes identifiées comme ayant les problèmes de gangs les plus graves, qui ont également été à l'origine de 65 % des homicides par arme à feu en Angleterre et au Pays de Galles, sont Londres,

Birmingham, Manchester et Liverpool [2]. Glasgow, en Écosse, a également une culture historique de gangs, la ville ayant autant de gangs d'adolescents que Londres, qui a une population six fois plus importante, en 2008[3].

Le débat persiste sur l'étendue et la nature de l'activité des gangs au Royaume-Uni [12][13], certains universitaires et décideurs politiques affirmant que l'orientation actuelle des efforts de répression sur l'appartenance à un gang est déconseillée, étant donné l'absence de consensus sur la relation entre les gangs et la criminalité [13].

4.3.8. La Résilience

Le mot résilience est largement mentionné dans le document prospectif du *Global Britain*, mais plus au regard de la pandémie de Covid-19 plutôt qu'une crise post Brexit, en ces termes :

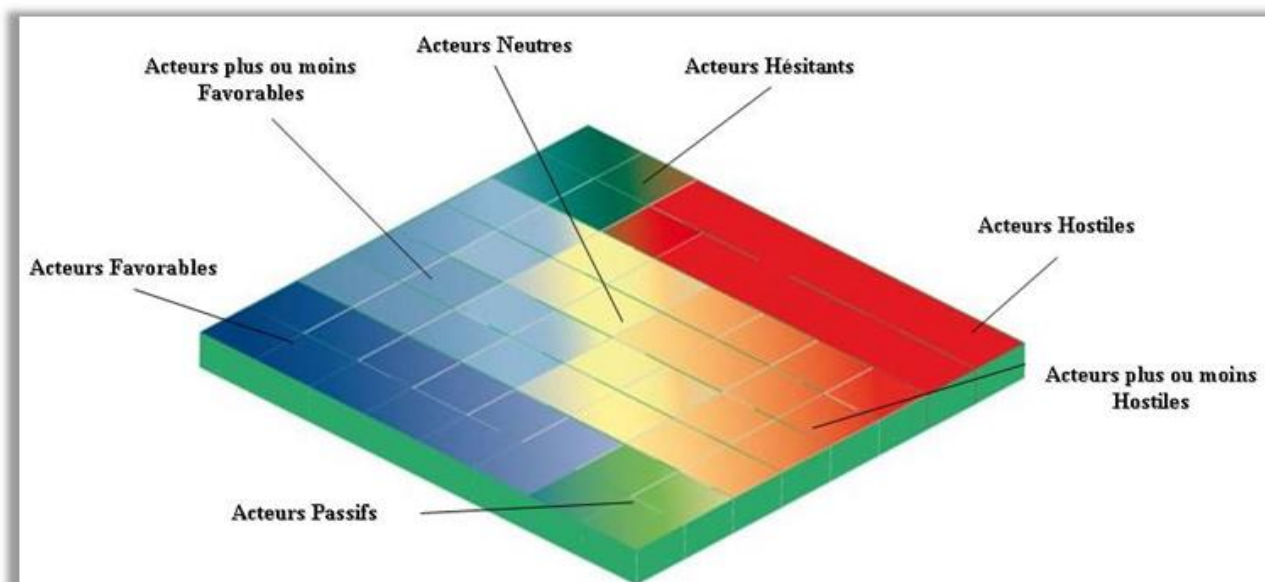
« Nous améliorerons notre capacité - et celle de nos alliés et partenaires - pour anticiper, prévenir, nous préparer, répondre et nous remettre des risques pour notre sécurité et notre prospérité. Il sera essentiel d'avoir une approche de la résilience dans la société entière, en plus de coopérer avec les partenaires pour relever des défis tels que le changement climatique et les risques sanitaires mondiaux. En apprenant de COVID-19, nous améliorerons notre capacité à anticiper et à répondre aux crises en créant un centre de situation intergouvernemental au sein du Cabinet Office et développer une capacité nationale de jumelage numérique ».

Les Anglais ont à la fois confiance en leurs valeurs et en leur force, qualités qui se superposent à leur altérité îlienne. « *Dieu et mon droit* » dit leur devise. Quelles que soient les difficultés rencontrées sur la voie alternative à celle de l'Union européenne qu'ils ont choisie, leur volonté collective et leur résilience historique leur permettront d'en venir à bout. Pour Gérard Chaliand, « *la faiblesse majeure des vaincus réside dans leur conception du monde ; elles sont de l'ordre de l'esprit* » à ce titre, « *les Britanniques forment incontestablement un grand peuple, capable de figurer longtemps encore parmi les animateurs et les vainqueurs de la compétition mondiale. Leur fameux flegme n'est que l'expression individuelle d'une conscience collective stratégique privilégiant le temps long sur l'immédiateté, et d'une confiance justifiée en un destin national hors du commun* ».

4.4. Echiquiers d'analyse stratégique britannique

Dans la mesure où le Royaume-Uni projette sa puissance politique future dans son discours prospectif, il est intéressant de se pencher sur les rapports de forces existant en les cartographiant avec les méthodes propres à l'intelligence économique. Aussi, pour mieux appréhender les futures visées et manœuvres qui seront mises en place, une comparaison avec les situations passées permet de lire en filigrane les actions qui seront les plus probablement entreprises post-Brexit. La puissance politique implique le rôle géopolitique qu'un État souhaite endosser pour atteindre ses objectifs et par conséquent, ses stratégies diplomatiques et militaires.

Méthode de lecture des échiquiers. Cette méthodologie est propriété de l'école de Guerre Economique (Auteur Aubry SPRINGUEL) - la reproduction est interdite.









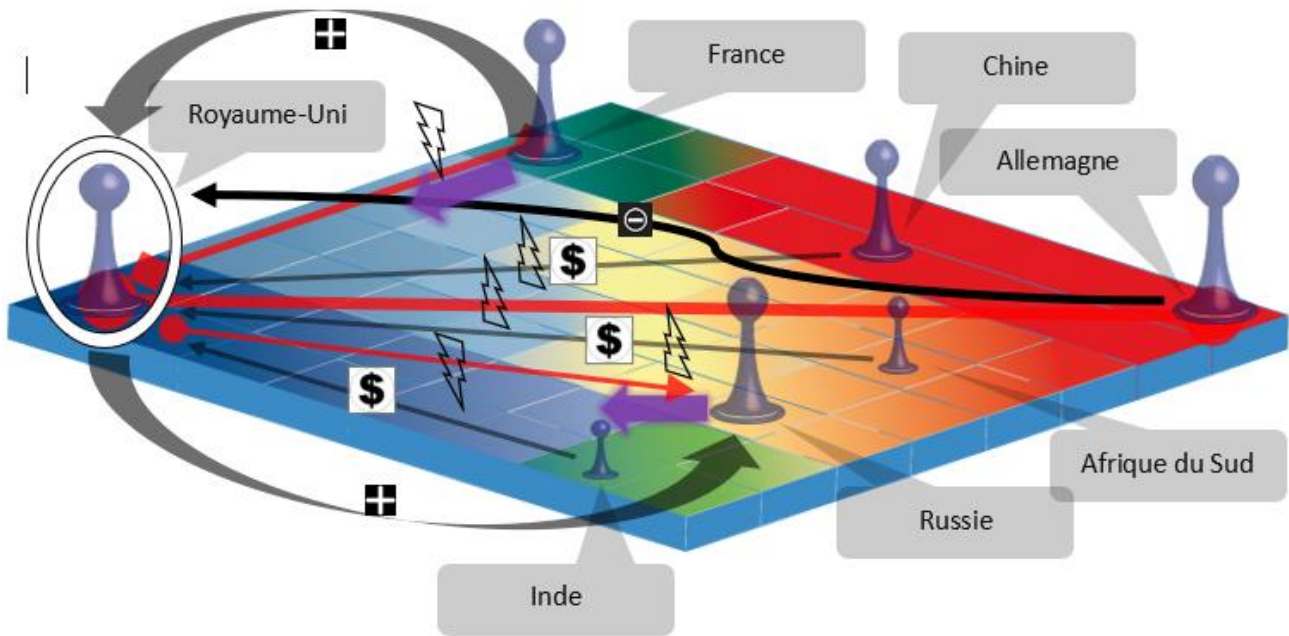
Légende des échiquier	Sujet de lecture	Facteurs de représentation	Visualisations
Représentation des acteurs	Puissance des acteurs considérés	Taille des pions	
	Acteur considéré	Cercle	
Liens généraux	Visibilité du lien	Transparence du trait	
	Importance du lien	Largeur du trait	
	Rupture d'un lien	Explosion	
	Lien d'état intra-échiquier	Couleur du trait	
	Lien d'action	Couleur noire	
Type de relation	Coopération	Extrémité du trait en triangle	
	Compétition	Extrémité du trait en rond	
	Coopétition	Extrémité du trait en losange	
	Lien financier	Symbole \$	
Influence	Lobbying	Connecteur logique	
	Action d'influence positive ou négative	Signe positif ou négatif au-dessus de la flèche	Action positive Action Négative
Guerre de l'information	Lien d'infoguerre par, pour ou contre	Forme et extrémité de la flèche	
Phase de crise	Accroissement ou apaisement de la crise	Sens de l'éclair	Vers le haut : Accroissement de la crise Vers le bas : Apaisement de la crise
Projection	Positionnement souhaité par l'acteur concerné	Flèche violette	

4.4.1. Echiquier militaire à la fin du XIXe siècle

A la fin de l'ère victorienne, le Royaume-Uni était la première puissance politique mondiale grâce à l'étendue de son Empire et sa puissance économique, mais a subi de plein fouet la concurrence allemande. En développant son industrie militaire et navale – notamment en espionnant et pillant les technologies britanniques -, l'Allemagne menace la mission de la Royal Navy dans la protection des routes commerciales et ambitionne d'avoir son propre empire colonial pour accéder à plus de matière première en Afrique.

Le Royaume-Uni va donc se chercher des alliés continentaux pour contrer cette menace auprès de la France (pourtant son ennemie héréditaire) et la Russie (avec laquelle elle était alors en concurrence au Moyen-Orient). Ces deux pays présentent l'avantage de contrôler des puissantes armées terrestres, éléments qui faisaient alors défaut au Royaume-Uni et qui lui ont posé de grandes difficultés lors du conflit contre les Boers en Afrique du Sud. D'autre part, l'alliance avec la France lui permettra de remporter la 2e guerre de l'Opium contre la Chine et d'augmenter ses ressources commerciales en écoulant ses stocks d'opium produits en Inde.

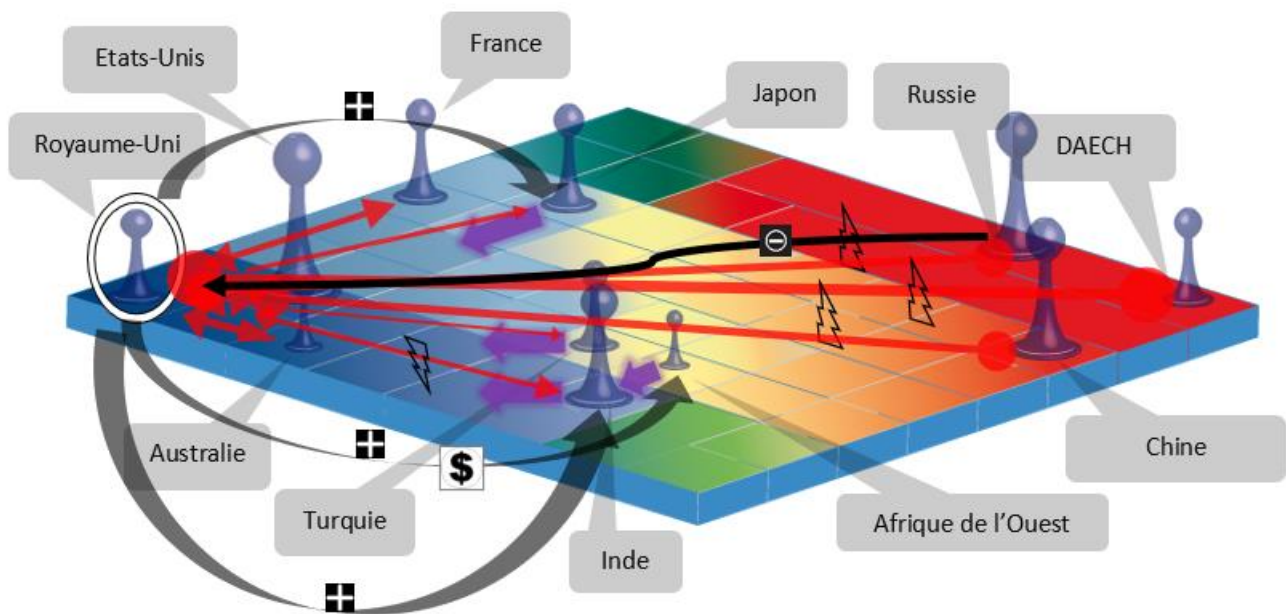
Acteurs	Typologie	Niveau de crise	Situation
Allemagne	Adversaire		Menace l'hégémonie britannique en développant agressivement son arsenal militaire. Les médias locaux dénigrent largement la situation déficitaire du Royaume-Uni et l'alliance « contre-nature » avec la France.
France	Hésitant		Ennemi historique du Royaume-Uni, mais qui est également en conflit avec l'Allemagne. La France cherche à se rapprocher des Britanniques avec les actions de lobbying de l'anglophile ministre français Théophile Delcassé.
Russie	Contradictoire		Le Royaume-Uni constate que le l'Allemagne cherche une alliance avec les Russes ce qui serait désastreux. Avec l'impulsion française, les Britanniques signent une entente cordiale avec la Russie lors des accords de 1907.
Chine	Adversaire		Par opportunisme commercial, le Royaume-Uni déclenche les guerres de l'opium et soumettra militairement la Chine. Cette dernière demeurera néanmoins hostile sur le long terme aux Britanniques.
Afrique du Sud	Opposant		Après la guerre des Boers, il y a un rapprochement culturel fort entre les Afrikaners et Allemands hostiles aux intérêts britanniques.
Inde	Passif		Colonie anglaise fournissant matières premières et revenu au Royaume-Uni. Elle ne dispose pas en revanche d'armée pour s'engager militairement dans les conflits en faveur du Royaume-Uni.



4.4.2. Echiquier militaire post-Brexit

Le contexte militaire post-Brexit reste complexe et implique de nombreux acteurs aux intérêts divergents. La stratégie militaire britannique s’aligne avec celle de ses alliés héréditaires (Etats-Unis, Australie), mais cherche aussi à renforcer ses liens avec l’Asie-Pacifique (Inde, Japon) par des actions de lobbying ; le succès du *Global Britain* reposant largement sur cette région. Au-delà de la menace terroriste représentée par DAECH, la Russie et la Chine demeurent des opposants puissants menant des attaques informationnelles ciblées. Enfin, malgré son détachement de l’Union européenne, le Royaume-Uni compte intégrer le support de la principale puissance continentale, à savoir la France pour contrer les menaces terroristes et d’ingérence que les deux pays ont en commun. Les Britanniques sont en revanche sur deux plans contradictoires en tissant des liens militaires avec les pays d’Afrique de l’Ouest essentiellement francophones (où la France conserve des intérêts évidents), mais aussi la Turquie dont les relations se sont dégradées avec la France et l’Allemagne sur les questions de migration.

Acteurs	Typologie	Niveau de crise	Situation
Etats-Unis	Engagé	●	Le couple militaire anglo-américain est au cœur des futurs engagements du Royaume-Uni. Les deux pays ont récemment aligné leur position lors du dernier G7.
Russie	Opposant	●	Le Royaume-Uni et la Russie s'opposent sur la question de la Crimée. D'autre part, les Russes sont suspectés d'attaques informationnelles (cyberattaques, propagande...) contribuant à détériorer les relations entre les 2 pays.
Chine	Opposant	●	La Chine nourrit des intérêts contraires au Royaume-Uni dans son ambition de croissance en Asie-Pacifique menaçant les intérêts britanniques.
Inde	Allié	●	Le Royaume-Uni cherche à renforcer sa relation avec l'Inde en modernisant ses armées tout en promettant son engagement en cas de conflit avec la Chine (sur la frontière Aksai Chin). Le Royaume-Uni concurrence ainsi la relation entre l'Inde et la Russie.
Japon	Allié	●	Le Japon a un intérêt à soutenir la stratégie militaire du Royaume-Uni pour contrer la menace chinoise et nord-coréenne en échange d'accords commerciaux.
France	Allié	●	La France conserve plusieurs intérêts à soutenir la stratégie militaire du Royaume, dans la lutte contre DAECH et contrer l'ambition chinoise en Asie-Pacifique (Nouvelle-Calédonie).
Turquie	Allié	●	La Turquie et le Royaume-Uni demeurent alliés sur la question du terrorisme, isolant un peu plus l'Union européenne sur la question des migrations (Allemagne en particulier).
Australie	Engagé	●	L'Australie a des intérêts directs et durables à soutenir le Royaume-Uni, en raison de l'ambition et des attaques informationnelles chinoises.
Afrique de l'Ouest	Neutre	●	Le Royaume-Uni a engagé des actions de lobbying auprès des gouvernements d'Afrique de l'Ouest (francophone en particulier) pour former et moderniser les armées.
DAECH	Adversaire	●	Principal adversaire faisant peser la menace du terrorisme sur le sol et intérêts britanniques



4.5. Global Britain : opportunités pour la France ?

La *Revue intégrée* montre que le Royaume-Uni et la France partagent largement la même vision du monde. Ce n'est pas surprenant : les deux pays sont des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, des puissances nucléaires, des alliés dans l'OTAN, possèdent de nombreux territoires d'outre-mer et d'importantes capacités de projection militaire. Comme la France, le Royaume-Uni cherche à être un acteur entreprenant et mondial, et se considère comme garant de la sécurité européenne. Dans le Monde publié le 22 janvier 2020, Sylvie Kauffmann décrypte en ces termes le Projet Global Britain : « *Ce que veulent, en fait, les brexiters pour leur « Grande-Bretagne mondiale », c'est le modèle français ! Gaullien en diable : une puissance moyenne qui « cogne au-dessus de son poids », comme on dit en boxe, qui a une vision du monde et la déploie, quitte à irriter ses partenaires, et qui entretient une relation à la fois proche et distante avec les Etats-Unis* ».

La France et la Grande-Bretagne s'accordent sur la nécessité d'une présence accrue en Asie ainsi que sur des liens renforcés avec l'Afrique. Elles partagent une définition élargie des menaces auxquelles elles font face. Ainsi, le Royaume-Uni considère que "le changement climatique et la préservation de la biodiversité sont une priorité internationale pour la décennie à venir". L'intérêt manifeste pour le Moyen-Orient et l'indopacifique n'est pas une surprise. Il est intéressant de noter que la France est citée 11 fois au total, contre 7 mentions pour l'Allemagne. Même s'il est vrai que le Royaume-Uni continue naturellement de considérer les États-Unis comme son premier allié stratégique.

L'ambition britannique d'une accélération des investissements dans les cybers technologies et dans le domaine spatial rappelle, sans surprise, les décisions françaises récentes ; même s'il est entendu que pour ce qui est du domaine spatial, les ambitions du Royaume-Uni ne sont pas du même niveau que celles de la France. Pourtant, l'augmentation du budget de la défense annoncée en novembre 2020 et les ambitions affichées du Premier ministre Johnson de faire du Royaume uni "superpuissance scientifique et technologique" sont impressionnantes.

En France, seule autre puissance nucléaire européenne, avec laquelle le Royaume-Uni partage une coopération technique forte (comme le rappelle la *Revue*), un domaine retiendra particulièrement l'attention : la dissuasion. Paris prendra note de la révision de plafonnement envisagé pour l'arsenal nucléaire britannique, qui passe de "pas plus de 180" à "pas plus de 260".

Au résultat, le monde pourrait commencer à voir le Royaume-Uni un peu plus comme il voit... la France, c'est-à-dire une puissance nucléaire impénitente et sans vergogne, qui n'hésite pas à proclamer l'augmentation de son arsenal nucléaire quelques semaines seulement après l'entrée en vigueur du *Traité d'interdiction des armes nucléaires* et quelques semaines avant la *conférence d'examen du TNP*, un événement qui a lieu tous les cinq ans. Mais dans l'ensemble, la France, toujours désireuse de voir ses alliés assumer davantage leurs responsabilités dans la défense du continent, devrait accueillir favorablement cette contribution européenne à la sécurité globale de celui-ci. À Paris, le Royaume-Uni aura un ami, et la France gagnera un autre champion d'une plus grande transparence sur les arsenaux d'armes nucléaires.

Ce qui suit sera déterminant pour la relation franco-britannique. Les deux pays devront discuter de la manière dont ils coopéreront sur leurs priorités communes : que ce soit de manière bilatérale, avec d'autres pays européens, ou par le biais d'autres formats comme le "Quad" (qui comprend les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie). Plus facile à dire qu'à faire. Si la France a prêté une oreille attentive à l'idée, promue par le Royaume-Uni, de créer de nouveaux groupements de pays démocratiques, elle ne s'enthousiasme pas nécessairement d'une initiative visant à élargir officiellement le G7 à de nouveaux membres de la région indopacifique.

4.6. Global Britain et l'Europe

La vision britannique de "*Global Britain*" présente des similitudes avec les ambitions de l'UE en matière de politique étrangère, ainsi le Royaume-Uni veut :

- Renforcer le pouvoir de la diplomatie réglementaire.
- Investir davantage de ressources dans la recherche et l'innovation afin de mieux faire face aux menaces existantes de la cyberguerre, du changement climatique et des futures pandémies.

Conclure avec d'autres pays des accords de libre-échange pour ne pas perdre les avantages des traités conclus par l'UE. Un accord de libre-échange a été signé triomphalement avec le Japon, mais c'est un simple copier-coller de celui que Tokyo a conclu avec l'UE, c'est également le cas avec l'accord en passe d'être signé avec l'Inde. Bien qu'aucune mention de coopération structurée avec l'UE ne figure dans ce rapport long de 144 pages hormis la partie consacrée à la coopération en matière de sécurité. Le Royaume-Uni a déclaré qu'il soutiendrait activement une "*coopération UE-OTAN*" plus étroite et qu'il collaborerait avec l'UE pour lutter contre le changement climatique et pour répondre aux menaces pesant sur la biodiversité et le crime organisé.

Mais la *Revue intégrée* ne dit rien sur la manière dont cette coopération fonctionnerait en pratique, renforçant l'idée que le Royaume-Uni privilégie des liens bilatéraux avec les pays ou groupes de pays de l'UE, plutôt que chercher à établir une coopération formelle en matière de politique étrangère

avec l'UE. Néanmoins, il est bon de se rappeler que la simple mention d'une coopération entre l'UE et le Royaume-Uni n'était pas forcément acquise dans un bilan post-Brexit de Boris Johnson.

Le Royaume-Uni pourrait bientôt découvrir les limites de cette stratégie. L'UE s'est dotée elle aussi de partenariats étroits. Elle entretient un dialogue avec le Japon et les États-Unis sur la Chine, ainsi qu'un dialogue distinct sur le renforcement du système multilatéral. Ce sont tous des dialogues qui pourraient intéresser le Royaume-Uni.

De son côté, l'UE devrait considérer cette *Revue intégrée* comme une base de référence, plutôt que comme un produit final et s'appuyer dessus pour réfléchir stratégiquement à l'opportunité que ce document peut offrir dans sa future relation avec le Royaume-Uni. Si l'UE a un modèle de coopération attrayant à proposer et que le Royaume-Uni le rejette, elle pourra au moins dire qu'elle a essayé.

4.7. Perspective de puissance

Le Royaume uni sait qu'il doit se démarquer après le Brexit et dévoiler sa nouvelle identité stratégique avec vigueur maintenant qu'elle est totalement libérée des contraintes communautaires.

De ce point de vue, quelques observations sur son document prospectif s'imposent :

Sur la forme, un document tel que « *Global Britain in a competitive age* » est à la fois un document politique pour raviver le patriotisme, l'affirmation d'une volonté de puissance, une manœuvre de communication visant à reconstruire un imaginaire collectif connu sous le nom de « mythe de l'empire ». En effet, il renvoie une certaine nostalgie de l'époque où l'Empire régnait sur les mers du globe et disposait de liens privilégiés en Asie, ou de l'après-guerre, lorsque les liens atlantiques étaient une évidence. Mais le monde a changé depuis.

Sur le fond, outre les références aux droits de l'homme, à la lutte contre le changement climatique, aux risques sanitaires, la *Revue intégrée du Global Britain* met clairement en avant quelques grandes orientations du gouvernement britannique dont la plus importante est le renforcement des liens de toute nature (militaires, économiques, technologiques...) avec les États-Unis.

Selon le document, les États-Unis resteront « *the most important strategic ally and partner* », et constituent le socle de toute la stratégie du Royaume-Uni en raison de leurs valeurs, histoire et langue communes. – une croyance partagée en la démocratie, en l'état de droit et aux libertés fondamentales Grâce à ces fondations, les deux pays pourront coopérer à un degré sans précédent dans tout le spectre de la défense, renseignement, cyber puissance, lutte contre le terrorisme et nucléaire, « *le partenariat États-Unis-Royaume-Uni sous-tend notre sécurité et sauve des vies* ». « *Les États-Unis resteront notre relation bilatérale la plus importante, essentielle pour des alliances et des groupes clés tels que l'OTAN et les Five Eyes, et notre plus grand partenaire commercial et investisseur étranger. Nous renforcerons notre coopération dans les domaines politiques tels que la sécurité et le renseignement et cherchons à les renforcer là où ensemble nous pouvons avoir un impact plus important, par exemple dans la lutte contre le financement illicite* ».

L'analyse de ces déclarations montre que les perspectives de puissance britannique ne seront pas aussi hégémoniques que sous l'ère victorienne, mais peut laisser penser que la nouvelle *Global*

Britain s'inscrit dans une posture d'alignement de ses objectifs et de ses alliances avec ceux de la superpuissance américaine contrairement au projet de puissance néo-victorienne promu lors de la campagne référendaire du Brexit de 2016.

L'importance donnée aux liens avec les Etats-Unis ne surprend pas. Londres veut profiter des bonnes intentions à son égard, affirmées par la nouvelle administration Biden pour activer cette « relation spéciale » qui la rassure tant pour se positionner devant tous les alliés potentiels. L'importance donnée au basculement vers l'Asie et prôné sous la présidence Obama (« *the Indo-Pacific tilt* » dans le document) procède de cette stratégie. La Grande-Bretagne souhaite devenir « *the European partner with the broadest and most integrated presence in the Indo-Pacific – committed for the long term, with closer and deeper partnerships, bilaterally and multilaterally* ». Cet intérêt fort marqué pour la zone indopacifique ainsi que le discours ambigu vis-à-vis de la Chine sont en cohérence avec cette approche de séduction des Etats-Unis.

Toutefois la désaffection clairement exprimée par D. Trump à l'égard de l'Europe y compris la Grande-Bretagne devrait l'alerter sur le fait qu'au-delà des changements de présidence, la priorité des Etats-Unis est ailleurs. Dans ce cas dispose t'-elle d'un « plan B » en cas de désamour dudit partenaire ?

La volonté d'être ou de demeurer une puissance militaire de premier plan annoncée également dans le document est-elle l'amorçage de ce plan B ? Le plus important serait-il ce qui ne se trouve dans cette *Revue intégrée* ?

Il faut peut-être attendre de voir comment cette volonté de puissance du Royaume-Uni exprimée dans le *Global Britain* se concrétisera avant de juger si le Premier ministre Johnson est fidèle à sa promesse.

Conclusion

Le Royaume-Uni, puissance industrielle et maritime dominante du 19^e siècle, a joué un rôle important dans le développement de la démocratie parlementaire, de la littérature et de la science dans le monde. A son apogée, l'Empire britannique s'est étendu sur plus d'un quart de la surface de la planète. La première moitié du 20^e siècle a vu une sérieuse diminution de sa puissance au cours des deux Guerres mondiales. La deuxième moitié du siècle a vu le démantèlement de l'Empire, le Royaume-Uni n'est plus l'atelier du monde : les services (85 % des actifs) représentent 80 % de son PIB contre 11 % seulement pour une industrie de pointe.

Le pays est devenu une puissance secondaire de rang mondial (8^e force armée, 6^e économie soit 2,2 % du produit mondial brut). Après une tentative infructueuse d'intégration européenne qui a duré 46 ans, le royaume uni tente une aventure « en solo » estimant pouvoir ressusciter sa puissance victorienne d'antan. Cependant l'entreprise n'est pas dépourvue de défis étant donné que les conditions qui lui ont permis de dominer le secteur manufacturier mondial, comme une forte avance technologique et la puissance coercitive de l'Empire britannique, ne s'appliquent plus. De plus, sur le plan interne, l'unité du Royaume-Uni post-Brexit pose question. Les risques de sécession de l'Ecosse et de réunification de l'Irlande restent comme une épée de Damoclès.

Sur la scène internationale, à l'heure du retour des rêves d'empires dirigés par des hommes forts, en Chine, en Russie, en Inde ou en Turquie, de l'unilatéralisme des Etats-Unis et de la prédominance des enjeux globaux, les Britanniques devront surmonter bien des contradictions dans leurs postures internationales. Dans le jeu des puissances, il lui sera difficile de faire cavalier seul. Le Commonwealth étant donné son étendue, son poids démographique et sa diversité, a un potentiel commercial non négligeable dans une économie mondialisée. Toutefois, il faut encore trouver une cohérence dans cet ensemble disparate, dans un contexte définitivement postcolonial. Les perspectives d'une alternative du type Commonwealth apparaissent très compliquées.

La tentation pour Londres sera de basculer du côté américain, mais sans avoir voix au chapitre. Du coup, le type de relations, pas seulement économiques, qu'il entretiendra avec l'Union européenne sera la clé de son succès dans la phase post-Brexit.

L'idée que, une fois délivré des chaînes européennes, le Royaume-Uni pourra enfin rayonner dans le monde entier sous la bannière d'une "Global Britain", que rien n'empêchera au demeurant d'exister et de croître dans un contexte post-covid, de rivalité sino-américaine, une anglosphère aspirant à s'émanciper pleinement et face à une Europe unie et à pléthore de nations émergentes, risque de se révéler illusoire.

Les tentatives, infructueuses à ce stade, de négociation d'un accord avec l'Australie, qui même avec la Nouvelle-Zélande, ne représentent que 0,01 % de ses négociations alors que l'Union européenne constitue 47 % de son commerce extérieur traduisent bien cette vision déformée de la réalité. Il n'est pas certain que les promoteurs du *Global Britain* aient pris véritablement la mesure de tous les nouveaux enjeux.

Références bibliographiques et publications

OUVRAGES GENERAUX :

- Bordeau Nathalie, Weiss David-Xavier, *Brexit et après ?* Bart & Jones Publishers, 2016
- Chassaigne Philippe, *Histoire de l'Angleterre des origines à nos jours*, Paris, Flammarion, 2015
- Chassaigne Philippe, Marx Rolland, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Tempus, 2004
- Glencross, *Why the UK voted for Brexit: David Cameron's Great Miscalculation*, Palgrave MacMillan, 2016
- Grimal Henri, *De l'Empire britannique au Commonwealth*, Armand Colin, 1999
- MacShane Denis, *Brexit, How Britain left Europe*, Bloomsbury Publishing, 2016
- Marx Rolland, *La Révolution industrielle en Grande-Bretagne*, Armand Colin, 1997
- Morgan, Kenneth O Morgane, *the Oxford History of Britain*, OUP, 2010
- O'Rourke Kevin, *A Short History of Brexit: From Brexity to Backstop* Pelican, 2019
- Springuel Aubry, *Echiquiers d'analyse stratégique*, MSIE 35, 2021

AUTRES SOURCES

SITES WEB:

- ^[1] <https://www.cairn.info/revue-herodote-2005-1-page-44.htm>
- ^[2] <https://www.universalis.fr/encyclopedie/royaume-uni-l-empire-britannique/>
- ^[3] <https://www.cnews.fr/divertissement/2017-08-23/pourquoi-langleterre-est-elle-appelee-la-perfide-albion-704969#:~:text=Depuis%20longtemps%2C%20l'Angleterre%20est,c%C3%B4te%20sud%20de%20l'%C3%AEle>
- ^[4] https://www.persee.fr/doc/hes_0752-5702_1988_num_7_3_2357
- [Home - Office for National Statistics \(ons.gov.uk\)](http://ons.gov.uk)
- [Données OCDE \(oecd.org\)](http://oecd.org)
- [Economics - Bloomberg](http://bloomberg.com)
- [EPGE - Ecole de Pensée sur la Guerre Economique](http://www.epge.fr)
- [Home - Eurostat \(europa.eu\)](http://europa.eu)
- www.theguardian.com
- www.lesechos.fr
- [Infoguerre | Ecole de Guerre Economique \(ege.fr\)](http://ege.fr)

Le Monde.fr - Actualités et Infos en France et dans le monde

Portail de l'IE (portail-ie.fr)

Statista.com

WITS – World Integrated Trade solution (<https://wits.worldbank.org/>)

1. diploweb.com Union européenne : Le Royaume-Uni de Tony Blair, n°93 de la revue Pouvoirs
2. <https://www.lemonde.fr/signataires/sylvie-kauffmann/>
3. Global Britain in a competitive age The Integrated Review of Security, Defence, Development and Foreign Policy Presented to Parliament by the Prime Minister by Command of Her Majesty, March 2021
Global Britain in a competitive age (publishing.service.gov.uk)
4. Georgina Wright Responsable du programme Europe, Institut Montaigne Bruno Tertrais Directeur Adjoint, Fondation pour la recherche stratégique, La Revue intégrée du Royaume-Uni : que signifie la stratégie "Global Britain" pour la France ?
5. Uri Pierre. L'accord financier anglo-américain. In : Politique étrangère, n°1 - 1946 - 11^eannée. pp. 5-24 ;
6. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2003-2-page-71.htm>
7. Brexit and the economy: What lie ahead? Nina Skero, head of macroeconomics at the Centre for Economics and Business Research (CEBR), offers a forecast into the economic impacts of Brexit emanating from a range of scenarios, including a no deal Brexit.
8. Brexit or Bremain: what future for the UK's European diplomatic strategy? RICHARD G. WHITMAN*
9. Brexit and the UN Security Council: declining british influence? JESS GIFKINS, SAMUEL JARVIS AND JASON RALPH
10. Special relationships in flux: Brexit and the future of the US–EU and US–UK relationships TIM OLIVER AND MICHAEL JOHN WILLIAMS
11. Brexit, the City, and the Contingent Power of Finance Scott James and Lucia Quagliab a Department of Political Economy, King's College London, London, UK; b Department of Political Science, University of Bologna, Bologna, Italy
12. Clément ARMINJON, La coopération franco-britannique dans le domaine nucléaire et la relation avec les Etats-Unis, Centre d'Études Supérieures de la Marine
13. Country/Territory Report - United Kingdom, 4 Nov 2020 - Economics and Country Risk
14. What impact would a Brexit have on the EU? The Dahrendorf Forum is a joint initiative by: DAHRENDORF ANALYSIS by Dr. Tim Oliver Dahrendorf Fellow for Europe-North American relations
15. Les stratégies étatiques de recherche de suprématie informationnelle au niveau international : le cas du Royaume-Uni
16. Paco MILHIET, Le Pacific Uplift : la consolidation de la présence britannique en Océanie, une opportunité stratégique pour la France, [DOSSIER] LES CAHIERS DU COMITÉ ASIE N°19

17. Gerold Krozewski, Money and the End of Empire British International Economic Policy and the colonies, 1947-58
18. Nicholas A. Lamber, Planning Armageddon British Economic Warfare and the First World War
19. Pourquoi les Britanniques quittent-ils l'Europe ? Par Raphaël Chauvancy*
20. Le nouveau concept d'emploi des forces britanniques, une révolution stratégique, Par Raphaël Chauvancy, October 6, 2020
21. The impact of Brexit on the UK's reputation, influence and soft power Stuart MacDonald Centre for Cultural Relations, University of Edinburgh
22. The (potential) impact of Brexit on UK SMEs: regional evidence and public policy implications Ross Brown, Jose Liñares-Zegarrab and John O. S. Wilsonc
23. THE ROAD TO THE ECONOMICS OF BREXIT: A NEW DIRECTION IN ECONOMIC RESEARCH Silvia Cristina MĂRGINEAN, Ramona ORĂȘTEAN *, Raluca SAVA Faculty of Economic Sciences, Lucian Blaga University of Sibiu, Sibiu, Romania Received 25 October 2019; accepted 01 June 2020.
24. UK diplomacy at the UN after Brexit: Challenges and Opportunities Megan Dee and Karen E Smith
25. Grande-Bretagne - Grande propriété capitaliste et héritage féodal, lutte de classe n°49 - mars 2000
26. UK Recovers £17m in Property from Drug Gang (occrp.org)
27. British firms (organised crime) – Wikipedia
28. The Decline and Fall of The British Empire – Piers Brendon_2007, ISBN 978-0-224-06222-0, Random House,
29. Histoire de la Grande-Bretagne, du Ve siècle à nos jours – Roland Marx, 1996, Armand Colin
30. <https://www.revueconflits.com/la-grande-bretagne-apres-le-brexit/>
31. <https://moderndiplomacy.eu/2021/05/13/the-idea-of-global-britain-a-neo-victorian-attempt-to-define-the-place-of-the-english-in-the-world/>
32. <https://www.thearticle.com/why-the-special-relationship-is-more-important-than-ever-before>
33. https://www.thearticle.com/is-johnsons-integrated-review-about-projecting-power-or-managing-decline?utm_source=biblio_article_page